



Message aux actionnaires pour le deuxième trimestre de 2021

www.cibc.com/francais

Le 27 mai 2021

Message du président et chef de la direction

Vue d'ensemble des résultats

La Banque CIBC a annoncé aujourd'hui ses résultats financiers du deuxième trimestre clos le 30 avril 2021.

Points saillants du deuxième trimestre

	T2 2021	T2 2020	T1 2021	Variation d'un exercice à l'autre	Variation d'un trimestre à l'autre
Résultat net comme présenté	1 651 M\$	392 M\$	1 625 M\$	+321 %	+2 %
Résultat net ajusté ¹	1 666 M\$	441 M\$	1 640 M\$	+278 %	+2 %
Résultat dilué par action comme présenté	3,55 \$	0,83 \$	3,55 \$	+328 %	0 %
Résultat dilué par action ajusté ¹	3,59 \$	0,94 \$	3,58 \$	+282 %	0 %
Rendement des capitaux propres (RCP) applicables aux porteurs d'actions ordinaires comme présenté	17,1 %	4,0 %	17,0 %		
RCP ajusté ¹	17,3 %	4,5 %	17,2 %		
Ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	12,4 %	11,3 %	12,3 %		

Les résultats du deuxième trimestre de 2021 ont été touchés par l'élément d'importance suivant qui, globalement, a donné lieu à une incidence négative de 0,04 \$ par action :

- un montant de 20 M\$ (15 M\$ après impôt) au titre de l'amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions.

Notre ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires s'est établi à 12,4 % au 30 avril 2021, en regard de 12,3 % à la fin du trimestre précédent. Au 30 avril 2021, le ratio de levier de la Banque CIBC était de 4,7 %.

Notre solide rendement au deuxième trimestre de 2021 découle de la mise en œuvre de notre stratégie de croissance focalisée sur le client. Nous générons des résultats en tirant parti du dynamisme établi dans nos services aux consommateurs canadiens, en accélérant notre rendement dans les secteurs où nous jouissons d'un avantage, ainsi qu'en simplifiant et en transformant notre Banque afin de pouvoir réinvestir dans la croissance.

Rendement de nos activités essentielles

Services bancaires personnels et PME, région du Canada, a enregistré un résultat net de 603 M\$ au deuxième trimestre, en hausse de 440 M\$, ou 270 %, par rapport à celui du deuxième trimestre il y a un an, du fait surtout de la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Les résultats avant impôt et provisions ajustés¹ ont augmenté de 19 M\$, ou 2 %, par rapport à ceux d'il y a un an, en raison surtout de la croissance robuste des volumes et de la diminution des charges, contrebalancées en partie par le resserrement des marges en lien avec l'évolution du contexte des taux d'intérêt.

Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada, a enregistré un résultat net de 399 M\$ au deuxième trimestre, en hausse de 193 M\$, ou 94 %, par rapport à celui du deuxième trimestre il y a un an, en raison surtout de la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances et de l'augmentation des produits dans l'ensemble des activités, contrebalancées en partie par la hausse des charges. Les résultats avant impôt et provisions ajustés¹ ont augmenté de 61 M\$, ou 13 %, par rapport à ceux du deuxième trimestre il y a un an, en lien essentiellement avec la hausse des honoraires et la solide croissance des volumes dans Groupe Entreprises, alors que les produits de Gestion des avoirs ont profité de la progression considérable du solde des actifs attribuable à l'appréciation des marchés et aux solides ventes de fonds communs de placement, ainsi que de l'accroissement des activités de placement des clients. L'augmentation des charges a été surtout causée par la rémunération variable fondée sur les produits, reflet des résultats favorables tirés des activités.

Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, a enregistré un résultat net de 216 M\$ au deuxième trimestre, une hausse de 201 M\$, ou 1 340 %, par rapport à celui du deuxième trimestre il y a un an. Compte non tenu des éléments d'importance, le résultat net ajusté¹ s'est établi à 229 M\$, en hausse de 197 M\$, ou 616 %, par rapport à celui du deuxième trimestre il y a un an, en raison de la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances et de l'augmentation des produits libellés en dollars américains, partiellement contrebalancées par l'incidence de l'écart de change. En dollars américains, les résultats avant impôt et provisions ajustés¹ ont augmenté de 48 M\$ US, ou 27 % (36 M\$ CA, ou 15 %), par rapport à ceux du deuxième trimestre il y a un an, ce qui est attribuable à la hausse des produits, en partie contrebalancée par l'augmentation des charges. La hausse des produits découle principalement de la forte croissance des volumes et de la progression des honoraires, alors que l'augmentation des charges reflète la hausse de la rémunération liée au rendement.

Marchés des capitaux a enregistré un résultat net de 495 M\$ au deuxième trimestre, en hausse de 318 M\$, ou 180 %, par rapport à celui du deuxième trimestre il y a un an, essentiellement du fait de l'augmentation des produits et de la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, en partie contrebalancées par la hausse des charges. Les résultats avant impôt et provisions¹ ont augmenté de 38 % par rapport à ceux d'il y a un an, en raison de la hausse des produits de négociation et de Services financiers aux entreprises et de Banque d'investissement, ce qui a été en partie contrebalancé par l'augmentation de la rémunération liée au rendement.

1) Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR, pour plus de précisions. Les résultats avant impôt et provisions correspondent aux produits, nets des charges autres que d'intérêts et constituent une mesure non conforme aux PCGR. Les résultats avant impôt et provisions ajustés correspondent aux produits, nets des charges autres que d'intérêts ajustées pour tenir compte des éléments d'importance et constituent une mesure non conforme aux PCGR.

Apporter davantage à nos collectivités

À la Banque CIBC, nous nous engageons à renforcer nos collectivités, et donner en retour fait partie intégrante de notre culture. Au cours du trimestre considéré, nous avons investi dans nos collectivités au moyen des initiatives suivantes :

- Nous avons investi 1 M\$ de plus pour soutenir la prochaine génération de leaders et de créateurs de changement de la communauté noire, notamment par la création d'un programme de bourses d'études en partenariat avec l'initiative BlackNorth.
- Nous avons souligné la Journée internationale des femmes en organisant, à l'intention de notre clientèle, des webinaires axés sur le partage d'histoires de vigueur et de résilience et en lançant notre partenariat avec le Projet Prospérité et son sondage réalisé auprès des ménages canadiens.
- Nous avons commencé à accepter les demandes pour le programme de bourses du Fonds CIBC des futurs héros qui, pour une deuxième année, vise à aider les étudiants de niveau postsecondaire à réaliser leur ambition de faire carrière dans le domaine des soins de santé. Dans le cadre de ce programme, 125 bourses d'une valeur de 2 500 \$ seront accordées à des étudiants qui entreprennent une première année d'études dans un programme de soins de santé admissible menant à l'obtention d'un certificat ou d'un diplôme de premier cycle.
- Nous avons souligné la Semaine de l'action bénévole en doublant les dollars de récompense que nous donnons lorsque les membres de notre équipe offrent leur temps à une cause qui leur tient à cœur.

Victor G. Dodig

Président et chef de la direction

Groupe de travail sur les renseignements supplémentaires

En 2012, le groupe de travail sur les renseignements supplémentaires, mis sur pied par le Financial Stability Board, a publié son rapport intitulé *Enhancing the Risk Disclosures of Banks*, qui comportait 32 recommandations sur les informations à fournir. L'index ci-dessous renferme la liste de ces informations ainsi que leur emplacement. Les informations du groupe de travail sont présentées dans notre Rapport annuel 2020, notre rapport aux actionnaires trimestriel ainsi que dans nos documents d'information financière supplémentaire, qui se trouvent sur notre site Web (www.cibc.com/francais). Aucune information du site Web de la CIBC, y compris les documents d'information financière supplémentaire, ne doit être considérée comme intégrée par renvoi aux présentes.

Sujets	Recommandations	Information à fournir	Deuxième trimestre de 2021			Rapport annuel 2020
			Rapport de gestion	États financiers consolidés	Rapport au titre du troisième pilier et information supplémentaire sur les fonds propres réglementaires	
			Pages			
Généralités	1	Index des informations en matière de risque – présente page				
	2	Terminologie et mesures en matière de risque ¹			69–70	
	3	Principaux risques et nouveaux risques	22			50
	4	Exigences liées aux ratios réglementaires futurs importants	20, 35, 36	64	9, 16	36, 39, 76, 78, 166
Gouvernance du risque, gestion du risque et modèle d'affaires	5	Structure de gestion du risque				44, 45
	6	Culture de risque et intérêt à l'égard du risque				43, 46, 47
	7	Risques découlant des activités commerciales	25			48, 53
	8	Simulations de crise à l'échelle de la Banque	28			31, 49, 57, 71, 74
Suffisance des fonds propres et actif pondéré en fonction du risque	9	Fonds propres réglementaires minimums	18	64		31, 166
	10	Composantes de fonds propres et rapprochement avec le bilan réglementaire consolidé			8–11	36
	11	Tableau des flux de fonds propres réglementaires			12	37
	12	Gestion et planification des fonds propres				39, 166
	13	Activités commerciales et actif pondéré en fonction du risque	25		4	38, 53
	14	Actif pondéré en fonction du risque et exigences en matière de fonds propres			4	33, 38
	15	Risque de crédit par portefeuille important			27–36	56–61
	16	Tableau des variations de l'actif pondéré en fonction du risque			4, 5	38
17	Application d'essais à rebours aux modèles			67, 68	48, 57, 70	
Liquidités	18	Actifs liquides	34			75
Financement	19	Actifs grevés	35			75
	20	Échéance contractuelle des actifs, des passifs et des instruments hors bilan	39			79
	21	Stratégie et sources de financement	37			77
Risque de marché	22	Rapprochement des portefeuilles de négociation et des portefeuilles autres que de négociation avec le bilan consolidé	31			69
	23	Facteurs importants de risque de marché lié aux activités de négociation et autres que de négociation	32–33			69–73
	24	Hypothèses, limites et procédures de validation liées aux modèles				69–73
	25	Simulations de crise et analyses de scénarios				31, 71
Risque de crédit	26	Analyse des expositions au risque de crédit	26–30		6–7, 63–66	58–67, 138–145, 186
	27	Prêts douteux et politique d'allègement	26, 29			55, 65, 85, 116
	28	Rapprochement de prêts douteux et de la provision pour pertes sur créances	29	57		65, 139
	29	Risque de crédit de contrepartie découlant de dérivés	28		66, 35 ²	55, 59, 156–157
	30	Atténuation du risque de crédit	26		20, 51, 66	55, 61, 156–157
Autres risques	31	Autres risques	40			80–82
	32	Discussion sur des situations de risque connues		66		80, 179

1) Un glossaire détaillé de notre terminologie sur les risques et les fonds propres est présenté aux pages 198 à 202 de notre Rapport annuel 2020.

2) Compris dans le document d'information financière supplémentaire.

Rapport de gestion

Le rapport de gestion est présenté afin de permettre aux lecteurs d'évaluer la situation financière et les résultats d'exploitation de la CIBC au 30 avril 2021 et pour le trimestre et le semestre clos à cette date, comparativement aux périodes correspondantes. Le rapport de gestion doit être lu avec le Rapport annuel 2020 et les états financiers consolidés intermédiaires non audités compris dans le présent rapport. À moins d'indication contraire, toute l'information financière présentée dans le rapport de gestion a été préparée selon les Normes internationales d'information financière (IFRS ou PCGR) et tous les montants sont libellés en dollars canadiens. Certaines informations présentées dans le rapport de gestion ont été ombragées étant donné qu'elles font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires. Le rapport de gestion est en date du 26 mai 2021. D'autres renseignements concernant la CIBC peuvent être obtenus sur le site SEDAR, à l'adresse www.sedar.com et sur le site de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (SEC) à l'adresse www.sec.gov. Aucune information du site Web de la CIBC (www.cibc.com/francais) ne doit être considérée comme intégrée par renvoi aux présentes. Un glossaire des termes utilisés dans le présent rapport trimestriel figure aux pages 196 à 202 de notre Rapport annuel 2020.

Table des matières

2	Points saillants financiers du deuxième trimestre	17	Situation financière
		17	Revue du bilan consolidé résumé
		18	Gestion des fonds propres
		22	Arrangements hors bilan
3	Modifications à la présentation de l'information financière	22	Gestion du risque
3	Vue d'ensemble du rendement financier	22	Vue d'ensemble
3	Perspectives économiques	22	Principaux risques et nouveaux risques
4	Événements importants	26	Risque de crédit
4	Revue des résultats financiers	31	Risque de marché
6	Revue de l'information financière trimestrielle	34	Risque de liquidité
		40	Autres risques
8	Mesures non conformes aux PCGR	40	Questions relatives à la comptabilité et au contrôle
9	Vue d'ensemble des unités d'exploitation stratégique	40	Méthodes comptables critiques et estimations
10	Services bancaires personnels et PME, région du Canada	40	Faits nouveaux en matière de comptabilité
11	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada	41	Autres faits nouveaux en matière de réglementation
12	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis	41	Contrôles et procédures
13	Marchés des capitaux	41	Transactions entre parties liées
15	Siège social et autres		

UN MOT SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS : De temps à autre, nous faisons des énoncés prospectifs écrits ou oraux au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris dans le présent rapport, dans d'autres documents déposés auprès d'organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, et dans d'autres communications. Tous ces énoncés sont faits conformément aux dispositions d'exonération et se veulent des énoncés prospectifs aux termes de la législation en valeurs mobilières applicable au Canada et des États-Unis, notamment la loi des États-Unis intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*. Ces énoncés comprennent, sans toutefois s'y limiter, des déclarations faites aux sections « Vue d'ensemble du rendement financier – Perspectives économiques », « Vue d'ensemble du rendement financier – Événements importants », « Vue d'ensemble du rendement financier – Revue des résultats financiers », « Vue d'ensemble du rendement financier – Revue de l'information financière trimestrielle », « Situation financière – Gestion des fonds propres », « Gestion du risque – Vue d'ensemble », « Gestion du risque – Principaux risques et nouveaux risques », « Gestion du risque – Risque de crédit », « Gestion du risque – Risque de marché », « Gestion du risque – Risque de liquidité », « Questions relatives à la comptabilité et au contrôle – Méthodes comptables critiques et estimations », « Questions relatives à la comptabilité et au contrôle – Faits nouveaux en matière de comptabilité » et « Questions relatives à la comptabilité et au contrôle – Autres changements d'ordre réglementaire » du présent rapport de gestion, et d'autres énoncés sur nos activités, nos secteurs d'activité, notre situation financière, notre gestion du risque, nos priorités, nos cibles, nos objectifs permanents ainsi que nos stratégies, le contexte réglementaire dans lequel nous exerçons nos activités et nos perspectives pour l'année 2021 et les périodes subséquentes. Ces énoncés se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes comme « croire », « prévoir », « compter », « estimer », « prévoir », « cible », « objectif » et d'autres expressions de même nature et de verbes au futur et au conditionnel. Par leur nature, ces énoncés prospectifs nous obligent à faire des hypothèses, notamment des hypothèses économiques qui sont présentées dans la section « Vue d'ensemble du rendement financier – Perspectives économiques » du présent rapport, et sont assujettis aux risques inhérents et aux incertitudes qui peuvent être de nature générale ou spécifique. Étant donné l'incidence persistante de la pandémie de la maladie à coronavirus (COVID-19) sur l'économie mondiale et les marchés financiers ainsi que sur nos activités, nos résultats d'exploitation, notre réputation et notre situation financière et la pression soutenue sur les prix du pétrole, une plus grande part d'incertitude est forcément associée à nos hypothèses par comparaison avec les périodes précédentes. Divers facteurs, dont nombre sont indépendants de notre volonté, influent sur nos activités, notre rendement et nos résultats et pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des résultats attendus dans les énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent : l'avènement, la persistance ou l'intensification d'urgences de santé publique, comme la pandémie de COVID-19, ainsi que les politiques et mesures gouvernementales s'y rattachant; le risque de crédit, le risque de marché, le risque de liquidité, le risque stratégique, le risque d'assurance, le risque opérationnel, le risque de réputation, le risque lié au comportement et les risques juridiques, le risque de réglementation et le risque environnemental; les fluctuations de change et de taux d'intérêt, y compris celles découlant de la volatilité du marché et du prix du pétrole; l'efficacité et la pertinence de nos processus et modèles de gestion et d'évaluation des risques; des changements d'ordre législatif ou réglementaire dans les territoires où nous exerçons nos activités, y compris la norme commune de déclaration de l'Organisation de coopération et de développement économiques et les réformes réglementaires au Royaume-Uni et en Europe, les normes mondiales concernant la réforme relative aux fonds propres et à la liquidité élaborées par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, et la réglementation concernant la recapitalisation des banques et le système de paiements au Canada; les changements apportés aux lignes directrices relatives aux fonds propres pondérés en fonction du risque et aux directives d'information, et les lignes directrices réglementaires en matière de taux d'intérêt et de liquidité, et leur interprétation; l'issue de poursuites et d'enquêtes réglementaires, et des questions connexes; l'incidence de modifications des normes comptables et des règles et leur interprétation; les changements apportés au montant estimé des réserves et provisions; l'évolution des lois fiscales; les changements à nos notes de crédit; la situation et les changements politiques, y compris les modifications aux questions d'ordre économique ou commercial; l'incidence possible de conflits internationaux et d'actes terroristes, des catastrophes naturelles, des perturbations occasionnées aux infrastructures des services publics et de toute autre catastrophe sur nos activités; la dépendance envers des tiers pour fournir les infrastructures nécessaires à nos activités; les perturbations potentielles à l'égard de nos systèmes de technologies de l'information et de nos services; l'augmentation des risques liés à la cybersécurité pouvant comprendre le vol ou la divulgation d'actifs, l'accès non autorisé à de l'information sensible ou une perturbation des activités; le risque lié aux médias sociaux; les pertes découlant de fraudes internes ou externes; la lutte contre le blanchiment d'argent; l'exhaustivité et l'exhaustivité de l'information qui nous est fournie en ce qui a trait à nos clients et à nos contreparties; le défaut de tiers de remplir leurs obligations envers nous et nos sociétés affiliées ou nos entreprises associées; l'intensification de la concurrence livrée par des concurrents existants ou de nouveaux venus dans le secteur des services financiers, notamment les services bancaires en direct et mobiles; l'évolution des technologies; la tenue des marchés des capitaux mondiaux; les modifications à la politique monétaire et économique; la conjoncture économique générale mondiale et celle du Canada, des États-Unis et d'autres pays où nous menons nos activités, y compris la croissance du niveau d'endettement des ménages au Canada et les risques de crédit à l'échelle mondiale; notre capacité à élaborer et à lancer des produits et services, à élargir nos canaux de distribution existants et à en créer de nouveaux, et à accroître les produits que nous en tirons; les changements des habitudes des clients en matière de consommation et d'épargne; notre capacité d'attirer et de retenir des employés et des cadres clés, notre capacité à réaliser nos stratégies et à mener à terme nos acquisitions et à intégrer les sociétés acquises et les contreparties; le risque que les avantages attendus d'une acquisition, d'une fusion ou d'un dessaisissement ne se concrétisent pas dans les délais prévus ou qu'ils ne se concrétisent pas du tout; et notre capacité à anticiper et à gérer les risques associés à ces facteurs. Cette énumération ne couvre pas tous les facteurs susceptibles d'influer sur nos énoncés prospectifs. Aussi ces facteurs et d'autres doivent-ils éclairer la lecture des énoncés prospectifs sans toutefois que les lecteurs se fient indûment à ces énoncés prospectifs. Tout énoncé prospectif contenu dans le présent rapport représente l'opinion de la direction uniquement à la date des présentes et est communiqué afin d'aider nos actionnaires et les analystes financiers à comprendre notre situation financière, nos objectifs, nos priorités et nos attentes en matière de rendement financier aux dates indiquées et pour les périodes closes à ces dates, et peut ne pas convenir à d'autres fins. Nous ne nous engageons à mettre à jour aucun énoncé prospectif du présent rapport ou d'autres communications, sauf si la loi l'exige.

Points saillants financiers du deuxième trimestre

Non audité	Aux dates indiquées ou pour les trois mois clos les			Aux dates indiquées ou pour les six mois clos les	
	30 avr. 2021	31 janv. 2021	30 avr. 2020	30 avr. 2021	30 avr. 2020
Résultats financiers (en millions de dollars)					
Produits nets d'intérêts	2 747 \$	2 839 \$	2 762 \$	5 586 \$	5 523 \$
Produits autres que d'intérêts	2 185	2 124	1 816	4 309	3 910
Total des produits	4 932	4 963	4 578	9 895	9 433
Dotations à la provision pour pertes sur créances	32	147	1 412	179	1 673
Charges autres que d'intérêts	2 756	2 726	2 704	5 482	5 769
Résultat avant impôt sur le résultat	2 144	2 090	462	4 234	1 991
Impôt sur le résultat	493	465	70	958	387
Résultat net	1 651 \$	1 625 \$	392 \$	3 276 \$	1 604 \$
Résultat net (perte nette) applicable aux participations ne donnant pas le contrôle	4 \$	4 \$	(8) \$	8 \$	(1) \$
Porteurs d'actions privilégiées	51	30	30	81	61
Porteurs d'actions ordinaires	1 596	1 591	370	3 187	1 544
Résultat net applicable aux actionnaires	1 647 \$	1 621 \$	400 \$	3 268 \$	1 605 \$
Mesures financières					
Coefficient d'efficacité comme présenté	55,9 %	54,9 %	59,1 %	55,4 %	61,2 %
Levier d'exploitation	5,8 %	13,3 %	(3,7) %	9,9 %	(4,3) %
Coefficient de pertes sur créances ¹	0,24 %	0,22 %	0,34 %	0,23 %	0,29 %
Rendement des capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires comme présenté ²	17,1 %	17,0 %	4,0 %	17,1 %	8,5 %
Marge d'intérêts nette	1,42 %	1,41 %	1,55 %	1,41 %	1,58 %
Marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen ³	1,59 %	1,58 %	1,77 %	1,59 %	1,78 %
Rendement de l'actif moyen ⁴	0,85 %	0,81 %	0,22 %	0,83 %	0,46 %
Rendement de l'actif productif d'intérêts moyen ^{3, 4}	0,95 %	0,91 %	0,25 %	0,93 %	0,52 %
Taux d'impôt effectif comme présenté	23,0 %	22,2 %	15,3 %	22,6 %	19,5 %
Renseignements sur les actions ordinaires					
Par action (\$)					
– résultat de base	3,56 \$	3,56 \$	0,83 \$	7,12 \$	3,47 \$
– résultat dilué comme présenté	3,55	3,55	0,83	7,10	3,46
– dividendes	1,46	1,46	1,46	2,92	2,90
– valeur comptable	86,70	85,24	83,67	86,70	83,67
Cours de clôture de l'action (\$)	127,78	108,98	82,48	127,78	82,48
Nombre d'actions en circulation (en milliers)					
– moyen pondéré de base	448 455	447 281	444 739	447 859	444 997
– moyen pondéré dilué	449 345	447 929	445 188	448 621	445 610
– fin de la période	449 093	447 850	445 133	449 093	445 133
Capitalisation boursière (en millions de dollars)	57 385 \$	48 807 \$	36 715 \$	57 385 \$	36 715 \$
Mesures de valeur					
Rendement total pour les actionnaires	18,62 %	11,11 %	(22,21) %	31,80 %	(24,26) %
Rendement des actions (selon le cours de clôture de l'action)	4,7 %	5,3 %	7,2 %	4,6 %	7,1 %
Ratio de versement de dividendes comme présenté	41,0 %	41,1 %	176,0 %	41,0 %	83,6 %
Cours/valeur comptable	1,47	1,28	0,99	1,47	0,99
Principales mesures financières – ajustées⁵					
Coefficient d'efficacité ajusté ⁶	54,9 %	53,9 %	57,2 %	54,4 %	56,1 %
Levier d'exploitation ajusté	4,4 %	2,0 %	(2,0) %	3,1 %	(1,6) %
Rendement des capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires ajusté ²	17,3 %	17,2 %	4,5 %	17,2 %	10,3 %
Taux d'impôt effectif ajusté	23,0 %	22,3 %	15,1 %	22,6 %	20,3 %
Résultat dilué par action ajusté	3,59 \$	3,58 \$	0,94 \$	7,17 \$	4,18 \$
Ratio de versement de dividendes ajusté	40,7 %	40,7 %	155,4 %	40,7 %	69,2 %
Données du bilan et hors bilan (en millions de dollars)					
Trésorerie, dépôts auprès d'autres banques et valeurs mobilières	202 319 \$	213 786 \$	189 277 \$	202 319 \$	189 277 \$
Prêts et acceptations, nets de la provision	432 120	420 975	420 579	432 120	420 579
Total de l'actif	782 878	782 908	759 136	782 878	759 136
Dépôts	576 563	573 927	543 788	576 563	543 788
Capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires	38 935	38 177	37 244	38 935	37 244
Actif moyen	795 373	799 948	725 701	797 698	702 362
Actif productif d'intérêts moyen ³	709 463	711 470	633 233	710 483	621 423
Capitaux propres moyens applicables aux porteurs d'actions ordinaires	38 189	37 067	37 386	37 619	36 520
Biens administrés ^{7, 8, 9}	2 783 059	2 518 517	2 283 749	2 783 059	2 283 749
Biens sous gestion ^{8, 9}	293 488	280 303	246 564	293 488	246 564
Mesures de qualité du bilan et mesures en matière de liquidité					
Actif pondéré en fonction du risque (APR) (en millions de dollars)	257 997 \$	256 119 \$	261 763 \$	257 997 \$	261 763 \$
Ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires ¹⁰	12,4 %	12,3 %	11,3 %	12,4 %	11,3 %
Ratio des fonds propres de première catégorie ¹⁰	13,9 %	13,8 %	12,5 %	13,9 %	12,5 %
Ratio du total des fonds propres ¹⁰	16,2 %	15,8 %	14,5 %	16,2 %	14,5 %
Ratio de levier	4,7 %	4,7 %	4,5 %	4,7 %	4,5 %
Ratio de liquidité à court terme	134 %	142 %	131 %	s. o.	s. o.
Autres renseignements					
Équivalents temps plein	44 066	43 890	44 204	44 066	44 204

1) Ratio obtenu en divisant la dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux par les prêts et acceptations bancaires moyens, net de la provision pour pertes sur créances.

2) Annualisé.

3) L'actif productif d'intérêts moyen comprend les dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques, les dépôts à vue productifs d'intérêts auprès de la Banque du Canada, les valeurs mobilières, les garanties au comptant au titre de valeurs empruntées ou les valeurs acquises en vertu de prises en pension de titres, les prêts, nets des provisions, et certains actifs associés à des contrats de sous-location.

4) Résultat net exprimé en pourcentage de l'actif moyen ou de l'actif productif d'intérêts moyen.

5) Les mesures ajustées sont des mesures non conformes au PCGR. Les mesures ajustées sont calculées de la même façon que les mesures comme présentées, mis à part le fait que l'information financière utilisée dans le calcul des mesures ajustées a été ajustée pour éliminer l'incidence des éléments d'importance. Pour plus de précisions et un rapprochement des résultats comme présentés et des résultats ajustés, se reporter à la section Mesures non conformes au PCGR.

6) Calculé sur une base d'imposition équivalente (BIE).

7) Comprendent le plein montant contractuel des biens administrés ou gardés par une coentreprise à parts égales entre la CIBC et The Bank of New York Mellon de 2 212,3 G\$ (1 977,7 G\$ au 31 janvier 2021 et 1 801,5 G\$ au 30 avril 2020).

8) Les biens sous gestion sont compris dans les montants présentés au titre des biens administrés.

9) Certaines informations des périodes précédentes ont été retraitées.

10) À partir du deuxième trimestre de 2020, les ratios reflètent les mesures transitoires relatives aux pertes de crédit attendues annoncées par le BSIF le 27 mars 2020.

s. o. Sans objet.

Modifications à la présentation de l'information financière

Modifications apportées à nos secteurs d'activité

Les modifications suivantes ont été apportées à la présentation de l'information financière au cours du premier trimestre de 2021 :

- Les résultats de Financière Simplii et Pro-Investisseurs CIBC, qui étaient auparavant présentés dans Services bancaires personnels et PME, région du Canada, sont présentés dans le nouveau secteur Services financiers directs de Marchés des capitaux, à l'instar de ceux de certains autres services de paiement direct qui étaient déjà présentés dans Marchés des capitaux. Cette modification a été apportée pour assurer une meilleure harmonisation avec les mandats des unités d'exploitation stratégique visées.
- Les résultats financiers liés aux activités de trésorerie aux États-Unis de Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, sont maintenant présentés dans l'unité Trésorerie de Siège social et autres. En outre, la méthode de fixation des prix de transfert entre Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, et l'unité Trésorerie de Siège social et autres, a été améliorée. Ces deux modifications permettent d'aligner le traitement applicable à Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, sur celui qui s'applique à nos autres unités d'exploitation stratégique et d'optimiser la gestion des risques de taux d'intérêt et de liquidité.

Les montants des périodes précédentes ont été révisés en conséquence. Les résultats de nos unités d'exploitation stratégique et la méthode employée pour calculer leur rendement ont été touchés par ces modifications. Toutefois, elles n'ont eu aucune incidence sur nos résultats financiers consolidés.

Vue d'ensemble du rendement financier

Perspectives économiques

Bien que l'activité économique mondiale se soit accélérée cette année, la pandémie de COVID-19 continue d'avoir une incidence défavorable importante sur l'étendue de cette reprise. Les restrictions imposées par les gouvernements à l'échelle du globe pour restreindre l'incidence de la vague d'infection, dont les restrictions de voyage, les mesures de distanciation physique et la fermeture de certaines entreprises, continuent de perturber l'économie mondiale et limiteront l'étendue de la reprise jusqu'à ce que le déploiement des programmes de vaccination dans la plupart des grands marchés soit presque terminé et que ces programmes s'avèrent efficaces pour contrôler le virus. Bien que la vaccination de groupes ciblés ait progressé presque partout dans le monde, l'incertitude demeure quant à la rapidité avec laquelle il sera possible d'immuniser une majorité suffisante de la population pour réduire les taux d'infection, y compris ceux attribuables aux nouveaux variants du virus. Nos perspectives sont fondées sur l'hypothèse que les opérations de vaccination de masse se poursuivront dans de nombreux pays au cours du printemps et de l'été et que les programmes de vaccination seront efficaces contre les nouveaux variants, ce qui favorisera une reprise plus vigoureuse à l'échelle mondiale au cours du deuxième semestre de l'année civile. Jusqu'à pareille éventualité, nous présumons que les contraintes temporaires visant l'activité économique mises en place pour contrer la vague de contagion actuelle et les nouveaux variants demeureront en place à divers degrés dans nos marchés cibles. La croissance devrait se poursuivre dans les secteurs moins touchés par les mesures de distanciation physique, alors que d'autres devraient avoir à composer avec des périodes de perturbation si les règles sont resserrées pour contenir une nouvelle recrudescence du virus et de ses souches. Nous nous attendons à ce que, dans l'ensemble, le secteur des biens affiche un meilleur rendement, mais que le secteur des services continue de tirer de l'arrière. Malgré l'accroissement de la demande de combustible à l'échelle mondiale, les prix du brut devraient se stabiliser près de leurs niveaux actuels pour le reste de l'année civile en raison du regain de l'offre des producteurs étrangers.

Au Canada, après un recul de 5,4 % au cours de l'année civile 2020, le produit intérieur brut (PIB) réel devrait progresser d'environ 5,7 % au cours de l'année civile 2021, la croissance reprenant à un rythme rapide au cours du second semestre de l'année civile après une période de ralentissement au deuxième trimestre. Nous anticipons que le taux de chômage avoisinera 7,7 % en moyenne au cours de l'année civile 2021, soit bien au-delà des niveaux du plein emploi. Les entreprises et les ménages devraient continuer de profiter des mesures soutenues d'aide financière des gouvernements, ce qui devrait atténuer les répercussions du ralentissement de la croissance économique sur les taux d'insolvabilité, la croissance des activités et du crédit des ménages et le volume des transactions dans le commerce de détail par rapport au scénario qui se serait produit sans la mise en place des mesures. L'activité d'émission d'obligations d'État demeurera élevée afin de couvrir les déficits fédéraux et provinciaux en décaissant. La Banque du Canada devrait continuer à maintenir ses taux d'intérêt à court terme aux niveaux actuels tout au long de l'année civile 2021, bien que les taux à plus long terme devraient grimper de pair avec l'accélération de la croissance économique et sous l'effet de la réduction du programme d'achat d'actifs de la banque centrale.

Aux États-Unis, le PIB réel devrait s'accroître d'environ 6,6 % au cours de l'année civile 2021, après avoir reculé de près de 3,5 % au cours de l'année civile précédente. Le taux de chômage devrait s'établir à environ 5,3 % en moyenne au cours de l'année civile 2021, soit encore un point de pourcentage au-dessus des niveaux du plein emploi. Les lois déjà adoptées pour assurer une relance massive devraient stimuler la demande et offrir une aide accrue aux ménages et aux entreprises frappés par la pandémie, ce qui permettrait de réduire l'incidence de celle-ci sur les taux d'insolvabilité. Nous prévoyons que la Réserve fédérale maintiendra ses taux d'intérêt à court terme aux alentours de zéro et continuera d'effectuer des achats d'actifs pour freiner la hausse des taux à long terme.

Les enjeux économiques découlant de la pandémie de COVID-19 se répercutent sur toutes nos unités d'exploitation stratégique. Sur le plan du crédit, bien que nos perspectives se soient améliorées, portées par une croissance plus reluisante que prévu au cours des deux derniers trimestres, nous anticipons toujours que nos portefeuilles de prêts continueront de subir l'incidence défavorable de la contraction de l'activité économique en raison des mesures prises pour contenir la propagation de l'infection, incidence qui devrait être atténuée en partie par les programmes de relance massifs des gouvernements à l'intention des particuliers et des entreprises. La croissance des dépôts devrait ralentir à mesure que diminue le flux des sommes versées aux ménages et aux entreprises au titre des programmes de soutien gouvernementaux. Le contexte de faibles taux d'intérêt persistant devrait continuer à avoir une incidence négative sur la marge d'intérêts nette de toutes nos unités d'exploitation stratégique.

En ce qui a trait à Services bancaires personnels et PME, région du Canada, la croissance de la demande de prêts hypothécaires pourrait s'essouffler légèrement en raison de la nouvelle ligne directrice B-20 et des problèmes d'abordabilité, mais elle devrait continuer d'être bien soutenue par la faiblesse des taux, et nous prévoyons que la demande de prêts non hypothécaires recommencera à croître légèrement sous l'effet de l'accroissement des taux de vaccination et de l'assouplissement des restrictions liées à la pandémie. La demande soutenue de prêts aux entreprises devrait se maintenir, les petites entreprises s'affairant à atténuer les conséquences du ralentissement économique.

Nous anticipons que nos activités de gestion des avoirs au Canada et aux États-Unis profiteront de la poursuite de la reprise économique, les investisseurs étant à l'affût de solutions de rechange aux comptes d'épargne à faible taux.

Les activités de Marchés des capitaux devraient tirer parti des activités de fusions et acquisitions, compte tenu de l'augmentation des regroupements d'entreprises dans le contexte de la pandémie, et de l'accroissement de l'activité d'émission de titres de participation, mais pourraient

aussi subir l'incidence défavorable de la diminution des émissions d'obligations de sociétés et de la baisse des produits de négociation par rapport aux sommets atteints en 2020.

La demande de prêts dans les activités de Groupe Entreprises au Canada et aux États-Unis a diminué au cours des derniers trimestres, mais elle devrait être soutenue par la poursuite de la reprise économique au second semestre de l'année civile.

Les perspectives économiques précitées s'appuient sur de nombreuses hypothèses et incertitudes quant aux répercussions économiques de la pandémie de COVID-19 qui, au final, dépendront de la vitesse à laquelle les programmes de vaccination pourront être menés à bien et de leur efficacité pour contrôler à la fois les infections liées aux variants actuels et futurs du virus, ainsi que de la capacité des gouvernements, des entreprises et des systèmes de soins de santé à limiter efficacement, dans l'intervalle, les conséquences épidémiologiques et économiques de la vague actuelle du virus et de toute recrudescence future, dont celles des nouveaux variants. La mesure dans laquelle les politiques de santé publique limiteront l'activité économique ainsi que le niveau et l'efficacité de l'aide gouvernementale durant cette période sont des facteurs cruciaux à la concrétisation de nos attentes concernant l'ampleur et le moment d'une autre reprise économique plus tard au cours de l'année civile 2021. Nos attentes sont fondées sur les informations actuellement à notre disposition, sous réserve de tout changement lorsque seront disponibles de nouveaux renseignements sur la transmissibilité et l'épidémiologie. Par conséquent, les résultats réels pourraient être très différents des résultats attendus.

Alors que nous continuons à épauler nos clients en cette période de pandémie, nous avons réduit nos programmes d'aide offerts à nos clients au cours des derniers trimestres, car leurs besoins ont diminué. Pour plus de précisions sur nos programmes d'aide aux clients et les programmes d'allègement du gouvernement auxquels nous participons, se reporter aux sections Programmes d'aide aux clients de la CIBC en réponse à la COVID-19 et Programmes de prêts du gouvernement en réponse à la COVID-19. La pandémie de COVID-19 et le contexte de faiblesse des taux d'intérêt continuent d'avoir des répercussions sur nos activités et nos résultats d'exploitation. Pour plus de précisions, se reporter aux sections Revue des résultats financiers et Vue d'ensemble des unités d'exploitation stratégique. Mis à part les pressions précitées, notre situation financière et notre situation de fonds propres réglementaires et de liquidité demeurent saines. Pour plus de précisions, se reporter aux sections Gestion des fonds propres et Risque de liquidité. L'incidence de la pandémie sur notre environnement de risque est décrite dans la section Principaux risques et nouveaux risques. Les variations du niveau d'incertitude économique attribuable à la pandémie continuent d'influer sur nos estimations et hypothèses comptables importantes, surtout en ce qui concerne l'estimation des pertes de crédit attendues. Pour plus de précisions, se reporter à la section Questions relatives à la comptabilité et au contrôle et aux notes 2 et 6 des états financiers consolidés intermédiaires.

Événements importants

Vente de FirstCaribbean International Bank Limited

Le 8 novembre 2019, nous avons annoncé la conclusion d'une entente définitive visant la vente de 66,73 % des actions en circulation de FirstCaribbean International Bank Limited (CIBC FirstCaribbean) à GNB Financial Group Limited (GNB), sous réserve des approbations réglementaires, comme il a été énoncé à la note 4 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2020.

En raison du long processus d'examen réglementaire, de l'incidence toujours plus néfaste de la pandémie de COVID-19 sur l'économie des Caraïbes et de nos nouvelles attentes quant à la probabilité et au moment de la réalisation d'une transaction éventuelle, nous avons mis fin au traitement comptable des actifs et passifs comme détenus en vue de la vente de CIBC FirstCaribbean au quatrième trimestre de 2020 et comptabilisé une dépréciation du goodwill de 220 M\$. Le 3 février 2021, nous avons annoncé que le projet de vente de CIBC FirstCaribbean à GNB n'avait pas reçu l'approbation des autorités de réglementation de CIBC FirstCaribbean et qu'il ne se réaliserait pas.

Revue des résultats financiers

Le résultat net comme présenté pour le trimestre s'est établi à 1 651 M\$, en regard de 392 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 1 625 M\$ au trimestre précédent.

Le résultat net ajusté¹ pour le trimestre s'est établi à 1 666 M\$, comparativement à 441 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent et à 1 640 M\$ au trimestre précédent.

Le résultat dilué par action comme présenté pour le trimestre s'est établi à 3,55 \$, en regard de 0,83 \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 3,55 \$ au trimestre précédent.

Le résultat dilué par action ajusté¹ pour le trimestre considéré s'est établi à 3,59 \$, en regard de 0,94 \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 3,58 \$ au trimestre précédent.

Au cours du trimestre considéré, l'élément d'importance suivant a entraîné une augmentation des charges autres que d'intérêts de 20 M\$, une diminution de l'impôt sur le résultat de 5 M\$ et une baisse du résultat net de 15 M\$:

- un montant de 20 M\$ (15 M\$ après impôt) au titre de l'amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions (13 M\$ après impôt pour Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, et 2 M\$ après impôt pour Siège social et autres).

Produits nets d'intérêts²

Les produits nets d'intérêts ont reculé de 15 M\$, ou 1 %, en regard de ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison surtout du resserrement des marges, de l'incidence de l'écart de change, du fait que le trimestre considéré comptait un jour de moins et des produits d'intérêts au titre du règlement de certaines questions liées à l'impôt sur le résultat au trimestre correspondant de l'exercice précédent, le tout en partie contrebalancé par la croissance des volumes dans l'ensemble de nos activités et la hausse des produits de négociation.

Les produits nets d'intérêts ont reculé de 92 M\$, ou 3 %, par rapport à ceux du trimestre précédent, en raison surtout des jours en moins que comptait le trimestre considéré et de la diminution des produits de négociation, le tout en partie contrebalancé par l'accroissement des volumes dans l'ensemble de nos activités.

Les produits nets d'intérêts pour le semestre clos le 30 avril 2021 ont progressé de 63 M\$, ou 1 %, par rapport à ceux de la période correspondante de 2020, en raison surtout de la croissance des volumes dans l'ensemble de nos activités et de la hausse des produits de négociation, contrebalancées en partie par le resserrement des marges en lien avec l'évolution de l'environnement des taux d'intérêt, la baisse des produits de trésorerie et l'incidence de l'écart de change.

Produits autres que d'intérêts²

Les produits autres que d'intérêts ont augmenté de 369 M\$, ou 20 %, en regard de ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, du fait essentiellement de la hausse de la rémunération de prise ferme et des honoraires de consultation et de l'augmentation des produits tirés des honoraires découlant d'une moyenne plus élevée des biens sous gestion et des biens administrés sous l'effet de l'appréciation des marchés. Les données de la période précédente tenaient également compte de l'incidence de rajustements de l'évaluation du crédit (REC) et de rajustements de l'évaluation liés au financement (REF) défavorables.

Les produits autres que d'intérêts ont augmenté de 61 M\$, ou 3 %, en regard de ceux du trimestre précédent, en raison principalement de la hausse de la rémunération de prise ferme et des honoraires de consultation, en partie contrebalancée par la baisse des produits de négociation.

Les produits autres que d'intérêts pour le semestre clos le 30 avril 2021 ont augmenté de 399 M\$, ou 10 %, en regard de ceux de la période correspondante de 2020, du fait essentiellement de l'augmentation des produits tirés des honoraires découlant d'une moyenne plus élevée des biens sous gestion et des biens administrés, de la hausse de la rémunération de prise ferme et des honoraires de consultation et de la progression des commissions sur crédit. Les données de la période précédente tenaient également compte de l'incidence de REC et de REF défavorables.

1) Les mesures ajustées sont des mesures non conformes aux PCGR. Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR, pour plus de précisions.

2) Les activités de négociation et les stratégies de gestion des risques correspondantes peuvent périodiquement faire changer la nature des produits, tantôt des produits nets d'intérêts, tantôt des produits autres que d'intérêts. Par conséquent, nous considérons que le total des produits de négociation est la meilleure mesure du rendement des activités de négociation.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

En millions de dollars	Pour les trois mois clos les			Pour les six mois clos les	
	30 avr. 2021	31 janv. 2021	30 avr. 2020 ¹	30 avr. 2021	30 avr. 2020 ¹
Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances – prêts douteux					
Services bancaires personnels et PME, région du Canada	206 \$	109 \$	201 \$	315 \$	390 \$
Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada	(8)	19	62	11	96
Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis	23	48	20	71	36
Marchés des capitaux	8	42	43	50	41
Siège social et autres	17	18	17	35	24
	246	236	343	482	587
Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances – prêts productifs					
Services bancaires personnels et PME, région du Canada	(141)	(55)	439	(196)	461
Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada	(10)	14	124	4	125
Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis	(35)	(3)	210	(38)	209
Marchés des capitaux	(19)	(37)	193	(56)	189
Siège social et autres	(9)	(8)	103	(17)	102
	(214)	(89)	1 069	(303)	1 086
	32 \$	147 \$	1 412 \$	179 \$	1 673 \$

1) Certaines informations des périodes précédentes ont été révisées. Pour plus de précisions, se reporter à la section Modifications à la présentation de l'information financière.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 1 380 M\$, ou 98 %, par rapport à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur prêts productifs a diminué de 1 283 M\$ par rapport à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent au cours duquel elle avait augmenté pour tenir compte de la détérioration de nos perspectives économiques au début de la pandémie de COVID-19, puisqu'elle tenait compte, au trimestre considéré, d'une reprise découlant d'une évolution favorable de nos perspectives économiques et du reclassement d'un plus grand nombre de prêts productifs en prêts douteux, principalement dans Services bancaires personnels et PME, région du Canada. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a reculé de 97 M\$ par rapport à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent, du fait surtout de la diminution des dépréciations, déduction faite des reprises, dans Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada, et Marchés des capitaux.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 115 M\$, ou 78 %, par rapport à celle du trimestre précédent. La reprise de la provision pour pertes sur prêts productifs a augmenté de 125 M\$, en raison principalement de nouveaux changements favorables dans nos perspectives économiques touchant la plupart de nos unités d'exploitation stratégique et de l'augmentation du nombre de prêts productifs ayant fait l'objet d'un reclassement en prêts douteux dans Services bancaires personnels et PME, région du Canada. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a été comparable à celle du trimestre précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances pour le semestre clos le 30 avril 2021 a diminué de 1 494 M\$, ou 89 %, par rapport à celle de la période correspondante de 2020. La dotation à la provision pour pertes sur prêts productifs et sur prêts douteux a diminué de respectivement 1 389 M\$ et 105 M\$ par rapport à celle de la période correspondante de 2020, le début de la pandémie de COVID-19 ayant eu une incidence défavorable sur cette dernière, alors que la période considérée reflétait une amélioration de nos perspectives économiques.

Charges autres que d'intérêts

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 52 M\$, ou 2 %, par rapport à celles du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison essentiellement d'une hausse de la rémunération liée au rendement, partiellement contrebalancée par un ajustement favorable des taxes à la consommation. Les charges du trimestre correspondant de l'exercice précédent comprenaient également une dépréciation du goodwill, présentée à titre d'élément d'importance.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 30 M\$, ou 1 %, par rapport à celles du trimestre précédent, en raison principalement de la hausse des dépenses liées aux initiatives stratégiques et de la rémunération liée au rendement, partiellement contrebalancée par un ajustement favorable des taxes à la consommation.

Les charges autres que d'intérêts pour le semestre clos le 30 avril 2021 ont diminué de 287 M\$, ou 5 %, par rapport à celles de la période correspondante de 2020, étant donné que des charges de restructuration essentiellement liées à des indemnités de départ, et présentées à titre d'élément d'importance, avaient été comptabilisées à la période correspondante de l'exercice précédent. Les charges de la période considérée tiennent compte d'un ajustement favorable des taxes à la consommation.

Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat a augmenté de 423 M\$, ou 604 %, comparativement à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent, et de 28 M\$, ou 6 %, comparativement à celle du trimestre précédent, en raison surtout de la hausse du résultat.

La charge d'impôt sur le résultat pour le semestre clos le 30 avril 2021 a augmenté de 571 M\$, ou 148 %, par rapport à celle de la période correspondante de 2020, ce qui s'explique principalement par la hausse du résultat.

Au cours d'exercices précédents, l'Agence du revenu du Canada (ARC) a établi de nouvelles cotisations dans lesquelles elle refusait la déduction de paiements au titre du règlement dans l'affaire Enron et la déduction des frais juridiques connexes (les « frais liés à Enron »). En janvier 2019, la CIBC a conclu avec l'ARC une entente de règlement (l'« entente ») permettant d'établir avec certitude la partie des frais liés à Enron qui sont déductibles au Canada. L'entente a entraîné la comptabilisation d'un recouvrement d'impôt net de 38 M\$ au premier trimestre de 2019. Ce recouvrement d'impôt a été établi en tenant compte d'un remboursement d'intérêts imposable au Canada et de la partie des frais liés à Enron qui devraient être déductibles aux États-Unis (la « déduction aux États-Unis »). La déduction aux États-Unis n'a pas encore été acceptée par l'Internal Revenue Service. Le montant des avantages d'impôt comptabilisés aux États-Unis pourrait nécessiter des ajustements.

L'ARC a réclamé à la CIBC, dans le cadre de nouvelles cotisations, un montant d'impôt supplémentaire d'environ 1 115 M\$ au motif que certains dividendes reçus de sociétés canadiennes de 2011 à 2015 étaient non déductibles parce qu'ils s'inscrivaient dans le cadre d'un « mécanisme de transfert de dividendes ». En outre, l'ARC a proposé d'établir une nouvelle cotisation de 305 M\$ pour 2016. Les dividendes visés par les nouvelles cotisations et la nouvelle cotisation proposée pour 2016 s'apparentent à ceux visés prospectivement par les règles proposées dans les budgets fédéraux canadiens de 2015 et de 2018. Il est possible que la CIBC fasse l'objet de nouvelles cotisations visant des années ultérieures pour les mêmes raisons. La CIBC est persuadée que ses positions fiscales sont justifiées et entend se défendre vigoureusement. Par conséquent, aucun montant n'a été comptabilisé dans les états financiers consolidés intermédiaires.

Change

Le tableau suivant présente l'estimation de l'incidence de la conversion du dollar américain sur les principaux postes de notre compte de résultat consolidé intermédiaire qui découle de fluctuations de taux de change moyens.

En millions de dollars, sauf les montants par action	Pour les trois mois clos les		Pour les six mois clos les
	30 avr. 2021 par rapport au 30 avr. 2020	30 avr. 2021 par rapport au 31 janv. 2021	30 avr. 2021 par rapport au 30 avr. 2020
Augmentation (diminution) estimative des éléments suivants :			
Total des produits	(109) \$	(26) \$	(137) \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	3	1	2
Charges autres que d'intérêts	(50)	(12)	(63)
Impôt sur le résultat	(8)	(2)	(10)
Résultat net	(54)	(13)	(66)
Incidence sur le résultat par action :			
De base	(0,12) \$	(0,03) \$	(0,15) \$
Dilué	(0,12)	(0,03)	(0,15)
Dépréciation moyenne du \$ US par rapport au \$ CA	(9,3) %	(2,4) %	(6,0) %

Revue de l'information financière trimestrielle

En millions de dollars, sauf les données sur les actions, pour les trois mois clos les

	2021		2020		2019			
	30 avr.	31 janv.	31 oct.	31 juill.	30 avr.	31 janv.	31 oct.	31 juill.
Produits								
Services bancaires personnels et PME, région du Canada ¹	1 941 \$	2 025 \$	1 997 \$	1 910 \$	1 936 \$	2 079 \$	2 095 \$	2 108 \$
Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada	1 135	1 088	1 028	1 013	1 025	1 055	1 026	1 019
Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis ^{1,2}	532	561	519	512	511	501	492	494
Marchés des capitaux ^{1,2}	1 194	1 174	934	1 146	967	1 006	870	884
Siège social et autres ^{1,2}	130	115	122	127	139	214	289	227
Total des produits	4 932 \$	4 963 \$	4 600 \$	4 708 \$	4 578 \$	4 855 \$	4 772 \$	4 732 \$
Produits nets d'intérêts	2 747 \$	2 839 \$	2 792 \$	2 729 \$	2 762 \$	2 761 \$	2 801 \$	2 694 \$
Produits autres que d'intérêts	2 185	2 124	1 808	1 979	1 816	2 094	1 971	2 038
Total des produits	4 932	4 963	4 600	4 708	4 578	4 855	4 772	4 732
Dotation à la provision pour pertes sur créances	32	147	291	525	1 412	261	402	291
Charges autres que d'intérêts	2 756	2 726	2 891	2 702	2 704	3 065	2 838	2 670
Résultat avant impôt sur le résultat	2 144	2 090	1 418	1 481	462	1 529	1 532	1 771
Impôt sur le résultat	493	465	402	309	70	317	339	373
Résultat net	1 651 \$	1 625 \$	1 016 \$	1 172 \$	392 \$	1 212 \$	1 193 \$	1 398 \$
Résultat net (perte nette) applicable aux :								
Participations ne donnant pas le contrôle	4 \$	4 \$	1 \$	2 \$	(8) \$	7 \$	8 \$	6 \$
Actionnaires	1 647	1 621	1 015	1 170	400	1 205	1 185	1 392
Résultat par action – De base	3,56 \$	3,56 \$	2,21 \$	2,56 \$	0,83 \$	2,64 \$	2,59 \$	3,07 \$
– Dilué	3,55	3,55	2,20	2,55	0,83	2,63	2,58	3,06

1) Certaines informations des périodes précédentes ont été révisées. Pour plus de précisions, se reporter à la section Modifications à la présentation de l'information financière.

2) Les produits et l'impôt sur le résultat de Marchés des capitaux sont présentés sur une BIE, et les montants compensatoires équivalents inclus dans les produits et l'impôt sur le résultat sont présentés dans Siège social et autres.

Les facteurs saisonniers ont une incidence modérée sur nos résultats trimestriels. Le deuxième trimestre compte moins de jours que les autres trimestres, ce qui engendre généralement une diminution des résultats. Pendant les mois d'été (juillet – troisième trimestre et août – quatrième trimestre), les niveaux d'activité sur les marchés sont généralement à la baisse, ce qui a une incidence sur nos activités de courtage, de gestion de placements et de Marchés des capitaux.

Produits

Les produits tirés des activités de prêts et de dépôts dépendent habituellement de l'environnement des taux d'intérêt, de la croissance des volumes et des honoraires tirés des activités transactionnelles des clients. Nos activités de gestion des avoirs sont arrimées à la conjoncture du marché et aux activités de ventes nettes qui ont une incidence sur les biens sous gestion et les biens administrés. Les produits de Marchés des capitaux sont également tributaires, dans une mesure importante, de la conjoncture des marchés qui a une incidence sur l'activité de négociation des clients et sur les activités de souscription de titres. La pandémie de COVID-19 qui sévit depuis le deuxième trimestre de 2020 et la faiblesse des taux d'intérêt continuent de se répercuter sur l'ensemble de nos unités d'exploitation stratégique.

Les produits de Services bancaires personnels et PME, région du Canada, ont été minés par la faiblesse des taux d'intérêt et par la baisse des activités transactionnelles des clients en raison de la pandémie de COVID-19, ce qui a été en partie compensé par la croissance des volumes.

Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada, a profité de la croissance des volumes, tant au chapitre des prêts que des dépôts. La croissance des prêts avait été faible en raison de l'incertitude économique engendrée par la pandémie, mais elle commence à montrer des signes de reprise. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le contexte de taux d'intérêt bas. L'accroissement des biens administrés et des biens sous gestion de Gestion des avoirs a été stimulé par la reprise soutenue du marché et le fort dynamisme des ventes qui a fait suite à la période de volatilité des marchés observée au deuxième trimestre de 2020.

Les produits de Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, ont été stimulés par la croissance des volumes et la progression des honoraires. L'accroissement des biens administrés et des biens sous gestion de Gestion des avoirs a été stimulé par la reprise soutenue du marché et le fort dynamisme des ventes qui a fait suite à la période de volatilité des marchés observée au deuxième trimestre de 2020. De plus, la croissance des dépôts a surpassé celle des prêts, ce qui s'est traduit par un accroissement de la marge d'intérêts nette au cours des derniers trimestres.

Marché des capitaux a affiché une baisse des produits de négociation aux deuxième et quatrième trimestres de 2020.

Les produits de Siège social et autres font état, à compter du premier trimestre de 2020, de l'incidence des changements liés à l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*, laquelle a été en grande partie contrebalancée dans les charges autres que d'intérêts. Depuis le deuxième trimestre de 2020, la pandémie de COVID-19 a donné lieu à un coût de liquidités excédentaires qui a eu des répercussions défavorables sur les produits, tandis que l'environnement des taux d'intérêt et le resserrement des marges ont, quant à eux, fait reculer les produits des services bancaires internationaux. Les produits inscrits au quatrième trimestre de 2019 présentaient des produits d'intérêts au titre du règlement de certaines questions liées à l'impôt sur le résultat.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances est fonction du cycle de crédit en général et de la performance au chapitre du crédit dans les portefeuilles de prêts ainsi que de l'évolution des perspectives économiques. Compte tenu de l'incidence de la pandémie de COVID-19 depuis le deuxième trimestre de 2020, nos portefeuilles de prêts ont subi l'effet du ralentissement de l'activité économique provoqué par les mesures de distanciation physique ainsi que du déclin des dépenses de consommation, effets qui ont été atténués dans une certaine mesure par les programmes de relance et d'allègement d'envergure des gouvernements à l'intention des particuliers et des entreprises. L'estimation des pertes sur créances dans le contexte actuel nécessite une part de jugement considérable. L'incidence définitive de la COVID-19 dépendra de la vitesse à laquelle les programmes actuellement en cours permettront d'administrer des vaccins à très grande échelle pour freiner la propagation du virus de la COVID-19 et de ses variants, et de la capacité des gouvernements, des entreprises et des systèmes de soins de santé à limiter efficacement, dans l'intervalle, les conséquences épidémiologiques et économiques des prochaines vagues attendues du virus et de ses variants. La mesure dans laquelle les mesures de santé publique limiteront l'activité économique et l'efficacité de l'aide gouvernementale durant cette période est cruciale à la concrétisation de nos attentes quant à une reprise économique soutenue au cours du quatrième trimestre de 2021 et à la dotation à la provision pour pertes sur créances qui en découlera.

L'augmentation importante de la dotation à la provision pour pertes sur prêts productifs au cours du deuxième trimestre et, dans une moindre mesure, du troisième trimestre de 2020 découle du début de la pandémie de COVID-19 et de la pression persistante exercée sur les prix du pétrole, et elle s'est répercutée sur l'ensemble de nos unités d'exploitation stratégique. Nos perspectives à l'égard du premier semestre de 2021 se sont légèrement améliorées. Nous avons également comptabilisé une dotation à la provision sur les prêts productifs au cours de 2019, reflet de l'incidence de certains changements défavorables dans nos perspectives économiques au cours de cette période.

Pour Services bancaires personnels et PME, région du Canada, les résultats du quatrième trimestre de 2019 comprenaient une dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux plus élevée dans le portefeuille des prêts personnels. Les résultats des troisième et quatrième trimestres de 2020 et du premier trimestre de 2021 tenaient compte d'une baisse du nombre de cas d'insolvabilité et des radiations au titre des cartes de crédit. La baisse du nombre de cas d'insolvabilité est conforme à la tendance nationale canadienne. Le nombre peu élevé de radiations s'explique par l'aide fournie aux clients dans le cadre des programmes de report de paiement de la Banque, la baisse des dépenses des clients et le soutien offert par le gouvernement. Les résultats du deuxième trimestre de 2021 comprenaient une augmentation des radiations au titre des cartes de crédit, principalement attribuable à un segment relativement petit de soldes de clients qui s'étaient auparavant prévalus des programmes de report de paiement et dont la sous-performance continue a mené à la radiation des montants connexes après leur sortie des programmes.

Pour Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada, une dotation à la provision pour dépréciation liée à la fraude a été comptabilisée aux premier et troisième trimestres de 2020, de même qu'au quatrième trimestre de 2019.

Pour Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, les résultats des premiers trimestres de 2020 et de 2021, du deuxième semestre de 2020 et du troisième trimestre de 2019 comprenaient une dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux plus importante. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux aux États-Unis demeure élevée.

Pour Marchés des capitaux, les résultats des deuxième et troisième trimestres de 2020 et du deuxième semestre de 2019 comprenaient une dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux plus élevée dans le secteur pétrolier et gazier.

Pour Siège social et autres, la dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux est demeurée stable et peu élevée au cours des deux dernières années.

Charges autres que d'intérêts

Les fluctuations des charges autres que d'intérêts au cours de la période ont découlé en grande partie des variations de salaire du personnel, des investissements dans les initiatives stratégiques et des variations des taux de change. Les résultats du quatrième trimestre de 2019 et ceux des deuxième et quatrième trimestres de 2020 présentaient des dépréciations du goodwill lié à notre participation donnant le contrôle dans CIBC FirstCaribbean. Les résultats du quatrième trimestre de 2019 et ceux du troisième trimestre de 2020 présentaient des augmentations des provisions pour procédures judiciaires dans Siège social et autres, présentées à titre d'élément d'importance pour les deux périodes. Les résultats du premier trimestre de 2020 comprenaient des charges de restructuration liées aux initiatives en cours visant à transformer notre structure de coût et à simplifier notre Banque. Les résultats du quatrième trimestre de 2020 incluaient une charge liée à la consolidation de notre portefeuille de prêts

immobiliers du fait de notre emménagement prochain dans notre nouveau siège social mondial ainsi qu'un profit attribuable aux modifications apportées aux régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi.

Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat fluctue en fonction des variations du résultat assujéti à l'impôt et des territoires desquels le résultat provient. Il peut également subir l'incidence d'éléments importants et du montant du résultat exonéré d'impôt.

Mesures non conformes aux PCGR

Nous avons recours à différentes mesures financières pour évaluer le rendement de nos secteurs d'activité, tel qu'il est décrit ci-après. Certaines mesures sont calculées conformément aux PCGR (IFRS), tandis que d'autres n'ont pas de signification normalisée en vertu des PCGR et ne peuvent donc pas être comparées à des mesures similaires utilisées par d'autres sociétés. Ces mesures non conformes aux PCGR peuvent permettre aux investisseurs de mieux comprendre la façon dont la direction évalue le rendement des activités sous-jacentes.

La direction évalue les résultats comme présentés et ajustés et juge que les deux façons sont des mesures de performance utiles. Les résultats ajustés excluent les éléments d'importance des résultats présentés et servent à calculer nos mesures ajustées. Les mesures ajustées sont des mesures non conformes aux PCGR.

Pour plus de précisions sur les mesures non conformes aux PCGR, se reporter à la page 16 du Rapport annuel 2020.

Le tableau ci-après présente un rapprochement entre les résultats (comme présentés) conformes aux PCGR et les résultats (ajustés) non conformes aux PCGR.

En millions de dollars	Pour les trois mois clos les			Pour les six mois clos les	
	30 avr. 2021	31 janv. 2021	30 avr. 2020	30 avr. 2021	30 avr. 2020
Résultats d'exploitation – comme présentés					
Total des produits	4 932 \$	4 963 \$	4 578 \$	9 895 \$	9 433 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	32	147	1 412	179	1 673
Charges autres que d'intérêts	2 756	2 726	2 704	5 482	5 769
Résultat avant impôt sur le résultat	2 144	2 090	462	4 234	1 991
Impôt sur le résultat	493	465	70	958	387
Résultat net	1 651	1 625	392	3 276	1 604
Résultat net (perte nette) applicable aux participations ne donnant pas le contrôle	4	4	(8)	8	(1)
Résultat net applicable aux actionnaires	1 647	1 621	400	3 268	1 605
Résultat dilué par action (\$)	3,55 \$	3,55 \$	0,83 \$	7,10 \$	3,46 \$
Incidence des éléments d'importance¹					
Charges autres que d'intérêts					
Amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions ²	(20) \$	(20) \$	(29) \$	(40) \$	(56) \$
Charges de restructuration ³	-	-	-	-	(339)
Dépréciation du goodwill ⁴	-	-	(28)	-	(28)
Incidence des éléments d'importance sur les charges autres que d'intérêts	(20)	(20)	(57)	(40)	(423)
Total de l'incidence avant impôt des éléments d'importance sur le résultat net	20	20	57	40	423
Amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions ²	5	5	8	10	14
Charges de restructuration ³	-	-	-	-	89
Incidence des éléments d'importance sur l'impôt sur le résultat	5	5	8	10	103
Total de l'incidence après impôt des éléments d'importance sur le résultat net	15	15	49	30	320
Incidence des éléments d'importance sur le résultat dilué par action ⁵ (\$)	0,04 \$	0,03 \$	0,11 \$	0,07 \$	0,72 \$
Résultats d'exploitation – ajustés⁶					
Total des produits ⁷	4 932 \$	4 963 \$	4 578 \$	9 895 \$	9 433 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	32	147	1 412	179	1 673
Charges autres que d'intérêts	2 736	2 706	2 647	5 442	5 346
Résultat avant impôt sur le résultat	2 164	2 110	519	4 274	2 414
Impôt sur le résultat	498	470	78	968	490
Résultat net	1 666	1 640	441	3 306	1 924
Résultat net (perte nette) applicable aux participations ne donnant pas le contrôle	4	4	(8)	8	(1)
Résultat net applicable aux actionnaires	1 662	1 636	449	3 298	1 925
Résultat dilué par action ajusté (\$)	3,59 \$	3,58 \$	0,94 \$	7,17 \$	4,18 \$

1) Reflète l'incidence des éléments d'importance sur les résultats ajustés par comparaison avec les résultats comme présentés.

2) L'amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions est comptabilisé dans l'unité d'exploitation stratégique de la société acquise ou dans Siège social et autres. Le tableau ci-après présente un sommaire.

Services bancaires personnels et PME, région du Canada (avant impôt)	- \$	- \$	(2) \$	- \$	(4) \$
Services bancaires personnels et PME, région du Canada (après impôt)	-	-	(1)	-	(3)
Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis (avant impôt)	(18)	(17)	(23)	(35)	(45)
Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis (après impôt)	(13)	(12)	(17)	(25)	(33)
Siège social et autres (avant impôt)	(2)	(3)	(4)	(5)	(7)
Siège social et autres (après impôt)	(2)	(3)	(3)	(5)	(6)

3) Charges de restructuration liées aux efforts soutenus visant à transformer notre structure de coûts et à simplifier les activités de la Banque. Ces charges, présentées à titre d'élément d'importance, sont essentiellement liées à des indemnités de départ et aux coûts connexes et ont été comptabilisées dans Siège social et autres.

4) Dépréciation du goodwill liée à notre participation donnant le contrôle dans CIBC FirstCaribbean comptabilisée dans Siège social et autres.

5) Comprend l'incidence des écarts entre le résultat dilué par action et le résultat dilué par action ajusté qui sont attribuables à l'arrondissement.

6) Ajustés pour ne pas tenir compte de l'incidence des éléments d'importance.

7) Compte non tenu d'un ajustement selon la BIE de 51 M\$ pour le trimestre considéré (54 M\$ au 31 janvier 2021 et 46 M\$ au 30 avril 2020) et de 105 M\$ pour le semestre clos le 30 avril 2021 (95 M\$ au 30 avril 2020). Le coefficient d'efficacité ajusté est calculé selon une BIE.

Le tableau ci-après présente le sommaire des résultats ajustés par unité d'exploitation stratégique¹.

En millions de dollars, pour les trois mois clos les		Services bancaires personnels et PME, région du Canada	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis	Marchés des capitaux	Siège social et autres	Total CIBC
30 avr. 2021	Résultat net (perte nette) comme présenté(e)	603 \$	399 \$	216 \$	495 \$	(62) \$	1 651 \$
	Incidence après impôt des éléments d'importance¹	-	-	13	-	2	15
	Résultat net (perte nette) ajusté(e)²	603 \$	399 \$	229 \$	495 \$	(60) \$	1 666 \$
31 janv. 2021	Résultat net (perte nette) comme présenté(e)	652 \$	354 \$	188 \$	493 \$	(62) \$	1 625 \$
	Incidence après impôt des éléments d'importance ¹	-	-	12	-	3	15
	Résultat net (perte nette) ajusté(e) ²	652 \$	354 \$	200 \$	493 \$	(59) \$	1 640 \$
30 avr. 2020 ³	Résultat net (perte nette) comme présenté(e)	163 \$	206 \$	15 \$	177 \$	(169) \$	392 \$
	Incidence après impôt des éléments d'importance ¹	1	-	17	-	31	49
	Résultat net (perte nette) ajusté(e) ²	164 \$	206 \$	32 \$	177 \$	(138) \$	441 \$
En millions de dollars, pour les six mois clos les							
30 avr. 2021	Résultat net (perte nette) comme présenté(e)	1 255 \$	753 \$	404 \$	988 \$	(124) \$	3 276 \$
	Incidence après impôt des éléments d'importance¹	-	-	25	-	5	30
	Résultat net (perte nette) ajusté(e)²	1 255 \$	753 \$	429 \$	988 \$	(119) \$	3 306 \$
30 avr. 2020 ³	Résultat net (perte nette) comme présenté(e)	738 \$	542 \$	180 \$	555 \$	(411) \$	1 604 \$
	Incidence après impôt des éléments d'importance ¹	3	-	33	-	284	320
	Résultat net (perte nette) ajusté(e) ²	741 \$	542 \$	213 \$	555 \$	(127) \$	1 924 \$

1) Reflète l'incidence des éléments d'importance susmentionnés.

2) Mesure non conforme aux PCGR.

3) Certaines informations des périodes précédentes ont été révisées. Pour plus de précisions, se reporter à la section Modifications à la présentation de l'information financière.

Vue d'ensemble des unités d'exploitation stratégique

La CIBC compte quatre unités d'exploitation stratégique : Services bancaires personnels et PME, région du Canada, Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada, Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, et Marchés des capitaux. Ces unités d'exploitation stratégique bénéficient du soutien des groupes fonctionnels suivants qui font tous partie de Siège social et autres : Technologie, infrastructure et innovation, Gestion du risque, Personnel, culture et marque, Finance et Stratégie de l'entreprise, ainsi que d'autres groupes de soutien. Les charges de ces groupes fonctionnels et de soutien sont habituellement réparties entre les secteurs d'activité au sein des unités d'exploitation stratégique. La majorité des coûts fonctionnels et des coûts de soutien de CIBC Bank USA sont comptabilisés directement dans l'unité d'exploitation stratégique Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis. Siège social et autres comprend également les résultats de CIBC FirstCaribbean et d'autres investissements stratégiques, ainsi que d'autres postes du compte de résultat et du bilan non directement attribuables aux secteurs d'activité. Les principales méthodes et hypothèses utilisées dans la présentation des résultats financiers des unités d'exploitation stratégique sont présentées à la page 19 de notre Rapport annuel 2020.

Des modifications à la présentation de l'information financière ont été apportées au premier trimestre de 2021, lesquelles ont eu une incidence sur les résultats des unités d'exploitation stratégique. Pour plus de précisions, se reporter à la section Modifications à la présentation de l'information financière.

Services bancaires personnels et PME, région du Canada

Services bancaires personnels et PME, région du Canada, offre aux particuliers et aux entreprises au Canada des conseils, des produits et des services financiers par l'entremise de centres bancaires et de canaux numériques, mobiles ou d'accès à distance.

Résultats¹

En millions de dollars	Pour les trois mois clos les			Pour les six mois clos les	
	30 avr. 2021	31 janv. 2021	30 avr. 2020 ²	30 avr. 2021	30 avr. 2020 ²
Produits	1 941 \$	2 025 \$	1 936 \$	3 966 \$	4 015 \$
Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances					
Prêts douteux	206	109	201	315	390
Prêts productifs	(141)	(55)	439	(196)	461
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	65	54	640	119	851
Charges autres que d'intérêts	1 058	1 086	1 074	2 144	2 160
Résultat avant impôt sur le résultat	818	885	222	1 703	1 004
Impôt sur le résultat	215	233	59	448	266
Résultat net	603 \$	652 \$	163 \$	1 255 \$	738 \$
Résultat net applicable aux :					
Actionnaires	603 \$	652 \$	163 \$	1 255 \$	738 \$
Coefficient d'efficacité	54,5 %	53,6 %	55,5 %	54,1 %	53,8 %
Rendement des capitaux propres ³	37,9 %	39,9 %	9,8 %	38,9 %	22,3 %
Capitaux propres moyens applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis ³	6 530 \$	6 480 \$	6 734 \$	6 504 \$	6 641 \$
Équivalents temps plein	12 525	12 594	12 399	12 525	12 399

1) Pour de l'information sectorielle supplémentaire, se reporter aux notes des états financiers consolidés intermédiaires.

2) Certaines informations des périodes précédentes ont été révisées. Pour plus de précisions, se reporter à la section Modifications à la présentation de l'information financière.

3) Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR, pour plus de précisions.

Aperçu financier

Le résultat net au trimestre considéré s'est établi à 603 M\$, en hausse de 440 M\$ en regard de celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui est principalement attribuable à la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le résultat net a diminué de 49 M\$, en regard de celui du trimestre précédent, ce qui est principalement attribuable à la diminution des produits, en partie compensée par la baisse des charges autres que d'intérêts.

Le résultat net pour le semestre clos le 30 avril 2021 s'est établi à 1 255 M\$, en hausse de 517 M\$ en regard de celui de la période correspondante de 2020, du fait essentiellement de la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, contrebalancée en partie par la diminution des produits.

Produits

Les produits ont augmenté de 5 M\$, par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison surtout de la croissance des volumes et de la progression des honoraires, le tout contrebalancé en partie par le resserrement des marges lié en grande partie à l'évolution de l'environnement des taux d'intérêt et par l'incidence du jour en moins au trimestre considéré.

Les produits ont reculé de 84 M\$, ou 4 %, par rapport à ceux du trimestre précédent, en raison surtout des jours en moins que comptait le trimestre considéré et de la diminution des honoraires.

Les produits pour le semestre clos le 30 avril 2021 ont baissé de 49 M\$, ou 1 %, par rapport à ceux de la période correspondante de 2020, en raison principalement du resserrement des marges, lequel est surtout lié à l'évolution de l'environnement des taux d'intérêt, de la diminution des honoraires et du jour en moins pour la période considérée, le tout en partie compensé par la croissance des volumes.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 575 M\$ par rapport à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les résultats du trimestre considéré comprenaient une reprise de la provision pour pertes sur prêts productifs découlant d'une évolution favorable de nos perspectives économiques et du reclassement de comptes en prêts douteux, alors que les résultats du trimestre correspondant de l'exercice précédent tenaient compte d'une dotation à la provision pour pertes sur créances attribuable à la détérioration de nos perspectives économiques au début de la pandémie de COVID-19. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux était comparable à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 11 M\$ par rapport à celle du trimestre précédent. La reprise de la provision pour pertes sur prêts productifs a augmenté du fait de l'évolution favorable de nos perspectives économiques et du nombre plus élevé de prêts productifs ayant été reclassés en prêts douteux. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a augmenté en raison de la hausse des radiations au titre des cartes de crédit et de la mise à jour des paramètres des modèles dans le portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation.

La dotation à la provision pour pertes sur créances pour le semestre clos le 30 avril 2021 a diminué de 732 M\$, par rapport à celle de la période correspondante de 2020. La dotation à la provision pour pertes sur prêts productifs et sur prêts douteux a diminué par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent, le début de la pandémie de COVID-19 ayant eu une incidence défavorable sur cette dernière.

Charges autres que d'intérêts

Les charges autres que d'intérêts ont diminué de 16 M\$, ou 1 %, par rapport à celles du trimestre correspondant de l'exercice précédent, et de 28 M\$, ou 3 %, en regard de celles du trimestre précédent, en raison principalement d'un ajustement favorable des taxes à la consommation, contrebalancé en partie par la hausse des dépenses liées aux initiatives stratégiques et des salaires du personnel.

Les charges autres que d'intérêts pour le semestre clos le 30 avril 2021 ont reculé de 16 M\$, ou 1 %, par rapport à celles de la période correspondante de 2020, en lien surtout avec un ajustement favorable des taxes à la consommation, partiellement contrebalancé par l'augmentation des dépenses liées aux initiatives stratégiques et des salaires du personnel.

Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat a augmenté de 156 M\$ par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison surtout de la hausse du résultat.

L'impôt sur le résultat a diminué de 18 M\$ par rapport à celui du trimestre précédent, en lien principalement avec une baisse du résultat.

L'impôt sur le résultat pour le semestre clos le 30 avril 2021 a augmenté de 182 M\$, comparativement à celui de la période correspondante de 2020, ce qui est essentiellement attribuable à la hausse du résultat.

Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada

Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada, est un secteur supérieur axé sur les relations qui offre des services bancaires et des services de gestion des avoirs aux sociétés du marché intermédiaire, aux entrepreneurs, aux particuliers et aux familles à valeur nette élevée de partout au Canada, ainsi que des services de gestion d'actifs aux investisseurs institutionnels.

Résultats¹

En millions de dollars	Pour les trois mois clos les			Pour les six mois clos les	
	30 avr. 2021	31 janv. 2021	30 avr. 2020	30 avr. 2021	30 avr. 2020
Produits					
Groupe Entreprises	435 \$	428 \$	414 \$	863 \$	837 \$
Gestion des avoirs	700	660	611	1 360	1 243
Total des produits	1 135	1 088	1 025	2 223	2 080
Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances					
Prêts douteux	(8)	19	62	11	96
Prêts productifs	(10)	14	124	4	125
Total de la dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances	(18)	33	186	15	221
Charges autres que d'intérêts	608	572	559	1 180	1 120
Résultat avant impôt sur le résultat	545	483	280	1 028	739
Impôt sur le résultat	146	129	74	275	197
Résultat net	399 \$	354 \$	206 \$	753 \$	542 \$
Résultat net applicable aux :					
Actionnaires	399 \$	354 \$	206 \$	753 \$	542 \$
Coefficient d'efficacité	53,5 %	52,6 %	54,5 %	53,1 %	53,8 %
Rendement des capitaux propres ²	24,4 %	21,4 %	13,0 %	22,9 %	17,2 %
Capitaux propres moyens applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis ²	6 704 \$	6 568 \$	6 448 \$	6 635 \$	6 336 \$
Équivalents temps plein	5 136	5 036	5 080	5 136	5 080

1) Pour de l'information sectorielle supplémentaire, se reporter aux notes des états financiers consolidés intermédiaires.

2) Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR, pour plus de précisions.

Aperçu financier

Le résultat net pour le trimestre considéré s'est chiffré à 399 M\$, en hausse de 193 M\$ par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 45 M\$ en regard de celui du trimestre précédent, ce qui s'explique principalement par la prise en compte d'une reprise de provision comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances à l'exercice précédent et par une augmentation des produits, le tout en partie contrebalancé par une hausse des charges autres que d'intérêts.

Le résultat net pour le semestre clos le 30 avril 2021 s'est établi à 753 M\$, en hausse de 211 M\$ par rapport à celui de la période correspondante de 2020, ce qui découle surtout de la prise en compte d'une reprise de provision pour la période considérée comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances pour la période précédente et de l'augmentation des produits, le tout en partie contrebalancé par la hausse des charges autres que d'intérêts.

Produits

Les produits ont grimpé de 110 M\$, ou 11 %, par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les produits de Groupe Entreprises ont augmenté de 21 M\$ par suite surtout de la hausse des honoraires et de la croissance des volumes, partiellement contrebalancées par le resserrement des marges et l'incidence du jour en moins que comptait le trimestre considéré.

Les produits de Gestion des avoirs ont augmenté de 89 M\$ en raison principalement de la hausse des produits donnant droit à des honoraires sous l'effet d'une moyenne plus élevée des biens sous gestion et des biens administrés, reflet de l'appréciation des marchés et de la croissance des ventes nettes, et de l'augmentation des produits tirés des commissions liée à l'accroissement des activités des clients.

Les produits ont augmenté de 47 M\$, ou 4 %, par rapport à ceux du trimestre précédent.

Les produits de Groupe Entreprises ont augmenté de 7 M\$, en lien surtout avec l'élargissement des marges, la hausse des honoraires et la croissance des volumes, le tout partiellement contrebalancé par l'incidence des jours en moins que comptait le trimestre considéré.

Les produits de Gestion des avoirs ont augmenté de 40 M\$, en raison essentiellement de la hausse des produits tirés des commissions liée à l'accroissement des activités des clients et de l'augmentation des produits donnant droit à des honoraires sous l'effet d'une moyenne plus élevée des biens sous gestion et des biens administrés, reflet de l'appréciation des marchés et de la croissance des ventes nettes.

Pour le semestre clos le 30 avril 2021, les produits ont augmenté de 143 M\$, ou 7 %, par rapport à ceux de la période correspondante de 2020.

Les produits de Groupe Entreprises ont augmenté de 26 M\$, principalement en lien avec la hausse des honoraires et la croissance des volumes, partiellement contrebalancées par le resserrement des marges et l'incidence du jour en moins que comptait la période considérée.

Les produits de Gestion des avoirs ont augmenté de 117 M\$ en raison principalement de la hausse des produits donnant droit à des honoraires sous l'effet d'une moyenne plus élevée des biens sous gestion et des biens administrés, reflet de l'appréciation des marchés et de la croissance des ventes nettes, et de l'augmentation des produits tirés des commissions liée à l'accroissement des activités des clients.

Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 204 M\$ par rapport à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les résultats du trimestre considéré comprenaient une reprise de la provision pour pertes sur prêts productifs découlant d'une évolution favorable de nos perspectives économiques, alors que les résultats du trimestre correspondant de l'exercice précédent tenaient compte d'une dotation à la provision pour pertes sur créances attribuable à la détérioration de nos perspectives économiques au début de la pandémie de COVID-19. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a reculé, du fait de la baisse de la dotation à la provision dans les services aux entreprises et les secteurs des services de détail et de gros.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 51 M\$ par rapport à celle du trimestre précédent. Les résultats du trimestre considéré comprenaient une reprise de la provision pour pertes sur prêts productifs découlant d'une évolution favorable de nos perspectives économiques, alors que les résultats du trimestre précédent comprenaient une dotation à la provision pour pertes sur créances reflétant une migration du crédit désavantageuse. Les résultats du trimestre considéré comprenaient également une reprise de la provision pour pertes sur prêts douteux, alors que les résultats du trimestre précédent comprenaient une dotation à la provision pour pertes sur créances en lien avec les secteurs de l'éducation, des soins de santé et des services sociaux.

La dotation à la provision pour pertes sur créances pour le semestre clos le 30 avril 2021 a diminué de 206 M\$, par rapport à celle de la période correspondante de 2020. La dotation à la provision pour pertes sur prêts productifs et sur prêts douteux a diminué par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent, le début de la pandémie de COVID-19 ayant eu une incidence défavorable sur cette dernière.

Charges autres que d'intérêts

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 49 M\$, ou 9 %, par rapport à celles du trimestre correspondant de l'exercice précédent, et de 36 M\$, ou 6 %, par rapport à celles du trimestre précédent, en raison essentiellement de la hausse de la rémunération liée au rendement.

Les charges autres que d'intérêts pour le semestre clos le 30 avril 2021 ont grimpé de 60 M\$, ou 5 %, par rapport à celles de la période correspondante de 2020, en raison principalement de la hausse de la rémunération liée au rendement.

Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat a augmenté de 72 M\$ par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 17 M\$ par rapport à celui du trimestre précédent, en raison surtout de la hausse du résultat.

L'impôt sur le résultat pour le semestre clos le 30 avril 2021 a augmenté de 78 M\$, comparativement à celui de la période correspondante de 2020, ce qui est essentiellement attribuable à la hausse du résultat.

Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis

Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, offre des services bancaires commerciaux et des services de gestion privée de patrimoine aux États-Unis, ainsi que des services bancaires aux particuliers et aux petites et moyennes entreprises dans quatre marchés du Midwest américain. Ses activités sont principalement axées sur les sociétés du marché intermédiaire et les sociétés de taille moyenne, ainsi que sur les particuliers et les familles à valeur nette élevée.

Résultats¹

En millions de dollars	Pour les trois mois clos les			Pour les six mois clos les	
	30 avr. 2021	31 janv. 2021	30 avr. 2020 ²	30 avr. 2021	30 avr. 2020 ²
Produits					
Groupe Entreprises	347 \$	381 \$	357 \$	728 \$	697 \$
Gestion des avoirs ⁴	185	180	154	365	315
Total des produits ³	532	561	511	1 093	1 012
Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances					
Prêts douteux	23	48	20	71	36
Prêts productifs	(35)	(3)	210	(38)	209
Total de la dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances	(12)	45	230	33	245
Charges autres que d'intérêts	271	280	291	551	589
Résultat avant impôt sur le résultat	273	236	(10)	509	178
Impôt sur le résultat	57	48	(25)	105	(2)
Résultat net	216 \$	188 \$	15 \$	404 \$	180 \$
Résultat net applicable aux :					
Actionnaires	216 \$	188 \$	15 \$	404 \$	180 \$
Coefficient d'efficacité	51,0 %	49,9 %	57,0 %	50,4 %	58,2 %
Rendement des capitaux propres ⁵	9,9 %	8,2 %	0,6 %	9,0 %	4,0 %
Capitaux propres moyens applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis ⁵	8 974 \$	9 105 \$	9 316 \$	9 041 \$	9 083 \$
Équivalents temps plein	2 105	2 090	2 029	2 105	2 029

1) Pour de l'information sectorielle supplémentaire, se reporter aux notes des états financiers consolidés intermédiaires.

2) Certaines informations des périodes précédentes ont été révisées. Pour plus de précisions, se reporter à la section Modifications à la présentation de l'information financière.

3) Comprenait des produits de 5 M\$ liés à la désactualisation de l'écart associé à la juste valeur des prêts acquis à la date d'acquisition de The PrivateBank pour le trimestre clos le 30 avril 2021 (4 M\$ au 31 janvier 2021 et 4 M\$ au 30 avril 2020) et de 9 M\$ pour le semestre clos le 30 avril 2021 (10 M\$ au 30 avril 2020).

4) Comprend les produits attribuables au programme de protection des salaires (Paycheck Protection Program ou PPP) aux États-Unis.

5) Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR, pour plus de précisions.

Aperçu financier

Le résultat net pour le trimestre considéré s'est chiffré à 216 M\$, en hausse de 201 M\$ par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui s'explique principalement par la prise en compte d'une reprise de provision pour le trimestre considéré comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances à l'exercice précédent.

Le résultat net a augmenté de 28 M\$ par rapport à celui du trimestre précédent, du fait surtout de la prise en compte d'une reprise de provision au trimestre considéré comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances à l'exercice précédent, ce qui a été en partie contrebalancé par une baisse des produits.

Le résultat net pour le semestre clos le 30 avril 2021 s'est élevé à 404 M\$, en hausse de 224 M\$ en regard de celui de la période correspondante de 2020, du fait essentiellement de la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances et de l'augmentation des produits.

Produits

Les produits ont augmenté de 21 M\$, ou 4 %, par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, l'incidence négative de l'écart de change ayant été plus que compensée par la hausse des produits libellés en dollars américains.

Les produits de Groupe Entreprises ont diminué de 10 M\$, car la hausse des produits libellés en dollars américains a été plus que contrebalancée par l'incidence négative de l'écart de change. La hausse des produits libellés en dollars américains a découlé de la croissance des volumes et de la progression des honoraires, contrebalancées en partie par le resserrement des marges.

Les produits de Gestion des avoirs ont augmenté de 31 M\$ en lien principalement avec la hausse des produits libellés en dollars américains attribuable à la progression des honoraires sous l'effet d'une moyenne plus élevée des biens sous gestion et des biens administrés, reflet de l'appréciation des marchés et des ventes nettes, de la croissance des volumes et des autres honoraires, le tout partiellement contrebalancé par l'incidence de l'écart de change.

Les produits ont reculé de 29 M\$, ou 5 %, par rapport à ceux du trimestre précédent en raison de l'incidence négative de l'écart de change et de la baisse des produits libellés en dollars américains.

Les produits de Groupe Entreprises ont diminué de 34 M\$, ce qui s'explique principalement par la baisse des produits libellés en dollars américains attribuable à l'incidence des jours en moins que comptait le trimestre considéré et au recul des commissions de syndication de prêts, ainsi que par l'incidence de l'écart de change.

Les produits de Gestion des avoirs ont augmenté de 5 M\$ en lien principalement avec la hausse des produits libellés en dollars américains sous l'effet d'une moyenne plus élevée des biens sous gestion et des biens administrés, reflet de l'appréciation des marchés et des ventes nettes, ce qui a été en partie contrebalancé par l'incidence de l'écart de change.

Les produits pour le semestre clos le 30 avril 2021 ont progressé de 81 M\$, ou 8 %, par rapport à ceux de la période correspondante de 2020, en raison de la croissance des produits libellés en dollars américains, contrebalancée en partie par l'incidence négative de l'écart de change.

Les produits de Groupe Entreprises ont augmenté de 31 M\$ en lien principalement avec la hausse des produits libellés en dollars américains attribuable à la croissance des volumes et à la progression des honoraires, partiellement contrebalancées par l'incidence de l'écart de change.

Les produits de Gestion des avoirs ont augmenté de 50 M\$ en lien principalement avec la hausse des produits libellés en dollars américains attribuable à la progression des honoraires sous l'effet d'une moyenne plus élevée des biens sous gestion et des biens administrés, reflet de l'appréciation des marchés et des ventes nettes, et de la croissance des volumes, le tout en partie contrebalancé par l'incidence de l'écart de change.

Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 242 M\$ par rapport à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les résultats du trimestre considéré comprenaient une reprise de la provision pour pertes sur prêts productifs découlant essentiellement d'une évolution favorable de nos perspectives économiques, alors que les résultats du trimestre correspondant de l'exercice précédent tenaient compte d'une dotation à la provision pour pertes sur créances attribuable à la détérioration de nos perspectives économiques au début de la pandémie de COVID-19. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux était comparable à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 57 M\$ par rapport à celle du trimestre précédent. La reprise de la provision pour pertes sur prêts productifs a augmenté du fait principalement de l'évolution favorable de nos perspectives économiques. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a diminué en raison surtout de la baisse de la dotation à la provision dans le secteur de l'immobilier.

La dotation à la provision pour pertes sur créances pour le semestre clos le 30 avril 2021 a diminué de 212 M\$ par rapport à celle de la période correspondante de 2020. La dotation à la provision pour pertes sur prêts productifs a diminué par rapport à celle de la période correspondante de 2020, le début de la pandémie de COVID-19 ayant eu une incidence défavorable sur cette dernière. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a augmenté, en lien surtout avec le secteur de l'immobilier.

Charges autres que d'intérêts

Les charges autres que d'intérêts ont diminué de 20 M\$, ou 7 %, par rapport à celles du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison essentiellement de l'incidence de l'écart de change. Les charges libellées en dollars américains ont légèrement augmenté en lien avec la rémunération liée au rendement, ce qui a été partiellement compensé par la baisse des coûts liés à l'expansion des affaires.

Les charges autres que d'intérêts ont diminué de 9 M\$, ou 3 %, par rapport à celles du trimestre précédent, en raison essentiellement de l'incidence de l'écart de change. Les charges libellées en dollars américains ont été comparables, car la hausse des salaires du personnel au trimestre précédent, attribuable au caractère saisonnier de certains avantages et des attributions liées au rendement, a été contrebalancée par l'augmentation des charges liées à la technologie et des commissions variables pour le trimestre considéré.

Les charges autres que d'intérêts pour le semestre clos le 30 avril 2021 ont reculé de 38 M\$, ou 6 %, par rapport à celles de la période correspondante de 2020, en raison principalement de l'incidence de l'écart de change. Les charges libellées en dollars américains ont été comparables, la baisse des coûts liés à l'expansion des affaires ayant été contrebalancée par la progression des salaires du personnel.

Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat a augmenté de 82 M\$ par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 9 M\$ par rapport à celui du trimestre précédent, en raison surtout de la hausse du résultat.

L'impôt sur le résultat pour le semestre clos le 30 avril 2021 a augmenté de 107 M\$, comparativement à celui de la période correspondante de 2020, ce qui est essentiellement attribuable à la hausse du résultat.

Marchés des capitaux

Marchés des capitaux offre des produits et des services intégrés de réseau mondial, des services consultatifs et d'exécution en placement, des solutions de services financiers aux entreprises et des services de recherche de premier plan à nos clients à l'échelle mondiale. Il comprend les Services financiers directs, qui cherchent à accroître les capacités numériques de la CIBC afin d'offrir un ensemble cohérent de services bancaires directs et de solutions de placement direct ainsi que de paiement multidevises novateurs aux clients de la CIBC.

Résultats¹

En millions de dollars	Pour les trois mois clos les			Pour les six mois clos les	
	30 avr. 2021	31 janv. 2021	30 avr. 2020 ²	30 avr. 2021	30 avr. 2020 ²
Produits					
Marchés CIBC, réseau mondial	539 \$	614 \$	462 \$	1 153 \$	962 \$
Services financiers aux entreprises et services de Banque d'investissement	448	358	329	806	659
Services financiers directs	207	202	176	409	352
Total des produits ³	1 194	1 174	967	2 368	1 973
Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances					
Prêts douteux	8	42	43	50	41
Prêts productifs	(19)	(37)	193	(56)	189
Total de la dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances	(11)	5	236	(6)	230
Charges autres que d'intérêts	538	522	492	1 060	984
Résultat avant impôt sur le résultat	667	647	239	1 314	759
Impôt sur le résultat ³	172	154	62	326	204
Résultat net	495 \$	493 \$	177 \$	988 \$	555 \$
Résultat net applicable aux :					
Actionnaires	495 \$	493 \$	177 \$	988 \$	555 \$
Coefficient d'efficacité	45,0 %	44,5 %	50,9 %	44,8 %	49,9 %
Rendement des capitaux propres ⁴	29,0 %	28,0 %	10,2 %	28,5 %	16,2 %
Capitaux propres moyens applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis ⁴	7 003 \$	6 991 \$	7 062 \$	6 997 \$	6 878 \$
Équivalents temps plein ⁵	2 120	1 943	1 888	2 120	1 888

1) Pour de l'information sectorielle supplémentaire, se reporter aux notes des états financiers consolidés intermédiaires.

2) Certaines informations des périodes précédentes ont été révisées. Pour plus de précisions, se reporter à la section Modifications à la présentation de l'information financière.

3) Les produits et l'impôt sur le résultat sont présentés sur une BIE. Par conséquent, les produits et l'impôt sur le résultat comprennent un ajustement selon la BIE de 51 M\$ pour le trimestre considéré (54 M\$ au 31 janvier 2021 et 46 M\$ au 30 avril 2020) et de 105 M\$ pour le semestre clos le 30 avril 2021 (95 M\$ au 30 avril 2020). Des montants correspondants sont inclus dans les produits et l'impôt sur le résultat de Siège social et autres.

4) Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR, pour plus de précisions.

5) Au deuxième trimestre de 2021, 79 équivalents temps plein liés aux activités du centre d'appels de Financière Simplii ont fait l'objet d'un transfert de Siège social et autres à Marchés des capitaux, sans qu'il y ait d'incidence financière, car les coûts étaient auparavant attribués aux Services financiers directs.

Aperçu financier

Le résultat net pour le trimestre considéré s'est établi à 495 M\$, en hausse de 318 M\$ par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui s'explique principalement par l'augmentation des produits, ainsi que par la prise en compte d'une reprise de provision au trimestre considéré comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances à l'exercice précédent, le tout en partie contrebalancé par une hausse des charges autres que d'intérêts.

Le résultat net a été comparable à celui du trimestre précédent.

Le résultat net pour le semestre clos le 30 avril 2021 s'est élevé à 988 M\$, en hausse de 433 M\$ par rapport à celui de la période correspondante de 2020, ce qui découle surtout de l'augmentation des produits, ainsi que de la prise en compte d'une reprise de provision pour la période considérée comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances pour la période précédente, le tout en partie contrebalancé par la hausse des charges autres que d'intérêts.

Produits

Les produits ont augmenté de 227 M\$, ou 23 %, par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les produits de Marchés CIBC, réseau mondial, ont augmenté de 77 M\$, surtout en raison de la hausse des produits tirés de la négociation de titres de participation et de taux d'intérêt, en partie contrebalancée par la diminution des produits tirés des opérations de change et de la négociation de titres à revenu fixe. Les données de la période précédente tenaient également compte de l'incidence de REC et de REF défavorables.

Les produits de Services financiers aux entreprises et services de Banque d'investissement ont augmenté de 119 M\$, essentiellement en raison de l'accroissement des activités de souscription de titres de participation, de la progression des produits tirés des activités de services consultatifs et de la hausse des produits tirés des services financiers aux entreprises.

Les produits de Services financiers directs ont augmenté de 31 M\$, principalement en raison de l'accroissement du volume de transactions au titre des activités de courtage en direct et de la hausse des produits tirés des opérations de change et du service Virement de fonds mondial.

Les produits ont augmenté de 20 M\$, ou 2 %, par rapport à ceux du trimestre précédent.

Les produits de Marchés CIBC, réseau mondial, ont reculé de 75 M\$, en raison surtout de la baisse des produits tirés de la négociation de titres à revenu fixe et des opérations de change.

Les produits de Services financiers aux entreprises et services de Banque d'investissement ont augmenté de 90 M\$, essentiellement en raison de l'accroissement des activités de prise ferme de titres de créance et de titres de participation et de la hausse des produits tirés des activités de services consultatifs.

Les produits de Services financiers directs ont augmenté de 5 M\$, du fait essentiellement de la hausse du volume de transactions au titre des activités de courtage en direct.

Pour le semestre clos le 30 avril 2021, les produits ont augmenté de 395 M\$, ou 20 %, par rapport à ceux de la période correspondante de 2020.

Les produits de Marchés CIBC, réseau mondial, ont augmenté de 191 M\$, surtout en raison de la hausse des produits tirés de nos activités de négociation de titres de participation et de dérivés sur marchandises, en partie contrebalancée par la diminution des produits tirés des opérations de change et de la négociation de titres à revenu fixe. Les données de la période précédente tenaient également compte de l'incidence de REC et de REF défavorables.

Les produits de Services financiers aux entreprises et services de Banque d'investissement ont augmenté de 147 M\$, essentiellement en raison de l'accroissement des activités de prise ferme de titres de créance et de titres de participation et de la hausse des produits tirés des activités de services consultatifs.

Les produits de Services financiers directs ont augmenté de 57 M\$, du fait essentiellement de la hausse du volume de transactions au titre des activités de courtage en direct.

Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 247 M\$ par rapport à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les résultats du trimestre considéré comprenaient une reprise de la provision pour pertes sur prêts productifs découlant d'une évolution favorable de nos perspectives économiques, alors que ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent tenaient compte d'une dotation à la provision pour pertes sur créances attribuable à la détérioration de nos perspectives économiques au début de la pandémie de COVID-19. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a diminué sous l'effet de la diminution de la dotation à la provision dans le secteur pétrolier et gazier.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 16 M\$ par rapport à celle du trimestre précédent. La reprise de la provision pour pertes sur prêts productifs a diminué étant donné que les résultats du trimestre précédent tenaient compte d'un nombre plus élevé de prêts productifs ayant été reclassés en prêts douteux. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a diminué en raison de la baisse de la dotation à la provision dans le secteur des services publics.

La dotation à la provision pour pertes sur créances pour le semestre clos le 30 avril 2021 a reculé de 236 M\$, par rapport à celle de la période correspondante de 2020. La dotation à la provision pour pertes sur prêts productifs a diminué par rapport à celle de la période correspondante de 2020, le début de la pandémie de COVID-19 ayant eu une incidence défavorable sur cette dernière. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a augmenté, principalement sous l'effet de la hausse de la dotation à la provision dans le secteur des services publics, contrebalancée en partie par la baisse de la dotation à la provision dans le secteur pétrolier et gazier.

Charges autres que d'intérêts

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 46 M\$, ou 9 %, par rapport à celles du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison essentiellement de la hausse de la rémunération liée au rendement et des investissements dans des initiatives stratégiques.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 16 M\$, ou 3 %, par rapport à celles du trimestre précédent, en raison principalement de la hausse des salaires du personnel et des investissements dans des initiatives stratégiques, en partie compensée par une baisse de la rémunération liée au rendement.

Les charges autres que d'intérêts pour le semestre clos le 30 avril 2021 ont augmenté de 76 M\$, ou 8 %, par rapport à celles de la période correspondante de 2020, en lien surtout avec la hausse de la rémunération liée au rendement et des investissements dans les initiatives stratégiques.

Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat a augmenté de 110 M\$ par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 18 M\$ par rapport à celui du trimestre précédent, en raison surtout de la hausse du résultat.

L'impôt sur le résultat pour le semestre clos le 30 avril 2021 a augmenté de 122 M\$, comparativement à celui de la période correspondante de 2020, ce qui est essentiellement attribuable à la hausse du résultat.

Siège social et autres

Siège social et autres comprend les groupes fonctionnels suivants : Technologie, infrastructure et innovation, Gestion du risque, Personnel, culture et marque, Finance et Stratégie de l'entreprise, ainsi que d'autres groupes de soutien. Les charges de ces groupes fonctionnels et de soutien sont habituellement réparties entre les secteurs d'activité au sein des unités d'exploitation stratégique. La majorité des coûts fonctionnels et des coûts de soutien de CIBC Bank USA sont comptabilisés directement dans l'unité d'exploitation stratégique Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis. Siège social et autres comprend également les résultats de CIBC FirstCaribbean et d'autres investissements stratégiques, ainsi que d'autres postes du compte de résultat et du bilan non directement attribuables aux secteurs d'activité.

Résultats¹

En millions de dollars	Pour les trois mois clos les			Pour les six mois clos les	
	30 avr. 2021	31 janv. 2021	30 avr. 2020 ²	30 avr. 2021	30 avr. 2020 ²
Produits					
Services bancaires internationaux	168 \$	174 \$	170 \$	342 \$	376 \$
Divers	(38)	(59)	(31)	(97)	(23)
Total des produits ³	130	115	139	245	353
Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances					
Prêts douteux	17	18	17	35	24
Prêts productifs	(9)	(8)	103	(17)	102
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	8	10	120	18	126
Charges autres que d'intérêts	281	266	288	547	916
Perte avant impôt sur le résultat	(159)	(161)	(269)	(320)	(689)
Impôt sur le résultat ³	(97)	(99)	(100)	(196)	(278)
Résultat net (perte nette)	(62) \$	(62) \$	(169) \$	(124) \$	(411) \$
Résultat net (perte nette) applicable aux :					
Participations ne donnant pas le contrôle	4 \$	4 \$	(8) \$	8 \$	(1) \$
Actionnaires	(66)	(66)	(161)	(132)	(410)
Équivalents temps plein	22 180	22 227	22 808	22 180	22 808

1) Pour de l'information sectorielle supplémentaire, se reporter aux notes des états financiers consolidés intermédiaires.

2) Certaines informations des périodes précédentes ont été révisées. Pour plus de précisions, se reporter à la section Modifications à la présentation de l'information financière.

3) Les produits et l'impôt sur le résultat de Marchés des capitaux sont présentés selon la BIE. Des montants correspondants sont inclus dans les produits et l'impôt sur le résultat de Siège social et autres. Par conséquent, les produits et l'impôt sur le résultat comprennent un ajustement selon la BIE de 51 M\$ pour le trimestre considéré (54 M\$ au 31 janvier 2021 et 46 M\$ au 30 avril 2020) et de 105 M\$ pour le semestre clos le 30 avril 2021 (95 M\$ au 30 avril 2020).

Aperçu financier

La perte nette pour le trimestre s'est établie à 62 M\$, comparativement à une perte nette de 169 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent, car les résultats du trimestre considéré comprenaient une dotation à la provision pour pertes sur créances moins élevée.

La perte nette pour le trimestre a été comparable à celle du trimestre précédent, étant donné que les résultats du trimestre considéré tenaient compte de charges plus élevées, compensées par une augmentation des produits.

La perte nette pour le semestre clos le 30 avril 2021 a été de 124 M\$ par rapport à celle de 411 M\$ pour la période correspondante de 2020 au cours de laquelle des charges de restructuration, présentées à titre d'élément d'importance, avaient été comptabilisées. Les résultats de la période considérée comprenaient également une baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, contrebalancée par la diminution des produits.

Produits

Les produits ont reculé de 9 M\$, ou 6 %, par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les produits de Services bancaires internationaux ont été comparables à ceux de l'exercice précédent, car la hausse des produits libellés en dollars américains tirés de CIBC FirstCaribbean a été largement contrebalancée par l'incidence de l'écart de change. La hausse des produits libellés en dollars américains a découlé des provisions plus élevées pour pertes de crédit attendues sur les titres de créance à la période précédente, ce qui a été en partie contrebalancé par le resserrement des marges au trimestre considéré.

Les produits Divers ont diminué de 7 M\$, car les résultats de l'exercice précédent comprenaient des produits d'intérêts liés au règlement de certaines questions fiscales et des produits de trésorerie plus élevés.

Les produits ont augmenté de 15 M\$, ou 13 %, par rapport à ceux du trimestre précédent.

Les produits de Services bancaires internationaux ont diminué de 6 M\$, du fait surtout de l'incidence de l'écart de change. Les produits libellés en dollars américains tirés de CIBC FirstCaribbean ont été comparables à ceux du trimestre précédent.

Les produits Divers ont augmenté de 21 M\$, en raison surtout de l'augmentation des produits de trésorerie et de l'ajustement moins important selon la BIE.

Les produits pour le semestre clos le 30 avril 2021 ont baissé de 108 M\$, ou 31 %, par rapport à ceux de la période correspondante de 2020.

Les produits de Services bancaires internationaux ont diminué de 34 M\$, ce qui est surtout attribuable à l'incidence de l'écart de change et à la baisse des produits libellés en dollars américains tirés de CIBC FirstCaribbean en lien avec le resserrement des marges, le tout partiellement contrebalancé par les provisions plus élevées pour pertes de crédit attendues sur les titres de créance à la période précédente.

Les produits Divers ont reculé de 74 M\$, en raison principalement de la baisse des produits de trésorerie attribuable en grande partie au coût des liquidités excédentaires. Les résultats de la période précédente comprenaient des produits d'intérêts liés au règlement de certaines questions fiscales, ainsi qu'il a déjà été mentionné.

Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 112 M\$ par rapport à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les résultats du trimestre considéré comprenaient une reprise de la provision pour pertes sur prêts productifs découlant de la migration du crédit avantageuse, alors que les résultats du trimestre correspondant de l'exercice précédent tenaient compte d'une dotation à la provision pour pertes sur créances attribuable à la détérioration de nos perspectives économiques au début de la pandémie de COVID-19. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux était comparable à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a été comparable à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances pour le semestre clos le 30 avril 2021 a reculé de 108 M\$ par rapport à celle de la période correspondante de 2020. La dotation à la provision pour pertes sur prêts productifs a diminué par rapport à celle de la période correspondante de 2020, le début de la pandémie de COVID-19 ayant eu une incidence défavorable sur cette dernière. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a augmenté principalement en raison de la dotation à la provision plus élevée dans CIBC FirstCaribbean.

Charges autres que d'intérêts

Les charges autres que d'intérêts ont reculé de 7 M\$, ou 2 %, par rapport à celles du trimestre correspondant de l'exercice précédent, car les résultats du trimestre correspondant de l'exercice précédent comprenaient une dépréciation du goodwill, présentée comme un élément d'importance, ce qui a été en partie contrebalancé par une hausse des coûts de soutien du siège social non répartis pour le trimestre considéré.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 15 M\$, ou 6 %, par rapport à celles du trimestre précédent, du fait surtout de la hausse des coûts de soutien du siège social non répartis et de la hausse des dépenses dans CIBC FirstCaribbean, ce qui a été en partie compensé par le calendrier des dépenses liées aux initiatives stratégiques.

Les charges autres que d'intérêts pour le semestre clos le 30 avril 2021 ont reculé de 369 M\$, ou 40 %, par rapport à celles de la période correspondante de 2020, étant donné qu'une charge de restructuration et une dépréciation du goodwill, toutes deux présentées à titre d'élément d'importance, avaient été comptabilisées au cours de la période précédente.

Impôt sur le résultat

L'économie d'impôt sur le résultat a été comparable à celle inscrite au trimestre correspondant de l'exercice précédent malgré une perte plus importante, car le provisionnement des pertes de crédit attendues dans CIBC FirstCaribbean à la période correspondante de l'exercice précédent s'est traduit par une économie d'impôt limitée.

L'économie d'impôt sur le résultat a été comparable à celle inscrite au trimestre précédent.

L'économie d'impôt sur le résultat pour le semestre clos le 30 avril 2021 a diminué de 82 M\$ par rapport à celle de la période correspondante de 2020, ce qui s'explique essentiellement par une perte moins importante.

Situation financière

Revue du bilan consolidé résumé

En millions de dollars, aux	30 avr. 2021	31 oct. 2020
Actif		
Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques	47 197 \$	62 518 \$
Valeurs mobilières	155 122	149 046
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres	74 679	74 142
Prêts et acceptations, nets de la provision	432 120	416 388
Dérivés	35 313	32 730
Autres actifs	38 447	34 727
	782 878 \$	769 551 \$
Passif et capitaux propres		
Dépôts	576 563 \$	570 740 \$
Engagements liés à des valeurs prêtées, vendues à découvert ou en vertu de mises en pension de titres	89 594	89 440
Dérivés	34 121	30 508
Autres passifs	34 267	31 816
Titres secondaires	5 653	5 712
Capitaux propres	42 680	41 335
	782 878 \$	769 551 \$

Actif

Au 30 avril 2021, le total de l'actif avait progressé de 13,3 G\$, ou 2 %, en comparaison de celui au 31 octobre 2020, net d'une diminution d'environ 18 G\$ découlant de la dépréciation du dollar américain.

La trésorerie et les dépôts auprès d'autres banques ont diminué de 15,3 G\$, ou 25 %, essentiellement en raison de la baisse des placements de trésorerie à court terme.

L'augmentation de 6,1 G\$, ou 4 %, des valeurs mobilières est principalement attribuable à la hausse des titres de participation de sociétés et des titres de créance de sociétés, contrebalancée en partie par la diminution des titres de créance des gouvernements canadiens, des titres du Trésor des États-Unis et d'autres organismes américains.

Les valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres se sont accrues de 0,5 G\$, ou 1 %, en raison essentiellement des activités des clients.

Les prêts et acceptations, nets de la provision, ont augmenté de 15,7 G\$, ou 4 %, du fait essentiellement de l'accroissement des prêts hypothécaires à l'habitation canadiens et des prêts aux entreprises et aux gouvernements, neutralisé en partie par une diminution des prêts aux entreprises et aux gouvernements aux États-Unis découlant de l'écart de change.

Les dérivés ont augmenté de 2,6 G\$, ou 8 %, sous l'effet principalement de la hausse des évaluations des dérivés de taux de change et sur actions, contrebalancée en partie par la baisse des évaluations des dérivés de taux d'intérêt.

Les autres actifs ont augmenté de 3,7 G\$, ou 11 %, en raison surtout d'une hausse des biens donnés en garantie sur dérivés et des métaux précieux.

Passif

Au 30 avril 2021, le total du passif avait augmenté de 12,0 G\$, ou 2 %, en comparaison de celui au 31 octobre 2020, net d'une diminution d'environ 18 G\$ découlant de la dépréciation du dollar américain.

Les dépôts ont augmenté de 5,8 G\$, ou 1 %, en raison surtout de la croissance des volumes dans les dépôts de détail au Canada et de l'accroissement du financement de gros. Pour plus de précisions sur la composition des dépôts, se reporter à la note 7 des états financiers consolidés intermédiaires.

Les engagements liés à des valeurs prêtées, vendues à découvert ou en vertu de mises en pension de titres ont été comparables à ceux de la période précédente.

Les dérivés ont augmenté de 3,6 G\$, ou 12 %, sous l'effet principalement de la hausse des évaluations des dérivés sur actions et de taux de change, contrebalancée en partie par la baisse des évaluations des dérivés de taux d'intérêt et sur d'autres marchandises.

Les autres passifs ont augmenté de 2,5 G\$, ou 8 %, en raison surtout de la hausse des acceptations et des biens reçus en garantie sur dérivés.

Les titres secondaires ont reculé de 0,1 G\$, ou 1 %. Au cours du trimestre précédent, nous avons racheté des titres secondaires, et au cours du trimestre considéré, nous en avons émis. Pour plus de précisions, se reporter à la section Gestion des fonds propres.

Capitaux propres

Au 30 avril 2021, les capitaux propres avaient augmenté de 1,3 G\$, ou 3 %, par rapport à ceux au 31 octobre 2020, en raison surtout d'une hausse nette des résultats non distribués, neutralisée en partie par une diminution du cumul des autres éléments du résultat global.

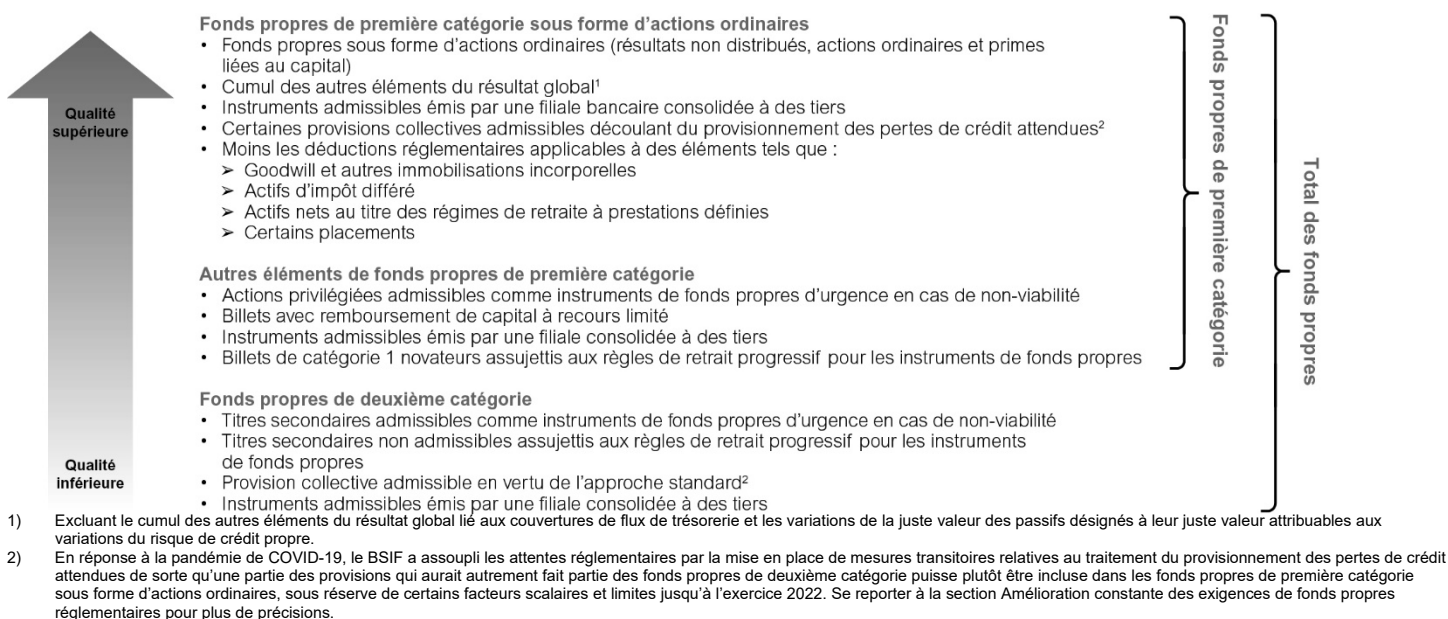
Gestion des fonds propres

Nous gérons activement nos fonds propres pour maintenir des sources de capitaux solides et efficaces qui favorisent la robustesse de notre bilan, l'accroissement de nos activités et la mise en œuvre de notre stratégie, tout en satisfaisant aux exigences réglementaires. Pour plus de précisions sur la gestion des fonds propres, se reporter aux pages 31 à 42 de notre Rapport annuel 2020.

Exigences en matière de fonds propres réglementaires selon Bâle III

Le calcul des fonds propres réglementaires est assujéti aux lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), lesquelles découlent du cadre normatif sur les fonds propres élaboré par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB).

Les fonds propres réglementaires sont composés des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires, des fonds propres de première catégorie et des fonds propres de deuxième catégorie. Les catégories de fonds propres réglementaires démontrent une augmentation de la qualité et de la permanence ainsi qu'une meilleure capacité d'absorber les pertes. Les principales composantes de nos fonds propres réglementaires se résument comme suit :



Les instruments de fonds propres réglementaires admissibles doivent pouvoir absorber les pertes en cas de non-viabilité de l'institution financière. Les instruments de fonds propres de première catégorie et de deuxième catégorie non admissibles sont exclus des fonds propres réglementaires à un taux de 10 % par année, jusqu'au 1^{er} novembre 2021, date à partir de laquelle ils n'auront pas de valeur réglementaire.

Le BSIF exige que toutes les institutions atteignent des ratios cibles de fonds propres qui comprennent des réserves. Au gré du BSIF, ces ratios de fonds propres cibles peuvent être plus élevés pour certaines institutions. La CIBC, tout comme la Banque de Montréal, La Banque de Nouvelle-Écosse, la Banque Nationale du Canada, la Banque Royale et La Banque Toronto-Dominion, a été désignée par le BSIF comme une banque d'importance systémique nationale (BISN) au Canada. Les BISN sont assujéties à un supplément de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires correspondant à 1,0 % de l'APR et à une réserve pour stabilité intérieure (RSI) qui vise à répondre aux risques associés au deuxième pilier qui ne sont pas adéquatement pris en compte dans les exigences du premier pilier. La RSI est actuellement établie à 1,0 %, mais elle peut être de l'ordre de 0 % à 2,5 % de l'APR (pour plus de précisions, se reporter à la section Amélioration constante des exigences de fonds propres réglementaires). De plus, les banques doivent conserver une réserve anticyclique de fonds propres supplémentaire équivalente à leur réserve moyenne pondérée au Canada et dans certains autres États où elles sont exposées au risque de crédit du secteur privé. Les cibles actuelles du BSIF se résument comme suit :

Au 30 avril 2021	Minimum	Réserve de conservation des fonds propres	Réserve applicable aux BISN	Cibles du premier pilier ¹	Réserve pour stabilité intérieure	Cibles, y compris toutes les réserves
Ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	4,5 %	2,5 %	1,0 %	8,0 %	1,0 %	9,0 %
Ratio des fonds propres de première catégorie	6,0 %	2,5 %	1,0 %	9,5 %	1,0 %	10,5 %
Ratio du total des fonds propres	8,0 %	2,5 %	1,0 %	11,5 %	1,0 %	12,5 %

1) La réserve anticyclique de fonds propres applicable était négligeable pour la CIBC au 30 avril 2021.

Les exigences en matière de suffisance des fonds propres sont appliquées de façon consolidée, comme c'est le cas pour nos états financiers, à l'exception de nos filiales du domaine de l'assurance (CIBC Cayman Reinsurance Limited et Compagnie d'assurance-vie CIBC limitée), lesquelles ont été exclues du périmètre réglementaire de consolidation. La méthode de consolidation appliquée aux états financiers est décrite à la note 1 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2020. Compagnie d'assurance-vie CIBC limitée est assujéti au test de suffisance du capital des sociétés d'assurance-vie du BSIF.

Amélioration constante des exigences de fonds propres réglementaires

Le CBCB et le BSIF ont publié diverses propositions visant l'apport de changements aux exigences actuelles de fonds propres réglementaires afin de renforcer la réglementation relative aux banques, ainsi que leur supervision et l'encadrement de leurs pratiques dans l'objectif général d'améliorer la stabilité financière (se reporter aux pages 34 et 35 de notre Rapport annuel 2020). Les paragraphes ci-dessous présentent un résumé des publications du CBCB et du BSIF depuis la publication de notre Rapport annuel 2020.

Le 15 mars 2021, le BSIF a publié une version révisée de sa décision ayant valeur de précédent du 18 juillet 2020 portant sur la comptabilisation des billets avec remboursement de capital à recours limité. Dans sa décision ayant valeur de précédent du 18 juillet 2020, le BSIF avait évalué les billets avec remboursement de capital à recours limité à la lumière des critères d'admissibilité énoncés dans la ligne directrice *Normes de fonds propres* et déterminé que les billets avec remboursement de capital à recours limité sont admissibles à titre d'autres éléments de fonds propres de catégorie 1, sous réserve de certaines limites et exigences de communication. Les révisions apportées en 2021 fournissent des précisions quant aux conditions et aux limites du bassin d'investisseurs autorisé, ainsi qu'au plafond du montant des émissions de billets avec remboursement de capital à recours limité pouvant être comptabilisés à titre de fonds propres réglementaires.

Le 16 mars 2021, le BSIF a annoncé que la réduction temporaire des multiplicateurs de la valeur à risque simulée utilisés pour déterminer les exigences de fonds propres au titre du risque de marché, qui avait été mise en œuvre en réponse à la COVID-19, serait levée à partir du 1^{er} mai 2021.

Mesures transitoires relatives au traitement du provisionnement des pertes de crédit attendues aux fins des fonds propres

En réponse à la pandémie de COVID-19, le BSIF a instauré des mesures transitoires relatives au traitement du provisionnement des pertes de crédit attendues qui sont prévues par le dispositif de Bâle. Ces mesures transitoires sont entrées en vigueur en date de la publication du communiqué du BSIF à cet effet le 27 mars 2020 et aux termes de celles-ci, une partie des provisions qui auraient été incluses autrement dans les fonds propres de deuxième catégorie peuvent être incluses dans les fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires. La partie de la provision pour pertes de crédit attendues pouvant être incluse dans les fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires est déterminée en fonction de l'augmentation des provisions pour les premier et deuxième stades par rapport aux soldes au 31 janvier 2020 utilisés à titre de niveau de référence. Ce montant est ensuite ajusté en fonction des incidences fiscales et multiplié par un facteur scalaire qui diminue au fil du temps. Le facteur scalaire est fixé à 70 % pour l'exercice 2020, à 50 % pour l'exercice 2021 et à 25 % pour l'exercice 2022. Pour les expositions traitées selon l'approche fondée sur les notations internes (NI), le moindre d'entre ce montant et l'excédent de l'encours des provisions autrement admissibles à l'inclusion dans les fonds propres de deuxième catégorie est inclus dans les fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires selon les mesures transitoires.

Réformes de Bâle III

En mars 2021, le BSIF a lancé une consultation publique sur la mise en œuvre des dernières réformes de Bâle III à ses normes de fonds propres, à ses exigences de levier et aux exigences connexes en matière de communication. Les propositions du BSIF s'arriment aux normes du CBCB, tout en tenant compte des réalités du marché canadien. Les changements proposés par le BSIF comprennent ce qui suit :

- révisions à l'approche fondée sur les notations internes et à l'approche standard visant le risque de crédit;
- cadres révisés pour le risque opérationnel, le risque de marché et les REC;
- actualisation des déductions des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires pour certains actifs;
- actualisation du plancher de fonds propres selon l'approche standard susmentionnée, avec adoption progressive du coefficient de plancher sur une période de trois ans à compter de 2023;
- modification du cadre régissant le ratio de levier, dont l'imposition d'une exigence de réserve pour les BISN.

La mise en œuvre des changements proposés devrait avoir lieu au premier trimestre de 2023, à l'exception des révisions aux REC et aux cadres de risque de marché qui sont prévues pour le premier trimestre de 2024.

Réserve pour stabilité intérieure

En réponse à la pandémie de COVID-19 et à la conjoncture des marchés, le BSIF a annoncé la réduction immédiate de la RSI, la faisant passer de 2,0 % à 1,0 % à compter du 13 mars 2020. Cette réduction s'est traduite par la baisse des ratios cibles de fonds propres du BSIF, y compris toutes les réserves pour les fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires, les fonds propres de première catégorie et le total des fonds propres, qui devront s'établir respectivement à 9,0 %, 10,5 % et 12,5 %. Le 8 décembre 2020, le BSIF a à nouveau annoncé que la RSI demeurerait fixée à 1,0 %.

Régime au regard des normes de fonds propres d'un programme fédéral de soutien pour les secteurs très touchés

En janvier 2021, le BSIF a fourni un cadre d'orientation quant au régime de fonds propres applicable aux prêts garantis par le gouvernement octroyés aux termes de la Garantie du Programme de crédit pour les secteurs très touchés (PCSTT) de la Banque du développement du Canada (BDC). Les prêts seront considérés comme des prêts accordés à une entité souveraine en raison de la garantie de BDC et, par conséquent, la pondération du risque appropriée sera appliquée conformément à la ligne directrice *Normes de fonds propres*. Le montant du prêt en entier sera inclus dans la mesure de l'exposition utilisée aux fins du calcul du ratio de levier. Pour plus de précisions, se reporter à la section Programmes de prêts du gouvernement en réponse à la COVID-19.

Exigences de capacité totale d'absorption des pertes

À compter du premier trimestre de 2022, les BISN seront tenues de maintenir un ratio de CTAP cible prudentiel (composé d'un ratio minimum de CTAP fondé sur les risques de 21,5 % et des exigences de RSI alors applicables) ainsi qu'un ratio de levier CTAP minimum de 6,75 %. La norme sur la CTAP vise à faire en sorte qu'une banque non viable dispose d'une capacité d'absorption de pertes suffisante, à l'aide de ses instruments de fonds propres réglementaires et de recapitalisation interne admissibles, pour assurer sa recapitalisation. Conformément aux règlements sur la conversion aux fins de recapitalisation interne du ministère des Finances, les créances de premier rang émises par les BISN à compter du 23 septembre 2018, d'une durée initiale jusqu'à l'échéance de plus de 400 jours (y compris les options explicites ou intégrées) qui sont non garanties ou partiellement garanties sont admissibles à la recapitalisation interne. Les dépôts des clients, certains dérivés, les obligations sécurisées et certains billets structurés ne sont pas admissibles à la recapitalisation interne.

Nous continuons de suivre les développements ayant une incidence sur les exigences de fonds propres réglementaires et les informations à fournir à cet égard et de nous y préparer.

Fonds propres réglementaires

Nos ratios et fonds propres réglementaires sont présentés dans le tableau ci-après :

En millions de dollars, aux	30 avr. 2021	31 oct. 2020
Fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires ¹	31 915 \$	30 876 \$
Fonds propres de première catégorie	35 759	34 775
Total des fonds propres	41 826	40 969
L'APR se compose de ce qui suit :		
Risque de crédit	219 292	218 694
Risque de marché	7 937	5 858
Risque opérationnel	30 768	30 319
Total de l'APR	257 997	254 871
Ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	12,4 %	12,1 %
Ratio des fonds propres de première catégorie	13,9 %	13,6 %
Ratio du total des fonds propres	16,2 %	16,1 %

1) Comprend l'incidence des mesures transitoires pour le provisionnement des pertes de crédit attendues annoncées par le BSIF le 27 mars 2020. Les mesures transitoires permettent d'inclure dans les fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires une partie des provisions pour pertes de crédit attendues qui aurait autrement figuré dans les fonds propres de deuxième catégorie. Le montant est soumis à certains ajustements et à des restrictions jusqu'à l'exercice 2022.

Ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires

Au 30 avril 2021, le ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires avait augmenté de 0,3 % par rapport à celui du 31 octobre 2020, l'augmentation des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires ayant été en partie contrebalancée par l'incidence d'une hausse de l'APR.

L'augmentation des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires était essentiellement attribuable au capital autogénéralisé (résultat net moins les dividendes), neutralisé en partie par une baisse du cumul des autres éléments du résultat global (découlant en grande partie de l'incidence de l'écart de change). La hausse de l'APR s'explique surtout par l'accroissement de la taille du portefeuille, des niveaux de risque de marché et des mises à jour des modèles, contrebalancés en partie par l'incidence de l'écart de change, l'amélioration de la qualité du crédit et les changements apportés aux méthodes. Dans l'ensemble, l'incidence de l'écart de change sur le ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires a été minime.

L'incidence du calcul des pertes attendues aux fins des fonds propres réglementaires et l'APR reflétant le risque de crédit pourrait compromettre l'incidence favorable du résultat sur le ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires au cours des périodes ultérieures dans la mesure où les soldes augmentent, les taux d'utilisation et de défaillance s'accroissent et les cotes de risque et les autres cotes de crédit se dégradent conformément à nos informations prospectives.

Ratio des fonds propres de première catégorie

Au 30 avril 2021, le ratio des fonds propres de première catégorie avait augmenté de 0,3 % par rapport à celui au 31 octobre 2020, en raison surtout des facteurs susmentionnés qui ont eu une incidence sur le ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires.

Ratio du total des fonds propres

Au 30 avril 2021, le ratio du total des fonds propres avait augmenté de 0,1 % par rapport à celui au 31 octobre 2020. Le total des fonds propres a été avantagé par les facteurs susmentionnés qui ont eu une incidence sur le ratio des fonds propres de première catégorie, tout en subissant l'incidence défavorable d'une diminution du plafond établi sur l'inclusion d'instruments non admissibles. L'incidence négative d'un remboursement de titres secondaires au cours du premier trimestre a été compensée par l'émission de titres secondaires au deuxième trimestre (pour plus de précisions, se reporter à la section Activités importantes de gestion du capital).

Ratio de levier

Les normes relatives aux fonds propres selon le dispositif de Bâle III comprennent une mesure des fonds propres non fondée sur le risque, soit le ratio de levier, qui vient compléter les exigences de fonds propres fondées sur le risque. Le ratio de levier représente les fonds propres de première catégorie divisés par l'exposition au ratio de levier. Le ratio de levier est décrit dans les règlements comme étant la somme des éléments suivants :

- les actifs au bilan moins les ajustements réglementaires des fonds propres de première catégorie;
- les expositions sur dérivés;
- les expositions sur opérations de financement par titres;
- les expositions hors bilan (engagements, substituts directs de crédit, lettres de crédit et expositions de titrisation).

Le BSIF s'attend à ce que les institutions de dépôt fédérales adoptent des ratios de levier qui soient au moins équivalents à 3,0 %. Au gré du BSIF, ces ratios peuvent être plus élevés pour certaines institutions.

En millions de dollars, aux	30 avr. 2021	31 oct. 2020
Fonds propres de première catégorie	35 759 \$	34 775 \$
Expositions du ratio de levier ¹	767 391	741 760
Ratio de levier	4,7 %	4,7 %

1) Comprend l'incidence de l'assouplissement par le BSIF des attentes réglementaires quant aux réserves auprès des banques centrales et aux titres d'émetteurs souverains qui sont considérés comme des actifs liquides de haute qualité. Selon le traitement autorisé par le BSIF, ces éléments peuvent être exclus de la mesure de l'exposition aux fins du ratio de levier.

Au 30 avril 2021, le ratio de levier était comparable à celui au 31 octobre 2020, l'incidence de l'augmentation des fonds propres de première catégorie ayant été compensée par une augmentation des expositions du ratio de levier. L'augmentation des expositions du ratio de levier est principalement attribuable à des hausses des expositions au bilan.

Activités importantes de gestion du capital

En parallèle avec son communiqué du 13 mars 2020 visant la réduction de la RSI à 1,0 % en réponse à la pandémie de COVID-19, le BSIF a également annoncé qu'il s'attend à ce que les institutions financières fédérales interrompent pour le moment les processus d'augmentation des dividendes et de rachats d'actions pour que les fonds propres supplémentaires disponibles soient utilisés à l'appui des activités de prêts au Canada. Voici les principales initiatives liées aux fonds propres mises en œuvre en 2021 :

Régime d'investissement à l'intention des actionnaires

Aux termes du régime d'investissement à l'intention des actionnaires, nous avons émis 259 931 actions ordinaires pour une contrepartie de 33 M\$ pour le trimestre considéré et 554 095 actions ordinaires pour une contrepartie de 65 M\$ pour le semestre clos le 30 avril 2021.

Titres secondaires

Le 26 janvier 2021, nous avons racheté la totalité de nos débetures d'un montant de 1,0 G\$ portant intérêt à 3,42 % et échéant le 26 janvier 2026. Conformément aux modalités des débetures, le prix de rachat était équivalant à 100 % du montant en principal, majoré des intérêts courus et impayés sur celui-ci.

Le 19 avril 2021, nous avons émis des débetures à 1,96 % d'un montant en capital de 1,0 G\$ échéant le 21 avril 2031 (titres secondaires). Les débetures portent intérêt à un taux fixe de 1,96 % par année (payable semestriellement) jusqu'au 21 avril 2026 et par la suite, au taux CDOR à trois mois majoré de 0,56 % par année (payable trimestriellement) jusqu'à leur échéance, le 21 avril 2031.

Données sur les actions en circulation

Le tableau ci-après présente un sommaire de nos actions en circulation, de nos instruments de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV) en circulation et du nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être émises à la conversion ou à l'exercice.

En millions de dollars, sauf le nombre d'actions et les montants par action, au 30 avril 2021	Actions en circulation		Prix minimal de conversion par action ordinaire	Nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être émises à la conversion
	Nombre d'actions	Valeur nominale		
Actions privilégiées^{1, 2}				
Série 39 (FPUNV)	16 000 000	400 \$	5,00 \$	80 000 000
Série 41 (FPUNV)	12 000 000	300	5,00	60 000 000
Série 43 (FPUNV)	12 000 000	300	5,00	60 000 000
Série 45 (FPUNV)	32 000 000	800	5,00	160 000 000
Série 47 (FPUNV)	18 000 000	450	5,00	90 000 000
Série 49 (FPUNV)	13 000 000	325	5,00	65 000 000
Série 51 (FPUNV)	10 000 000	250	5,00	50 000 000
Billets avec remboursement de capital à recours limité^{2, 3}				
Billets de série 1 avec remboursement de capital à recours limité à 4,375 % (FPUNV)	s. o.	750	5,00	150 000 000
Titres secondaires^{2, 4}				
Débetures à 3,45 % échéant le 4 avril 2028 (FPUNV)	s. o.	1 500	5,00	450 000 000
Débetures à 2,95 % échéant le 19 juin 2029 (FPUNV)	s. o.	1 500	5,00	450 000 000
Débetures à 2,01 % échéant le 21 juillet 2030 (FPUNV)	s. o.	1 000	5,00	300 000 000
Débetures à 1,96 % échéant le 21 avril 2031 (FPUNV)	s. o.	1 000	5,00	300 000 000
Total		8 575 \$		2 215 000 000

- 1) Lorsqu'un événement déclencheur survient, chacune des actions est convertible en un certain nombre d'actions ordinaires, déterminé en divisant la valeur nominale de 25,00 \$ l'action, plus les dividendes déclarés et non versés, par le cours moyen de l'action ordinaire (au sens qui en est donné dans le supplément de prospectus pertinent), sous réserve d'un prix minimal par action (sous réserve d'un ajustement dans certaines situations, tel qu'il est décrit dans le supplément de prospectus pertinent). Les porteurs d'actions privilégiées n'ont pas le droit de convertir leurs actions en actions ordinaires.
 - 2) Le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être émises à la conversion ne tient pas compte de l'incidence des dividendes déclarés et non versés et des intérêts courus.
 - 3) Lorsqu'un événement déclencheur survient, les actions privilégiées de série 53 détenues dans la fiducie à recours limité au soutien des billets avec remboursement de capital à recours limité sont convertibles en un certain nombre d'actions ordinaires, déterminé en divisant la valeur nominale de 1 000 \$ par le cours moyen de l'action ordinaire (au sens qui en est donné dans le supplément de prospectus pertinent), sous réserve d'un prix minimal par action ordinaire (sous réserve d'un ajustement dans certaines situations, tel qu'il est décrit dans le supplément de prospectus pertinent).
 - 4) Lorsqu'un événement déclencheur survient, les débetures sont convertibles en un certain nombre d'actions ordinaires, déterminé en divisant 150 % de la valeur nominale, plus les intérêts courus et non payés, par le cours moyen de l'action ordinaire (au sens qui en est donné dans le supplément de prospectus pertinent), sous réserve d'un prix minimal par action ordinaire (sous réserve d'un ajustement dans certaines situations, tel qu'il est décrit dans le supplément de prospectus pertinent).
- s. o. Sans objet.

La survenance d'un événement déclencheur entraînerait la conversion de la totalité des instruments de FPUNV en circulation dont il est fait mention ci-dessus, ce qui représenterait un effet dilutif de 83 % selon le nombre d'actions ordinaires de la CIBC en circulation au 30 avril 2021. Tel qu'il a été décrit dans la ligne directrice *Normes de fonds propres*, un événement déclencheur se produit lorsque le BSIF détermine que la banque n'est plus viable, ou qu'elle est sur le point de le devenir, et, si une fois tous les instruments de fonds propres d'urgence convertis et après avoir pris en compte tous les autres facteurs et toutes les autres circonstances considérés comme pertinents, il est raisonnablement probable que la viabilité de la banque sera rétablie ou maintenue ou, si la banque a accepté ou convenu d'accepter une injection de capitaux, ou une aide équivalente, de la part du gouvernement fédéral ou d'un gouvernement provincial, sans laquelle le BSIF aurait déterminé la banque non viable.

En plus des effets dilutifs éventuels liés aux instruments de FPUNV susmentionnés, au 30 avril 2021, 23,9 G\$ (19,9 G\$ au 31 octobre 2020) de nos passifs en cours étaient assujettis à la conversion au titre du régime de recapitalisation interne des banques. Aux termes du régime de recapitalisation interne, il n'y a pas de ratio de conversion contractuel fixe et préétabli pour la conversion de certaines actions et certains passifs admissibles de la CIBC qui sont assujettis à la conversion en actions ordinaires aux fins de la recapitalisation interne, et il n'y a pas d'exigence particulière quant à la conversion des passifs assujettis en actions ordinaires de la CIBC ou un membre de son groupe. La Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) décide du moment de la conversion aux fins de la recapitalisation interne et du montant des actions et des passifs admissibles devant être convertis ainsi que des modalités de la conversion, sous réserve des paramètres énoncés dans le régime de recapitalisation interne. Se reporter à la section Exigences de capacité totale d'absorption des pertes pour plus de précisions.

Arrangements hors bilan

Nous concluons des arrangements hors bilan dans le cours normal des affaires. Les précisions sur nos arrangements hors bilan figurent à la page 41 de notre Rapport annuel 2020 ainsi qu'aux notes 7 et 22 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2020.

Gestion du risque

Notre approche à l'égard de la gestion du risque est sensiblement la même que celle décrite aux pages 43 à 82 de notre Rapport annuel 2020.

Vue d'ensemble

La CIBC fait face à un grand nombre de risques, dans tous ses secteurs d'activité. Le recensement et l'analyse des risques et de leurs répercussions permettent à la CIBC de déterminer son intérêt à l'égard du risque et ses pratiques en matière de gestion du risque. La définition des niveaux de risque acceptables et l'établissement de solides principes, politiques et pratiques en gestion des risques sont essentiels à l'atteinte d'un rendement constant et durable à long terme, tout en demeurant dans les limites de notre intérêt à l'égard du risque.

Notre intérêt à l'égard du risque définit les niveaux de tolérance envers divers risques. Il jette les assises sur lesquelles reposent notre culture et notre cadre de gestion du risque.

Notre cadre de gestion du risque comprend :

- les énoncés sur la tolérance au risque de la CIBC, des unités d'exploitation stratégique et des groupes fonctionnels;
- des cadres, des politiques, des procédures et des limites de risque visant à harmoniser les activités avec notre intérêt à l'égard du risque;
- la production de rapports périodiques sur la gestion du risque pour établir et communiquer les niveaux de risque;
- un cadre de contrôle indépendant pour identifier et tester la conception et l'efficacité du fonctionnement de nos principaux contrôles;
- des simulations de crise afin d'évaluer les répercussions possibles des changements dans l'environnement de l'entreprise sur le capital, la situation de trésorerie et les résultats;
- la prise en compte proactive des options d'atténuation des risques afin d'optimiser les résultats;
- une surveillance grâce à nos comités axés sur les risques et à notre structure de gouvernance.

La responsabilité de la gestion des risques incombe à tous les employés de la CIBC. Les professionnels des unités d'exploitation et de la gestion du risque travaillent ensemble pour veiller à ce que les stratégies et les activités d'entreprise correspondent à notre intérêt à l'égard du risque. L'approche de la CIBC à l'égard de la gestion du risque à l'échelle de l'entreprise correspond au modèle à trois lignes de défense :

- i) En tant que première ligne de défense, les unités d'exploitation stratégique et les groupes fonctionnels de la CIBC sont responsables du recensement et de l'appréciation des risques inhérents à ses activités en fonction de l'intérêt à l'égard du risque de la CIBC, et d'en rendre compte. De plus, ils doivent établir et maintenir des contrôles pour atténuer ces risques. La première ligne de défense peut inclure des groupes de gouvernance relevant du secteur approprié pour faciliter les processus liés au cadre de contrôle et les autres processus relatifs aux risques. Les groupes de contrôle fournissent une expertise aux secteurs d'activité et peuvent également mettre en place et gérer des programmes et des activités de contrôle à l'échelle organisationnelle. En plus de collaborer avec les secteurs d'activité pour recenser et gérer les risques, les groupes de contrôle remettent en question les décisions et les stratégies d'atténuation à l'égard des risques.
- ii) La deuxième ligne de défense est indépendante de la première et fournit une vue d'ensemble des types de risques précis à l'échelle de la Banque, établit des lignes directrices et remet en question de façon efficace les activités liées aux risques et aux contrôles. La fonction Gestion du risque constitue la principale deuxième ligne de défense. Elle peut avoir recours ou se fier à l'expertise technique d'autres groupes (p. ex., des tiers ou des groupes de contrôle) pour mieux orienter ses évaluations indépendantes, s'il y a lieu.
- iii) En tant que troisième ligne de défense, la fonction Vérification interne de la CIBC fournit une assurance raisonnable à la haute direction et au Comité de vérification du conseil d'administration (conseil) quant à l'efficacité des pratiques de gouvernance, des processus de gestion du risque, et du contrôle interne de la CIBC dans le cadre de son plan de vérification axé sur les risques et conformément à son mandat, comme il est décrit dans la Charte de vérification interne.

Une culture de risque éprouvée et une communication fluide entre les trois lignes de défense constituent des éléments essentiels d'une gestion du risque efficace.

Nous exerçons une surveillance constante sur notre profil de risque en le comparant avec l'intérêt à l'égard du risque que nous avons établi et les limites connexes, et en prenant les mesures qui s'imposent pour maintenir un équilibre entre les risques courus et le rendement obtenu. Pour surveiller notre profil de risque, nous effectuons une analyse prospective de la sensibilité par rapport à des facteurs locaux et mondiaux du marché, à la conjoncture économique et au contexte géopolitique et réglementaire ayant une incidence sur notre profil de risque global.

La tenue de discussions et la production de rapports périodiques et clairs sur les risques par les comités de la haute direction facilitent la communication des risques et l'analyse des stratégies en gestion de risques à l'échelle de l'entreprise.

Principaux risques et nouveaux risques

Nous faisons le suivi des principaux risques et des nouveaux risques qui peuvent avoir une incidence sur nos résultats futurs, nous les examinons et nous prenons les mesures qui s'imposent pour réduire les risques éventuels. Nous procédons à des analyses approfondies, notamment par des simulations de crise de nos expositions aux risques, et nous informons le conseil sur une base régulière des nouveautés et des changements connexes. Les principaux risques et les nouveaux risques sont ceux qui pourraient avoir, à notre avis, une incidence négative qui est importante pour la CIBC. Se reporter aux pages 50 à 53 de notre Rapport annuel 2020 pour plus de précisions sur les principaux risques et nouveaux risques suivants :

- Risque de désintermédiation
- Lutte contre le blanchiment d'argent
- Réglementation bancaire aux États-Unis
- Risque lié à la technologie, à l'information et à la cybersécurité
- Risque lié aux tiers
- Risque lié au changement climatique
- Transactions d'entreprise

Le reste de la présente section décrit les principaux risques et les nouveaux risques qui ont été mis à jour pour tenir compte des faits nouveaux survenus depuis la publication de notre Rapport annuel 2020, ainsi que des faits nouveaux en matière de réglementation et de comptabilité qui sont importants pour la CIBC.

Pandémies

La pandémie de COVID-19 et les restrictions imposées par les gouvernements à l'échelle du globe pour en limiter l'incidence ont ébranlé, de manière imprévisible et sans précédent, l'économie mondiale, les marchés financiers, les chaînes d'approvisionnement et la productivité des entreprises, et ont restreint l'activité économique au Canada, aux États-Unis et dans d'autres régions où nous menons nos activités. Bien que les mesures mises en place pour ralentir la propagation de la maladie, comme le confinement, aient eu une incidence négative sur l'activité économique et nos prévisions à court terme, nos perspectives à moyen terme s'appuient sur l'hypothèse que le déploiement, au cours du printemps et de l'été, de programmes de vaccination de masse permettra de contrôler efficacement la propagation du virus, ainsi que celle des nouveaux variants.

Nous suivons étroitement l'évolution des répercussions de la pandémie de COVID-19. Nous ne savons toujours pas quelle sera la pleine incidence de la COVID-19 sur l'économie mondiale et les marchés financiers ainsi que sur nos activités, nos résultats d'exploitation, notre réputation et notre situation financière, y compris notre situation de fonds propres réglementaires et de liquidité et notre capacité à satisfaire aux diverses exigences, dont celles d'ordre réglementaire. L'incidence définitive dépendra de faits nouveaux hautement incertains, comme l'étendue, la gravité et la durée de la pandémie, ce qui comprend les conséquences persistantes de la vague en cours, les résurgences ultérieures de l'infection, y compris celles liées aux nouveaux variants, les mesures instaurées par les gouvernements, les autorités monétaires, les organismes de réglementation, les institutions financières et d'autres tiers en réponse aux vagues ultérieures, l'étendue des mesures de distanciation physique, ainsi que les fermetures d'entreprises et les restrictions sur les voyages décrétées par les gouvernements. Le déploiement des vaccins a créé une dynamique positive au début de 2021, même si cette dynamique sera vraisemblablement tempérée par l'accroissement du nombre de cas, surtout à l'étranger, la question de l'efficacité des vaccins contre les nouveaux variants et les autres restrictions imposées par les gouvernements, comme le resserrement des mesures de confinement et les restrictions de voyage et frontalières.

Une part importante de nos activités consiste à consentir du crédit ou autrement à fournir des ressources financières aux particuliers, aux entreprises, aux secteurs et aux gouvernements, lesquels ont vraisemblablement été malmenés par la pandémie, celle-ci pouvant miner leur capacité à respecter les dispositions initiales des prêts et, éventuellement, à rembourser leurs prêts. Bien que nos estimations des pertes de crédit attendues sur les prêts productifs tiennent compte de la probabilité et de l'étendue des défauts de paiement et de la dépréciation futurs, les résultats réels pourraient différer considérablement des estimations actuelles, compte tenu de l'incertitude rattachée à la COVID-19. Nous pourrions avoir à comptabiliser d'autres pertes de crédit, en plus de celles reflétées dans les pertes de crédit attendues du trimestre considéré, advenant que nos activités commerciales ne progressent pas en fonction de nos attentes en raison de la vague actuelle et d'autres vagues, ou advenant que le taux de chômage ne baisse pas en fonction de nos attentes et que les défauts de paiement des prêts des clients soient supérieurs à ceux attendus. L'efficacité des divers programmes gouvernementaux d'allègement à l'intention des particuliers et des entreprises ainsi que le calendrier d'achèvement des programmes de vaccination pourraient avoir des répercussions sur nos attentes. Dans la même optique, compte tenu de l'évolution de la conjoncture du marché et de l'économie, nous pourrions avoir à comptabiliser des pertes, des dépréciations ou des réductions dans les autres éléments du résultat global relativement à d'autres actifs au cours des périodes ultérieures.

Les produits nets d'intérêts sont fortement tributaires des taux d'intérêt du marché. La réduction des taux d'intérêt de la Banque du Canada et de la Réserve fédérale américaine en réponse à la COVID-19 a eu une incidence défavorable sur nos produits d'intérêts nets. L'incidence globale des taux d'intérêt affaiblis, ou potentiellement négatifs, est imprévisible et dépendra des prochaines mesures que mettront éventuellement en place la Banque du Canada et la Réserve fédérale américaine pour augmenter ou abaisser les taux d'intérêt en réponse à la COVID-19 et à d'autres facteurs.

Nous avons mis en place de nombreuses mesures pour soutenir nos clients en cette période difficile (se reporter à la section Programmes d'aide aux clients de la CIBC en réponse à la COVID-19 pour plus de précisions). Les gouvernements, les autorités monétaires, les organismes de réglementation et les institutions financières ont également mis en place des mesures pour soutenir l'économie, accroître les liquidités, atténuer le chômage, offrir une aide financière provisoire et un assouplissement des attentes réglementaires et mettre en œuvre d'autres mesures en vue d'atténuer ou de contrebalancer les répercussions économiques néfastes de la pandémie. Nous continuons de travailler avec les organismes de réglementation et les gouvernements des territoires où nous exerçons nos activités pour soutenir et aider nos clients devant s'inscrire aux programmes des gouvernements. La nature, l'étendue et la vitesse de mise en œuvre sans précédent des différentes mesures essentielles pour atténuer les contrecoups de la crise sur l'économie exposent la CIBC à des risques supplémentaires.

La possibilité que la maladie se répande chez nos clients et les membres de nos équipes constitue un risque d'entreprise et opérationnel supplémentaire. Nous continuons d'ajuster notre modèle opérationnel à la recrudescence des cas de COVID-19, et ce, en faisant de la sécurité des membres de notre équipe, tout particulièrement ceux qui travaillent en présentiel, notre priorité constante. Les modalités de travail à distance prévalent toujours dans la mesure du possible, notre stratégie de retour au bureau évoluant conformément aux directives des gouvernements et des autorités de santé publique.

Dans l'ensemble, la Banque s'est bien adaptée à la situation. Les mesures du risque opérationnel applicables font encore état d'un niveau acceptable, tandis que l'incidence de la pandémie sur le plan opérationnel demeure incertaine compte tenu de sa persistance. La résilience et la viabilité opérationnelles demeurent les aspects fondamentaux. Nous continuerons de surveiller notre position en matière de risque et les tendances pour assurer la gestion appropriée et opportune des risques opérationnels.

Advenant que la pandémie de COVID-19 se poursuive au-delà de nos prévisions ou que l'émergence d'autres variants se poursuive et entraîne des répercussions d'une nature similaire que les vaccins ne sont pas en mesure d'atténuer efficacement et en temps opportun, les répercussions néfastes sur l'économie pourraient s'aggraver davantage et se traduire par une volatilité exacerbée et par d'autres replis des marchés financiers. En outre, les conséquences de la pandémie sur l'environnement macroéconomique et sur les normes d'affaires et sociétales demeurent nébuleuses. Toute éventualité inattendue survenant dans les marchés financiers, le contexte réglementaire ou le comportement ou la confiance des consommateurs pourrait avoir une incidence défavorable à long terme sur nos activités, nos résultats d'exploitation, notre réputation et notre situation financière.

Prix des marchandises

Au cours de la dernière année, nous avons vu les prix du pétrole être l'objet d'une forte volatilité et atteindre des creux historiques du fait de l'offre excédentaire attribuable à une guerre des prix et à l'incidence sur la demande d'une activité mondiale réduite par la propagation de la pandémie de COVID-19. Dans les derniers mois, nous avons assisté à une reprise forte du prix du pétrole, le prix du pétrole brut West Texas Intermediate se négociant désormais au-dessus de 60 \$ le baril, ce qui reflète les attentes quant au retour de la croissance économique qui surviendra lorsque les programmes de vaccination iront bon train, ainsi que l'engagement des producteurs à limiter la production. Cependant, la volatilité des prix futurs demeure un sujet de préoccupation en raison de l'incertitude considérable qui demeure associée à la reprise qui aura lieu après la pandémie et à la coopération continue entre les pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et d'autres producteurs importants, comme l'Arabie

saoudite et la Russie. De plus, nous avons observé des disruptions attribuables à une attaque au rançongiciel du pipeline de pétrole le plus important des États-Unis, Colonial, qui a provoqué la fermeture temporaire des activités ainsi qu'à l'ordre du Michigan de fermer le pipeline Line 5 d'Enbridge; cependant, aucune incidence importante sur les prix n'a été observée à ce jour. Partout dans le monde et plus particulièrement aux États-Unis sous l'administration Biden, nous avons constaté récemment un intérêt accru pour les politiques relatives aux énergies vertes, des niveaux élevés de dépenses liées aux infrastructures ayant été proposés pour réduire les émissions de carbone, et un renouvellement de l'engagement en faveur des objectifs de l'Accord de Paris. Ces efforts, s'ils sont soutenus, auront probablement une incidence à long terme sur le secteur pétrolier. Nous continuons d'évaluer les clients de notre portefeuille de titres dans le secteur du pétrole et du gaz selon nos mesures de risque améliorées qui tiennent compte du contexte actuel. Les autres catégories de marchandises, notamment le minerai de fer, le bois d'œuvre, le cuivre et d'autres métaux de base ont tous atteint des sommets pluriannuels récemment en raison de la hausse de la demande en provenance d'Europe et de Chine, des annonces de vaste relance budgétaire aux États-Unis et de l'augmentation des investissements verts dans l'économie mondiale. Nous continuons à surveiller étroitement et prudemment notre exposition globale aux prix des marchandises.

Risque géopolitique

Le risque géopolitique s'intensifie à certains moments. Bien que l'incidence précise sur l'économie mondiale et sur les marchés du crédit et des capitaux mondiaux dépende de la nature de l'événement, tout événement majeur pourrait être en règle générale une source d'instabilité et de volatilité, ce qui occasionnerait l'élargissement des écarts de taux, une diminution de la valeur des actions, une ruée vers les devises refuges et l'augmentation des achats d'or. À court terme, la perturbation des marchés peut nuire au résultat net tiré de nos positions de risque de marché dans les activités de négociation et les activités autres que de négociation. Le risque géopolitique pourrait entraîner un ralentissement de la croissance économique et, de pair avec les répercussions possibles sur les prix des marchandises et la montée récente du protectionnisme, pourrait avoir des conséquences très graves sur les activités économiques et bancaires courantes. À l'heure actuelle, il existe plusieurs facteurs préoccupants :

- l'incertitude et les répercussions sur les marchés à l'échelle mondiale liées à la propagation de la COVID-19, dont les préoccupations liées à la vague d'infection actuelle et aux vagues subséquentes, ainsi que la hausse du nombre de cas dans d'autres pays, la propagation de variants préoccupants et les programmes de déploiement des vaccins;
- les enjeux commerciaux persistants et les relations tendues entre les États-Unis et la Chine;
- les tensions diplomatiques et le différend commercial entre le Canada et la Chine;
- les répercussions de la politique d'achat aux États-Unis (« Buy American »);
- les relations entre les États-Unis et l'Iran;
- l'escalade des tensions au Moyen-Orient;
- les troubles civils liés aux manifestations antigouvernementales à Hong Kong;
- les préoccupations à la suite de la conclusion de l'entente sur le Brexit.

Bien qu'il soit impossible de prédire quels pays connaîtront des conflits géopolitiques, nous surveillons étroitement les marchés et les régions actuellement ou récemment instables afin d'évaluer l'incidence de ces situations sur les marchés et les secteurs dans lesquels nous exerçons nos activités.

Endettement des consommateurs canadiens et marché du logement canadien

Les mesures réglementaires, dont la révision des lignes directrices sur la souscription de prêts hypothécaires (ligne directrice B-20) et la taxe sur les investissements étrangers, jumelées au contexte de chômage à la baisse antérieur, ont eu l'effet escompté, les ratios de la dette au revenu s'étant par la suite aplanis en 2018 et en 2019. Pour contrer les conséquences économiques de la pandémie de COVID-19, le gouvernement a instauré plusieurs programmes de soutien, la Banque du Canada a abaissé son taux d'intérêt et la CIBC a mis en place des mesures d'aide temporaires à l'égard de l'ensemble de ses produits de détail pour soutenir ses clients. Le marché du logement continue de s'apprécier en plein contexte d'incertitude économique et liée à l'emploi persistante. À l'heure actuelle, nous déterminons l'admissibilité des demandes de prêts hypothécaires à taux variable d'après le taux d'intérêt fixe de référence à cinq ans de la Banque du Canada, qui est habituellement plus élevé d'environ deux points de pourcentage par rapport au taux variable, conformément à la ligne directrice B-20. À compter du 1^{er} juin 2021, le BSIF et le ministère des Finances ont annoncé que le taux admissible minimal pour les prêts hypothécaires non assurés et assurés sera le taux le plus élevé entre le taux du contrat hypothécaire majoré de 2 %, ou 5,25 %, qui remplacera le taux d'intérêt fixe de référence de cinq ans publié par la Banque du Canada à titre de taux plancher. Nous avons mené des simulations statistiques de crise à l'échelle de l'entreprise supposant une baisse des prix des habitations afin de déterminer les pertes directes potentielles, et nous avons également mené des simulations de crise afin d'évaluer l'incidence d'une hausse du taux de chômage sur la capacité des emprunteurs à rembourser leurs prêts.

Transition liée à la réforme des taux interbancaires offerts

Les taux d'intérêt de référence, dont le taux interbancaire offert à Londres (LIBOR) et d'autres taux de référence, font l'objet d'une réforme et sont remplacés par de nouveaux taux sans risque largement fondés sur les marchés. La Financial Conduct Authority (FCA) du Royaume-Uni a initialement annoncé en juillet 2017 qu'elle n'obligerait pas les banques à soumettre des taux LIBOR après décembre 2021. En mars 2021, la FCA et le ICE Benchmark Administrator (IBA) ont annoncé les dates prévues pour l'abandon ou la perte de représentativité de divers taux LIBOR, notamment que certains taux LIBOR autres qu'en dollars américains cesseront d'être utilisés le 31 décembre 2021 et que la plupart des échéances pour les taux LIBOR en dollars américains seront abandonnées le 30 juin 2023. Étant donné que les taux interbancaires offerts sont utilisés pour un grand volume de dérivés, de prêts et d'instruments en espèces, la transition comporte un certain nombre de risques pour la CIBC et pour l'ensemble du secteur. Les risques liés à la transition comprennent le risque de marché (advenant l'apparition de nouveaux risques de base), le risque lié aux modèles, le risque opérationnel (à mesure que des processus sont modifiés ou que de nouveaux processus sont mis en œuvre), les risques juridiques (à mesure que les contrats sont révisés) et le risque lié au comportement (pour faire en sorte que les clients soient dûment avisés et qu'ils soient prêts). La CIBC a mis en place un programme complet à l'échelle de l'entreprise afin de gérer et coordonner tous les aspects liés à la transition, dont l'identification et l'atténuation des risques précités. Se reporter à la section Autres faits nouveaux en matière de réglementation pour plus de précisions.

Faits nouveaux en matière de réglementation

Pour plus de précisions sur les faits nouveaux en matière de réglementation, se reporter aux sections Gestion des fonds propres, Risque de crédit, Risque de liquidité et Questions relatives à la comptabilité et au contrôle.

Faits nouveaux en matière de comptabilité

Pour plus de précisions sur les faits nouveaux en matière de comptabilité, se reporter à la section Questions relatives à la comptabilité et au contrôle ainsi qu'à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires.

Risques découlant des activités commerciales

Le graphique ci-dessous présente nos activités commerciales et les mesures de risque correspondantes fondées sur l'APR, ainsi que les capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis au 30 avril 2021 :

	CIBC				Siège social et autres
Unités d'exploitation stratégique	Services bancaires personnels et PME, région du Canada	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis	Marchés des capitaux	
Activités commerciales	<ul style="list-style-type: none"> Dépôts Prêts hypothécaires à l'habitation Prêts personnels Cartes de crédit Prêts aux entreprises Assurance 	<ul style="list-style-type: none"> Groupe Entreprises Courtage de plein exercice Gestion d'actifs Gestion privée de patrimoine 	<ul style="list-style-type: none"> Groupe Entreprises Gestion d'actifs Gestion privée de patrimoine Services bancaires personnels et PME 	<ul style="list-style-type: none"> Produits de crédit Marchés CIBC, réseau mondial Services bancaires d'investissement Portefeuilles de placement Services financiers directs 	<ul style="list-style-type: none"> Services bancaires internationaux Portefeuilles de placement Coentreprises Groupes fonctionnels et de soutien (voir page 15)
Bilan	(en millions de dollars) Actif moyen 266 763 Dépôts moyens 185 733	(en millions de dollars) Actif moyen 67 969 Dépôts moyens 79 839	(en millions de dollars) Actif moyen 46 364 Dépôts moyens 40 718	(en millions de dollars) Actif moyen 250 627 Dépôts moyens 85 124	(en millions de dollars) Actif moyen 163 650 Dépôts moyens 195 196
APR	(en millions de dollars) Risque de crédit 50 160 Risque de marché - Risque opérationnel 11 568	(en millions de dollars) Risque de crédit 51 552 Risque de marché - Risque opérationnel 6 664	(en millions de dollars) Risque de crédit ¹ 44 260 Risque de marché 29 Risque opérationnel 3 541	(en millions de dollars) Risque de crédit ² 53 881 Risque de marché 7 543 Risque opérationnel 7 933	(en millions de dollars) Risque de crédit ³ 19 439 Risque de marché 365 Risque opérationnel 1 062
Capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis	(%) Proportion du total de la CIBC 17 Comprend : Risque de crédit 76 Risque de marché - Risque opérationnel 18 Autres risques ⁴ 6	(%) Proportion du total de la CIBC 18 Comprend : Risque de crédit 75 Risque de marché - Risque opérationnel 10 Autres risques ⁴ 15	(%) Proportion du total de la CIBC 24 Comprend : Risque de crédit 51 Risque de marché - Risque opérationnel 4 Autres risques ⁴ 45	(%) Proportion du total de la CIBC 18 Comprend : Risque de crédit 78 Risque de marché 10 Risque opérationnel 11 Autres risques ⁴ 1	(%) Proportion du total de la CIBC 23 Comprend : Risque de crédit 73 Risque de marché 2 Risque opérationnel 8 Autres risques ⁴ 17
Profil de risque	Nous sommes exposés au risque de crédit, au risque de marché, au risque de liquidité et au risque opérationnel, ainsi qu'à d'autres risques, comprenant notamment le risque stratégique, le risque d'assurance, le risque lié à la technologie, à l'information et à la cybersécurité, les risques juridiques et de réputation, les risques liés à la conformité réglementaire, de même que le risque environnemental et social.				

1) Comprend le risque de crédit de contrepartie de 118 M\$, comprenant les dérivés et les transactions assimilées à des mises en pension de titres.

2) Comprend le risque de crédit de contrepartie de 16 381 M\$, comprenant les dérivés et les transactions assimilées à des mises en pension de titres.

3) Comprend le risque de crédit de contrepartie de 126 M\$, comprenant les dérivés et les transactions assimilées à des mises en pension de titres.

4) Correspondent aux capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis liés aux déductions en capital, comme le goodwill et les immobilisations incorporelles, conformément à la ligne directrice Normes de fonds propres du BSIF.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte financière résultant du manquement d'un emprunteur ou d'une contrepartie à ses obligations conformément aux dispositions contractuelles.

Le risque de crédit découle des activités de prêts dans chacune de nos unités d'exploitation stratégique. Le risque de crédit provient également d'autres sources, notamment de nos activités de négociation, ce qui comprend nos dérivés de gré à gré, nos titres de créance et nos transactions assimilées à des mises en pension de titres. En plus des pertes en cas de défaut d'un emprunteur ou d'une contrepartie, des profits latents ou des pertes latentes peuvent survenir en raison des variations des écarts de taux de la contrepartie qui pourraient influencer sur la valeur comptable ou la juste valeur de nos actifs.

Expositions au risque de crédit

En millions de dollars, aux	30 avril 2021	31 oct. 2020
Portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements – approche fondée sur les notations internes avancée (approche NI avancée)		
Engagements utilisés	231 091 \$	248 265 \$
Engagements non utilisés	64 009	59 379
Transactions assimilées à des mises en pension de titres	221 772	202 809
Divers – hors bilan	78 971	75 399
Dérivés de gré à gré	17 521	18 850
Expositions en cas de défaillance (ECD) du portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements, montant brut	613 364	604 702
Moins : garanties détenues aux fins de transactions assimilées à des mises en pension de titres	204 935	187 832
ECD du portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements, montant net	408 429	416 870
Portefeuille de détail – approche NI avancée		
Engagements utilisés	279 121	265 097
Engagements non utilisés	92 093	87 294
Divers – hors bilan	335	306
ECD du portefeuille de détail, montant brut	371 549	352 697
Portefeuilles normalisés ¹	79 639	79 350
Expositions de titrisation – approche NI avancée	10 396	12 276
ECD, montant brut	1 074 948 \$	1 049 025 \$
ECD, montant net	870 013 \$	861 193 \$

1) Comprennent un montant de 69,0 G\$ lié aux prêts aux entreprises et aux gouvernements (69,7 G\$ au 31 octobre 2020), un montant de 5,9 G\$ lié aux portefeuilles de détail (6,2 G\$ au 31 octobre 2020) et un montant de 4,8 G\$ (3,5 G\$ au 31 octobre 2020) lié aux expositions de titrisation. Les prêts aux entreprises et aux gouvernements assujettis à l'approche standard comprennent un montant de 43,3 G\$ au titre de prêts aux entreprises (45,7 G\$ au 31 octobre 2020), un montant de 24,1 G\$ au titre de prêts aux entités souveraines (22,7 G\$ au 31 octobre 2020) et un montant de 1,6 G\$ au titre de prêts aux banques (1,3 G\$ au 31 octobre 2020).

Politique en matière d'allègement

Nous utilisons des techniques d'allègement pour gérer les relations avec nos clients et réduire les pertes sur créances en cas de défaut, de saisie ou de reprise de possession. Dans certains cas, nous devons peut-être modifier les modalités d'un emprunt pour des raisons découlant des difficultés financières d'un emprunteur, réduisant ainsi la possibilité de défaut. La restructuration de la dette totale est soumise à notre test courant de dépréciation trimestriel qui évalue, entre autres facteurs, les clauses restrictives ou les défauts de paiement. La dotation à la provision pour pertes sur créances est ajustée, le cas échéant.

En ce qui concerne les prêts de détail, les techniques d'allègement comprennent la capitalisation des intérêts, la révision de l'amortissement et la consolidation de dettes. Nous avons instauré des conditions d'admissibilité qui permettent à l'équipe de la Gestion des comptes de clients de formuler des mesures correctives qui conviennent et de proposer des solutions adaptées à la situation de chaque emprunteur.

Les solutions qui existent pour les entreprises clientes et les clients commerciaux dépendent de la situation de chaque client et sont offertes de façon circonspecte dans les cas où il a été établi que le client a ou risque d'avoir de la difficulté à s'acquitter de ses obligations. Les clauses restrictives permettent souvent de déceler des changements dans la situation financière du client avant que ne se concrétise un changement sur le plan de ses habitudes de remboursement, et prévoient généralement un droit pour la Banque de rajuster le taux d'intérêt ou d'accélérer le remboursement du prêt. Les solutions peuvent être temporaires ou peuvent faire intervenir d'autres options spéciales de gestion.

Programmes d'aide aux clients de la CIBC en réponse à la COVID-19

Nous nous sommes livrés diligemment à des activités de prêt pour appuyer les clients qui éprouvent des difficultés financières en raison de la pandémie de COVID-19. D'autres précisions sur les programmes d'aide aux clients que nous offrons figurent à la page 62 de notre Rapport annuel 2020 et à la note 6 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2020. Le nombre de clients s'étant prévalu de ces programmes de report des paiements a continué de baisser considérablement par rapport aux deuxième et troisième trimestres de 2020. Après l'échéance de leurs modalités de report de versements, la majorité de ces clients ont repris les versements réguliers de leurs prêts, un secteur relativement petit des comptes de clients ayant été radié. Au 30 avril 2021, l'encours des prêts bruts au titre desquels la CIBC a accordé le report des paiements était négligeable pour les prêts et les produits de détail au Canada et dans les Caraïbes (3,3 G\$ au 31 octobre 2020) et de 0,5 G\$ pour les prêts aux entreprises et aux gouvernements (2,5 G\$ au 31 octobre 2020), dont 0,1 G\$ au Canada et aux États-Unis (1,0 G\$ au 31 octobre 2020) et 0,4 G\$ dans les Caraïbes (1,5 G\$ au 31 octobre 2020). Outre les prêts auxquels des programmes de reports de paiement ont été accordés dans les Caraïbes, des prêts supplémentaires totalisant 0,64 G\$ devraient subir une restructuration à court terme.

Programmes de prêts du gouvernement en réponse à la COVID-19

En 2020, la CIBC a participé à un certain nombre de programmes de prêts du gouvernement du Canada, dont le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) et le Programme de crédit aux entreprises (PCE), qui ont été mis en place afin de favoriser l'accès au crédit et au financement pour les entreprises canadiennes qui ont des difficultés de flux de trésorerie opérationnels et de liquidités pendant la période de grande incertitude causée par la pandémie de COVID-19. En outre, le gouvernement fédéral américain a présenté un programme de prêts avec garantie gouvernementale et d'autres programmes de financement pour les petites et moyennes entreprises, dont le programme de protection des salaires aux États-Unis (Paycheck Protection Program ou PPP) en vertu de la loi intitulée *Coronavirus Aid, Relief, and Economic Security Act* (loi CARES). D'autres précisions sur les programmes figurent à la page 62 de notre Rapport annuel 2020 et à la note 2 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2020.

Le 26 janvier 2021, le gouvernement du Canada a instauré le PCSTT, qui est un nouveau programme de prêts garantis en totalité par la BDC accessible aux petites et moyennes entreprises les plus durement touchées par la pandémie. Les entreprises admissibles ont pu commencer à soumettre une demande le 1^{er} février 2021. Les prêts accordés par la CIBC aux termes du PCSTT seront comptabilisés dans notre bilan consolidé lorsqu'ils auront été financés.

Au 30 avril 2021, des prêts de 4,4 G\$ (2,9 G\$ au 31 octobre 2020) avaient été accordés à nos clients dans le cadre du programme du CUEC et étaient comptabilisés hors bilan. En outre, l'encours des prêts financés aux termes du PCE et du PCSTT figurant au bilan consolidé intermédiaire s'établissait à 0,2 G\$ (0,2 G\$ au 31 octobre 2020), tandis que l'encours des prêts accordés dans le cadre du PPP aux États-Unis se chiffrait à 1,8 G\$ US (1,9 G\$ US au 31 octobre 2020).

Prêts personnels garantis par des biens immobiliers

Le portefeuille de prêts personnels garantis par des biens immobiliers comprend des prêts hypothécaires à l'habitation, des prêts personnels et des marges garanties par des biens immobiliers résidentiels. Ce portefeuille ne présente qu'un faible risque, car nous détenons un privilège de premier rang sur la plupart des biens immobiliers et un privilège de deuxième rang sur une petite partie du portefeuille. Nous utilisons les mêmes critères de prêt pour approuver les prêts, qu'ils soient assortis d'un privilège de premier rang ou de deuxième rang.

Le tableau suivant présente le détail de nos portefeuilles de prêts hypothécaires à l'habitation et de marges de crédit hypothécaires :

En milliards de dollars, au 30 avril 2021	Prêts hypothécaires à l'habitation ¹				Marges de crédit hypothécaires ²		Total			
	Assurés		Non assurés		Non assurées		Assurés		Non assurés	
Ontario ³	27,5 \$	23 %	93,0 \$	77 %	10,0 \$	100 %	27,5 \$	21 %	103,0 \$	79 %
Colombie-Britannique et territoires ⁴	9,5	21	36,4	79	3,9	100	9,5	19	40,3	81
Alberta	13,3	51	12,8	49	2,2	100	13,3	47	15,0	53
Québec	5,8	34	11,5	66	1,2	100	5,8	31	12,7	69
Provinces des Prairies / du Centre	3,6	48	3,9	52	0,6	100	3,6	44	4,5	56
Provinces de l'Atlantique	3,9	46	4,6	54	0,7	100	3,9	42	5,3	58
Portefeuille canadien ^{5, 6}	63,6	28	162,2	72	18,6	100	63,6	26	180,8	74
Portefeuille américain ⁵	-	-	1,9	100	-	-	-	-	1,9	100
Autre portefeuille international ⁵	-	-	2,3	100	-	-	-	-	2,3	100
Total des portefeuilles	63,6 \$	28 %	166,4 \$	72 %	18,6 \$	100 %	63,6 \$	26 %	185,0 \$	74 %
31 octobre 2020	67,0 \$	31 %	149,0 \$	69 %	19,6 \$	100 %	67,0 \$	28 %	168,6 \$	72 %

1) Les soldes reflètent la valeur du capital.

2) Nous n'avions aucune marge de crédit hypothécaire assurée au 30 avril 2021 et au 31 octobre 2020.

3) Comprend un montant de 12,8 G\$ (13,8 G\$ au 31 octobre 2020) de prêts hypothécaires à l'habitation assurés, un montant de 59,8 G\$ (53,4 G\$ au 31 octobre 2020) de prêts hypothécaires à l'habitation non assurés et un montant de 5,8 G\$ (6,1 G\$ au 31 octobre 2020) de marges de crédit hypothécaires de la région du Grand Toronto.

4) Comprend un montant de 4,2 G\$ (4,5 G\$ au 31 octobre 2020) de prêts hypothécaires à l'habitation assurés, un montant de 25,2 G\$ (22,9 G\$ au 31 octobre 2020) de prêts hypothécaires à l'habitation non assurés et un montant de 2,4 G\$ (2,5 G\$ au 31 octobre 2020) de marges de crédit hypothécaires de la région du Grand Vancouver.

5) L'emplacement géographique est fondé sur l'adresse du bien immobilier.

6) Une tranche de 67 % (71 % au 31 octobre 2020) des prêts hypothécaires à l'habitation canadiens sont assurés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) et le solde, par deux assureurs canadiens du secteur privé, tous les deux notés au moins AA (faible) par DBRS Limited (DBRS).

Le tableau suivant présente les ratios prêt-garantie¹ moyens pour nos prêts hypothécaires à l'habitation et nos marges de crédit hypothécaires non assurés qui ont été montés et acquis au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2021.

	Pour les trois mois clos les						Pour les six mois clos les			
	30 avr. 2021		31 janv. 2021		30 avr. 2020		30 avr. 2021		30 avr. 2020	
	Prêts hypothécaires à l'habitation	Marges de crédit hypothécaires	Prêts hypothécaires à l'habitation	Marges de crédit hypothécaires	Prêts hypothécaires à l'habitation	Marges de crédit hypothécaires	Prêts hypothécaires à l'habitation	Marges de crédit hypothécaires	Prêts hypothécaires à l'habitation	Marges de crédit hypothécaires
Ontario ²	63 %	68 %	63 %	68 %	64 %	67 %	63 %	68 %	63 %	67 %
Colombie-Britannique et territoires ³	60	66	59	66	60	64	60	66	60	64
Alberta	68	74	66	73	69	73	67	73	69	72
Québec	68	73	68	74	68	73	68	73	68	72
Provinces des Prairies / du Centre	68	75	68	75	69	74	68	75	69	74
Provinces de l'Atlantique	70	75	68	75	72	75	69	75	72	74
Portefeuille canadien ⁴	63 %	69 %	63 %	69 %	64 %	68 %	63 %	69 %	64 %	68 %
Portefeuille américain ⁴	64 %	71 %	63 %	63 %	67 %	68 %	62 %	67 %	66 %	65 %
Autre portefeuille international ⁴	76 %	négl.	76 %	négl.	73 %	négl.	76 %	négl.	71 %	négl.

1) Les ratios prêt-garantie pour les prêts hypothécaires à l'habitation et les marges de crédit hypothécaires montés depuis peu sont calculés en fonction de la moyenne pondérée.

2) Les ratios prêt-garantie moyens pour les prêts hypothécaires à l'habitation non assurés de la région du Grand Toronto qui ont été montés au cours du trimestre se sont établis à 63 % (63 % au 31 janvier 2021 et 62 % au 30 avril 2020) et à 63 % (61 % au 30 avril 2020) au cours du semestre clos le 30 avril 2021.

3) Les ratios prêt-garantie moyens pour les prêts hypothécaires à l'habitation non assurés de la région du Grand Vancouver qui ont été montés au cours du trimestre se sont établis à 58 % (57 % au 31 janvier 2021 et 58 % au 30 avril 2020) et à 58 % (57 % au 30 avril 2020) au cours du semestre clos le 30 avril 2021.

4) L'emplacement géographique est fondé sur l'adresse du bien immobilier.

négl. Négligeable.

Le tableau suivant présente les ratios prêt-garantie moyens pour l'ensemble du portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation au Canada :

	Assurés	Non assurés
30 avril 2021 ^{1, 2}	54 %	51 %
31 octobre 2020 ^{1, 2}	55 %	52 %

- 1) Les ratios prêt-garantie pour les prêts hypothécaires à l'habitation sont calculés en fonction de la moyenne pondérée. Les estimations du prix des maisons pour le 30 avril 2021 et le 31 octobre 2020 sont fondées sur les indices liés aux régions de tri d'acheminement tirés de l'indice composé de Prix de Maison Teranet canadien – Banque Nationale (Teranet) respectivement au 31 mars 2021 et au 30 septembre 2020. L'indice Teranet constitue une estimation indépendante du taux de changement dans les prix des maisons au Canada.
- 2) Le ratio prêt-garantie moyen pour notre portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation non assurés de la région du Grand Toronto s'est élevé à 49 % (48 % au 31 octobre 2020). Le ratio prêt-garantie moyen pour notre portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation non assurés de la région du Grand Vancouver s'est élevé à 47 % (46 % au 31 octobre 2020).

Les tableaux ci-après résument le profil des périodes d'amortissement restantes concernant l'ensemble de nos prêts hypothécaires à l'habitation canadiens, américains et internationaux. Le premier tableau comprend les périodes d'amortissement restantes en fonction des paiements contractuels minimums, et le deuxième tableau présente les périodes d'amortissement restantes en fonction des paiements réels des clients, qui comprennent les paiements d'un autre montant que le montant contractuel minimum ou dont la fréquence est différente.

En fonction des paiements contractuels

	Moins de 5 ans	De 5 ans à 10 ans	De 10 ans à 15 ans	De 15 ans à 20 ans	De 20 ans à 25 ans	De 25 ans à 30 ans	De 30 ans à 35 ans	35 ans et plus
Portefeuille canadien								
30 avril 2021	- %	- %	2 %	7 %	56 %	35 %	- %	- %
31 octobre 2020	- %	1 %	2 %	7 %	54 %	36 %	- %	- %
Portefeuille américain								
30 avril 2021	- %	1 %	1 %	1 %	9 %	88 %	- %	- %
31 octobre 2020	- %	1 %	1 %	1 %	8 %	89 %	- %	- %
Autre portefeuille international								
30 avril 2021	14 %	15 %	23 %	23 %	18 %	8 %	- %	- %
31 octobre 2020	11 %	15 %	23 %	23 %	18 %	10 %	- %	- %

En fonction des paiements réels des clients

	Moins de 5 ans	De 5 ans à 10 ans	De 10 ans à 15 ans	De 15 ans à 20 ans	De 20 ans à 25 ans	De 25 ans à 30 ans	De 30 ans à 35 ans	35 ans et plus
Portefeuille canadien								
30 avril 2021	1 %	4 %	7 %	18 %	44 %	26 %	- %	- %
31 octobre 2020	2 %	4 %	7 %	18 %	44 %	25 %	- %	- %
Portefeuille américain								
30 avril 2021	1 %	3 %	7 %	10 %	9 %	70 %	- %	- %
31 octobre 2020	2 %	3 %	7 %	10 %	10 %	68 %	- %	- %
Autre portefeuille international								
30 avril 2021	7 %	13 %	22 %	23 %	19 %	15 %	2 %	- %
31 octobre 2020	7 %	13 %	22 %	23 %	19 %	14 %	2 %	- %

Nous avons deux types de risques liés aux copropriétés au Canada : les prêts hypothécaires et les prêts octroyés aux promoteurs. Les deux visent principalement les régions de Toronto et de Vancouver. Au 30 avril 2021, nos prêts hypothécaires liés aux copropriétés au Canada s'élevaient à 31,4 G\$ (28,1 G\$ au 31 octobre 2020), et une tranche de 28 % (31 % au 31 octobre 2020) était assurée. Le montant utilisé des prêts que nous avons octroyés aux promoteurs s'établissait à 1,4 G\$ (1,4 G\$ au 31 octobre 2020) ou 1,0 % (1,0 % au 31 octobre 2020) de notre portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements, et les engagements non utilisés connexes s'élevaient à 4,5 G\$ (4,5 G\$ au 31 octobre 2020). Le risque lié aux promoteurs de copropriétés est réparti entre 104 projets.

Nous soumettons nos portefeuilles de prêts hypothécaires et de marges de crédit hypothécaires à des simulations de crise afin d'évaluer l'incidence possible d'événements économiques variés. Nos simulations de crise peuvent faire appel à différentes variables, telles que le taux de chômage, le ratio du service de la dette et les variations des prix des logements, afin d'établir des modèles de résultats possibles dans des circonstances précises. Ces simulations font intervenir des variables qui pourraient se comporter différemment selon les situations. Les variables économiques utilisées pour nos principales simulations se situent dans des fourchettes, soit semblables à celles liées à des événements historiques s'étant déroulés lorsque le Canada a connu une récession, soit plus prudentes que celles-ci. Nos résultats démontrent qu'en période de récession, notre solide situation de fonds propres devrait suffire pour absorber les pertes liées aux prêts hypothécaires et aux marges de crédit hypothécaires.

Le 20 mai 2021, le BSIF et le ministère des Finances ont annoncé qu'à compter du 1^{er} juin 2021, le taux admissible minimal pour les prêts hypothécaires non assurés et assurés sera le taux le plus élevé entre le taux du contrat hypothécaire majoré de 2 %, ou 5,25 %, comme taux plancher minimal. Le taux de 5,25 % remplace le taux d'intérêt de référence des prêts hypothécaires de cinq ans publié par la Banque du Canada qui est actuellement appliqué et le BSIF ainsi que le ministère des Finances le réviseront au moins une fois par an pour s'assurer qu'il reste approprié dans l'environnement de risque.

Risque de crédit lié aux activités de négociation

Nous nous exposons à un risque de crédit lié aux activités de négociation (auss appelé risque de crédit de contrepartie) qui découle de nos activités liées aux dérivés de gré à gré et de nos transactions assimilées à des mises en pension de titres. La nature de nos expositions aux dérivés et la façon dont nous les réduisons sont décrites à la note 13 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2020. Les transactions assimilées à des mises en pension de titres se composent de nos valeurs mobilières acquises ou vendues en vertu de mises en pension de titres, de même que de nos activités d'emprunt de valeurs et de prêts de valeurs.

Le tableau ci-après fait état de la notation des créances évaluées à la valeur de marché liée à des dérivés de gré à gré :

En milliards de dollars, aux	30 avr. 2021		31 oct. 2020 ¹	
	Expositions ²			
De première qualité	8,67 \$	77,0 %	7,45 \$	74,8 %
De qualité inférieure	2,48	22,0	2,40	24,1
Liste de surveillance	0,10	0,9	0,10	1,0
Défaut	0,01	0,1	0,01	0,1
	11,26 \$	100,0 %	9,96 \$	100,0 %

1) Retraités par rapport aux montants présentés précédemment.

2) Évaluation à la valeur de marché des contrats de dérivés de gré à gré, compte tenu des accords généraux de compensation, mais compte non tenu des garanties.

Prêts douteux

Le tableau ci-après présente le détail des prêts douteux et de la provision pour pertes sur créances :

En millions de dollars	30 avr. 2021						31 janv. 2021			30 avr. 2020									
	Prêts aux entreprises et aux gouvernements		Prêts à la consommation		Total		Prêts aux entreprises et aux gouvernements		Prêts à la consommation		Total		Prêts aux entreprises et aux gouvernements		Prêts à la consommation		Total		
Prêts douteux bruts																			
Solde au début de la période	1 476 \$	979 \$	2 455 \$	1 359 \$	990 \$	2 349 \$	907 \$	995 \$	1 902 \$	1 359 \$	990 \$	2 349 \$	911 \$	955 \$	1 866 \$				
Classement dans les prêts douteux au cours de la période	192	534	726	407	433	840	316	558	874	599	967	1 566	460	1 083	1 543				
Transfert dans les prêts productifs au cours de la période	(33)	(152)	(185)	(68)	(201)	(269)	(10)	(94)	(104)	(101)	(353)	(454)	(20)	(199)	(219)				
Remboursements nets	(118)	(159)	(277)	(126)	(84)	(210)	(79)	(155)	(234)	(244)	(243)	(487)	(179)	(307)	(486)				
Montants radiés	(66)	(250)	(316)	(70)	(150)	(220)	(16)	(228)	(244)	(136)	(400)	(536)	(56)	(457)	(513)				
Recouvrements de prêts et avances auparavant radiés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
Cessions de prêts	(31)	-	(31)	-	-	-	-	-	-	(31)	-	(31)	-	-	-				
Prêts douteux acquis	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
Change et autres	(29)	(9)	(38)	(26)	(9)	(35)	26	12	38	(55)	(18)	(73)	28	13	41				
Solde à la fin de la période	1 391 \$	943 \$	2 334 \$	1 476 \$	979 \$	2 455 \$	1 144 \$	1 088 \$	2 232 \$	1 391 \$	943 \$	2 334 \$	1 144 \$	1 088 \$	2 232 \$				
Provision pour pertes sur créances – prêts douteux																			
Solde au début de la période	686 \$	266 \$	952 \$	650 \$	264 \$	914 \$	391 \$	267 \$	658 \$	650 \$	264 \$	914 \$	376 \$	268 \$	644 \$				
Montants radiés ¹	(66)	(250)	(316)	(70)	(150)	(220)	(16)	(228)	(244)	(136)	(400)	(536)	(56)	(457)	(513)				
Recouvrements de montants radiés au cours de périodes antérieures	5	50	55	3	45	48	3	42	45	8	95	103	6	91	97				
Montant passé en charges au compte de résultat ²	15	231	246	121	117	238	134	209	343	136	348	484	192	395	587				
Intérêts courus sur prêts douteux	(5)	(6)	(11)	(6)	(5)	(11)	(3)	(6)	(9)	(11)	(11)	(22)	(8)	(12)	(20)				
Change et autres	(15)	(5)	(20)	(12)	(5)	(17)	10	4	14	(27)	(10)	(37)	9	3	12				
Solde à la fin de la période	620 \$	286 \$	906 \$	686 \$	266 \$	952 \$	519 \$	288 \$	807 \$	620 \$	286 \$	906 \$	519 \$	288 \$	807 \$				
Prêts douteux nets³																			
Solde au début de la période	790 \$	713 \$	1 503 \$	709 \$	726 \$	1 435 \$	516 \$	728 \$	1 244 \$	709 \$	726 \$	1 435 \$	535 \$	687 \$	1 222 \$				
Variation nette des prêts douteux bruts	(85)	(36)	(121)	117	(11)	106	237	93	330	32	(47)	(15)	233	133	366				
Variation nette de la provision	66	(20)	46	(36)	(2)	(38)	(128)	(21)	(149)	30	(22)	8	(143)	(20)	(163)				
Solde à la fin de la période	771 \$	657 \$	1 428 \$	790 \$	713 \$	1 503 \$	625 \$	800 \$	1 425 \$	771 \$	657 \$	1 428 \$	625 \$	800 \$	1 425 \$				
Prêts douteux nets en pourcentage des prêts et des acceptations nets	0,33 %			0,36 %			0,34 %			0,33 %			0,34 %						

1) Comprendent le montant de la provision pour pertes sur prêts douteux qui est radié à la cession de prêts.

2) Compte non tenu de la dotation à la provision pour pertes sur créances liées aux facilités de crédit inutilisées et aux autres expositions hors bilan considérées douteuses.

3) Les prêts douteux nets correspondent aux prêts douteux bruts, nets de la provision pour pertes sur créances de troisième stade.

Prêts douteux bruts

Au 30 avril 2021, les prêts douteux bruts s'élevaient à 2 334 M\$, soit une hausse de 102 M\$ comparativement à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison surtout des augmentations enregistrées dans les secteurs de l'immobilier et de la construction et des services publics, en partie contrebalancées par une baisse dans le portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation au Canada et l'incidence de l'écart de change.

Les prêts douteux bruts ont diminué de 121 M\$ comparativement à ceux du trimestre précédent, en raison surtout des diminutions enregistrées dans les secteurs de l'immobilier et de la construction, et du pétrole et du gaz, de l'incidence de l'écart de change et d'une diminution dans le portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation et le secteur des services de détail et de gros, en partie contrebalancées par des hausses dans les secteurs des institutions financières et des services publics.

Une tranche de 58 % des prêts douteux bruts se rapportait au Canada, dont la majorité était liée aux portefeuilles de prêts hypothécaires à l'habitation et de prêts personnels, aux secteurs du commerce de détail et de gros et des services publics.

Une tranche de 28 % des prêts douteux bruts était liée aux États-Unis, dont la majorité dans les secteurs de l'immobilier et de la construction, du pétrole et du gaz et des institutions financières.

Les prêts douteux bruts restants se rapportaient à CIBC FirstCaribbean, dont la majorité était liée aux portefeuilles de prêts hypothécaires à l'habitation et de prêts personnels, ainsi qu'au secteur de l'immobilier et de la construction.

Provision pour pertes sur créances – prêts douteux

La provision pour pertes sur prêts douteux s'est élevée à 906 M\$, soit une hausse de 99 M\$ comparativement à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison surtout des augmentations enregistrées dans les secteurs des services publics, de l'immobilier et de la construction et du commerce de détail et de gros, en partie contrebalancées par une baisse attribuable à l'écart de change.

La provision pour pertes sur prêts douteux a diminué de 46 M\$ comparativement à celle du trimestre précédent, en raison surtout des diminutions enregistrées dans les secteurs du pétrole et du gaz et de l'immobilier et de la construction, et de l'incidence de l'écart de change, en partie contrebalancées par une hausse dans le portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation au Canada.

Prêts en souffrance aux termes du contrat, mais non douteux

Ces éléments comprennent les prêts dont les remboursements de principal ou les versements d'intérêts sont en souffrance aux termes du contrat. Le tableau suivant présente une analyse chronologique des prêts en souffrance aux termes du contrat. La plupart des prêts aux entreprises et aux gouvernements notés en fonction du risque qui étaient en souffrance aux termes du contrat au moment où des allègements ont été fournis dans le cadre de programmes de report de paiement ont été présentés dans la catégorie du classement chronologique qui s'appliquait lorsque les reports ont été accordés pendant la période de report. Les autres prêts aux entreprises et aux gouvernements, prêts sur cartes de crédit, prêts personnels et prêts hypothécaires à l'habitation qui ont fait l'objet d'un programme de report de paiement ont en général été présentés dans la catégorie chronologique qui s'appliquait au 31 mars 2020 pendant la période de report, ce qui correspond approximativement au moment où la majorité des reports de paiements ont été accordés. Le classement chronologique des prêts qui ne sont plus assujettis à un programme de report de paiement donné se poursuit habituellement en fonction du statut accordé à ceux-ci à l'inscription au programme dans la mesure où un paiement n'a pas été effectué.

En millions de dollars, aux	30 avr. 2021			31 oct. 2020 ¹
	De 31 jours à 90 jours	Plus de 90 jours	Total	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation	672 \$	- \$	672 \$	1 152 \$
Prêts personnels	159	-	159	222
Cartes de crédit	125	78	203	321
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	301	-	301	281
	1 257 \$	78 \$	1 335 \$	1 976 \$

1) Compte non tenu des prêts qui étaient en souffrance depuis moins de 30 jours, car ces prêts ne sont en général pas représentatifs de la capacité de remboursement des emprunteurs.

Expositions à certains pays et à certaines régions

Europe

Le tableau suivant présente nos expositions à des pays d'Europe, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la zone euro.

Nos expositions directes présentées dans les tableaux ci-après se composent : A) des expositions capitalisées – les prêts au bilan (présentés au coût amorti, compte non tenu de la provision pour pertes sur créances de troisième stade, le cas échéant), les dépôts auprès d'autres banques (présentés au coût amorti, compte non tenu de la provision pour pertes sur créances de troisième stade, le cas échéant) et les valeurs mobilières (présentées à leur valeur comptable); B) des expositions non capitalisées – les engagements de crédit inutilisés, les lettres de crédit et cautionnements (présentés au montant notionnel, compte non tenu de la provision pour pertes sur créances de troisième stade, le cas échéant); et C) des créances réévaluées à la valeur de marché liées à des dérivés (présentées à leur juste valeur) et des transactions assimilées à des mises en pension de titres (présentées à leur juste valeur).

Du total de nos expositions directes européennes, environ 39 % (43 % au 31 janvier 2021) correspondent à des entités dans des pays assortis d'une note Aaa/AAA auprès d'au moins Moody's Investors Service, Inc. (Moody's) ou Standard & Poor's (S&P).

Le tableau ci-après présente un sommaire de nos positions dans ce segment :

En millions de dollars, au 30 avril 2021	Expositions directes											Total de l'exposition directe (A)+(B)+(C)
	Capitalisées				Non capitalisées			Créances réévaluées à la valeur de marché liées à des dérivés et transactions assimilées à des mises en pension de titres ¹				
	Prêts aux entreprises	Prêts aux entités souveraines	Prêts aux banques	Total des expositions capitalisées (A)	Prêts aux entreprises	Prêts aux banques	Total des expositions non capitalisées (B)	Prêts aux entreprises	Prêts aux entités souveraines	Prêts aux banques	Expositions nettes (C)	
Autriche	-	529	57	586	-	4	4	-	-	-	-	590
Finlande	51	1	406	458	119	6	125	-	-	-	-	583
France	19	42	80	141	357	52	409	-	3	38	41	591
Allemagne	451	1 267	228	1 946	180	106	286	48	-	36	84	2 316
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande	226	-	101	327	42	-	42	10	-	230	240	609
Luxembourg	135	-	2 266	2 401	86	45	131	3	26	40	69	2 601
Pays-Bas	297	485	186	968	400	241	641	32	-	3	35	1 644
Norvège	205	332	89	626	596	-	596	-	3	-	3	1 225
Espagne	93	-	8	101	8	27	35	-	-	-	-	136
Suède	383	900	145	1 428	160	-	160	18	-	4	22	1 610
Suisse	99	-	9	108	162	-	162	4	-	94	98	368
Royaume-Uni	2 637	1 881	1 545	6 063	3 163	310	3 473	508	9	620	1 137	10 673
Autres pays d'Europe	62	63	62	187	12	92	104	1 995	-	6	2 001	2 292
Total pour l'Europe	4 658 \$	5 500 \$	5 182 \$	15 340 \$	5 285 \$	883 \$	6 168 \$	2 618 \$	41 \$	1 071 \$	3 730 \$	25 238 \$
31 octobre 2020	4 275 \$	3 598 \$	5 157 \$	13 030 \$	5 063 \$	968 \$	6 031 \$	788 \$	92 \$	835 \$	1 715 \$	20 776 \$

1) Les montants sont présentés nets des REC et des garanties. La garantie offerte à l'égard des créances réévaluées à la valeur de marché liées à des dérivés s'établissait à 1,6 G\$ (1,8 G\$ au 31 octobre 2020), et la garantie offerte à l'égard des transactions assimilées à des mises en pension de titres s'élevait à 33,3 G\$ (30,3 G\$ au 31 octobre 2020), les deux garanties comprenant des liquidités et des titres de créance de qualité supérieure.

Nous avons des expositions indirectes à des entités européennes de 2 024 M\$ (1 953 M\$ au 31 janvier 2021) puisque nous avons reçu, de la part de contreparties qui ne sont pas établies en Europe, des titres de créance et des titres de participation émis par des entités européennes à titre de garanties aux termes de nos transactions de dérivés et de nos activités d'emprunts de valeurs et de prêts de valeurs.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque de perte financière dans nos portefeuilles de négociation et nos portefeuilles autres que de négociation attribuable aux fluctuations défavorables de facteurs sous-jacents du marché, dont les taux d'intérêt, les taux de change, le cours des actions, le prix des marchandises, les écarts de taux et le comportement des clients à l'égard des produits de détail. Il découle des activités de négociation et de trésorerie de la CIBC et englobe toutes les activités de positionnement sur le marché et les activités de tenue de marché.

Le portefeuille de négociation s'entend des positions sur instruments financiers et marchandises détenues dans le but de répondre aux besoins à court terme de nos clients.

Les portefeuilles autres que de négociation comprennent des positions détenues dans diverses devises qui ont trait à la gestion de l'actif et du passif et aux activités de placement.

Mesure de risque

Le tableau suivant présente les soldes du bilan consolidé intermédiaire qui sont exposés au risque de marché. Certains écarts entre le classement comptable et le classement fondé sur les risques sont expliqués en détail dans les notes de bas de tableau ci-après :

En millions de dollars, aux	30 avr. 2021				31 oct. 2020				Risque autre que de négociation – principale sensibilité aux risques
	Exposés au risque de marché ¹				Exposés au risque de marché ¹				
	Bilan consolidé	Activités de négociation	Activités autres que de négociation	Non exposés au risque de marché	Bilan consolidé	Activités de négociation	Activités autres que de négociation	Non exposés au risque de marché	
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	26 924 \$	-	2 660 \$	24 264 \$	43 531 \$	-	2 445 \$	41 086 \$	de change
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	20 273	134	20 139	-	18 987	75	18 912	-	de taux d'intérêt de taux d'intérêt, lié aux actions
Valeurs mobilières	155 122	55 822	99 300	-	149 046	45 825	103 221	-	
Garantie au comptant au titre de valeurs empruntées	11 573	-	11 573	-	8 547	-	8 547	-	de taux d'intérêt
Valeurs acquises en vertu de prises en pension de titres	63 106	-	63 106	-	65 595	-	65 595	-	de taux d'intérêt
Prêts									
Prêts hypothécaires à l'habitation	234 747	-	234 747	-	221 165	-	221 165	-	de taux d'intérêt
Prêts personnels	42 371	-	42 371	-	42 222	-	42 222	-	de taux d'intérêt
Cartes de crédit	10 633	-	10 633	-	11 389	-	11 389	-	de taux d'intérêt
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	136 567	22 086 ²	114 481	-	135 546	22 643 ²	112 903	-	de taux d'intérêt
Provision pour pertes sur créances	(3 200)	-	(3 200)	-	(3 540)	-	(3 540)	-	de taux d'intérêt
Dérivés	35 313	33 214	2 099	-	32 730	31 244	1 486	-	de taux d'intérêt, de change
Engagements de clients en vertu d'acceptations	11 002	-	11 002	-	9 606	-	9 606	-	de taux d'intérêt
Autres actifs	38 447	4 056	24 225	10 166	34 727	3 364	20 613	10 750	de taux d'intérêt, lié aux actions, de change
	782 878 \$	115 312 \$	633 136 \$	34 430 \$	769 551 \$	103 151 \$	614 564 \$	51 836 \$	
Dépôts	576 563 \$	567 ³	508 396 \$	67 600 \$	570 740 \$	484 ³	510 788 \$	59 468 \$	de taux d'intérêt
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	20 269	18 803	1 466	-	15 963	13 795	2 168	-	de taux d'intérêt
Garanties au comptant au titre de valeurs prêtées	3 205	-	3 205	-	1 824	-	1 824	-	de taux d'intérêt
Engagements liés à des valeurs vendues en vertu de mises en pension de titres	66 120	-	66 120	-	71 653	-	71 653	-	de taux d'intérêt
Dérivés	34 121	32 819	1 302	-	30 508	29 436	1 072	-	de taux d'intérêt, de change
Acceptations	11 071	-	11 071	-	9 649	-	9 649	-	de taux d'intérêt
Autres passifs	23 196	1 947	11 851	9 398	22 167	2 386	10 926	8 855	de taux d'intérêt
Titres secondaires	5 653	-	5 653	-	5 712	-	5 712	-	de taux d'intérêt
	740 198 \$	54 136 \$	609 064 \$	76 998 \$	728 216 \$	46 101 \$	613 792 \$	68 323 \$	

1) Les REF sont exclus des activités de négociation aux fins du calcul des fonds propres réglementaires, les dérivés de couverture connexes liés aux REF étant également exclus du calcul.

2) Exclut des prêts de 241 M\$ (291 M\$ au 31 octobre 2020) qui sont entreposés à des fins de titrisation future. Ces éléments sont considérés comme des activités autres que de négociation aux fins du risque de marché.

3) Comprend des dépôts désignés à la juste valeur qui sont considérés comme des activités de négociation aux fins du risque de marché.

Activités de négociation

Nous détenons des positions dans des contrats financiers négociés en vue de répondre aux besoins de nos clients en matière de gestion du risque et de placement. Les produits de négociation (produits nets d'intérêts et produits autres que d'intérêts) proviennent de ces transactions. Les instruments de négociation sont comptabilisés à leur juste valeur et comprennent des titres de créance, des titres de participation et des dérivés de taux d'intérêt, de taux de change, d'actions, de marchandises et de crédit.

Valeur à risque

Notre méthode de la valeur à risque (VAR) est une technique statistique qui permet de mesurer la perte envisageable en un jour selon un degré de confiance de 99 %. Nous utilisons une méthode de réévaluation totale au moyen d'une simulation historique pour calculer la VAR, la VAR en situation de crise et d'autres mesures de risque.

Les trois tableaux ci-après présentent la VAR, la VAR en situation de crise et les exigences supplémentaires liées aux risques selon la catégorie de risque pour nos activités de négociation en fonction d'une approche fondée sur des modèles internes.

La VAR totale moyenne pour le trimestre clos le 30 avril 2021 a diminué de 1,0 M\$ par rapport à celle du trimestre précédent, du fait surtout de la hausse de l'avantage de diversification et la baisse du risque de change, en partie neutralisées par la hausse des risques de taux d'intérêt et d'écart de taux.

La VAR totale moyenne en situation de crise pour le trimestre clos le 30 avril 2021 a diminué de 0,9 M\$ par rapport à celle du trimestre précédent, du fait de la baisse du risque de change. Pour les périodes présentées, nos créneaux de VAR en situation de crise existaient pendant la crise financière mondiale de 2008-2009. Cette période historique a été marquée non seulement par une volatilité accrue des taux d'intérêt, mais également par une volatilité accrue du cours des actions combinée à une réduction des taux d'intérêt, ainsi qu'une augmentation des écarts de taux.

Les exigences supplémentaires moyennes liées aux risques pour le trimestre clos le 30 avril 2021 ont augmenté de 27,0 M\$ comparativement à celles du trimestre précédent, en raison, dans une certaine mesure, d'une hausse des obligations de sociétés détenues.

VAR par catégorie de risque – portefeuille de négociation

En millions de dollars	Aux dates indiquées et pour les trois mois clos les								Aux dates indiquées et pour les six mois clos les	
	30 avr. 2021				31 janv. 2021				30 avr. 2020	
	Haut	Bas	Clôture	Moyenne	Clôture	Moyenne	Clôture	Moyenne	Moyenne	Moyenne
Risque de taux d'intérêt	12,0 \$	4,1 \$	10,3 \$	7,5 \$	5,2 \$	6,6 \$	7,4 \$	5,3 \$	7,1 \$	5,9 \$
Risque d'écart de taux	11,8	6,1	9,4	8,9	8,8	8,0	8,7	6,4	8,5	4,1
Risque lié aux actions	5,3	3,0	3,3	3,7	3,7	3,4	4,7	5,0	3,5	3,7
Risque de change	1,7	0,7	1,1	1,2	1,4	1,7	1,7	1,4	1,4	2,0
Risque lié aux marchandises	5,2	1,1	1,1	3,1	3,2	3,1	7,9	2,6	3,1	2,8
Risque spécifique de la dette	5,7	2,1	3,5	3,5	4,1	3,2	2,5	2,2	3,3	2,1
Effet de diversification ¹	négl.	négl.	(21,5)	(21,1)	(19,4)	(18,2)	(19,8)	(11,0)	(19,6)	(11,7)
Total de la VAR (mesure de un jour)	10,0 \$	4,6 \$	7,2 \$	6,8 \$	7,0 \$	7,8 \$	13,1 \$	11,9 \$	7,3 \$	8,9 \$

1) Le total de la VAR est inférieur à la somme des VAR des différents risques de marché, en raison de la réduction du risque découlant de l'effet de diversification du portefeuille.

négl. Négligeable. Comme la valeur maximale (haut) et la valeur minimale (bas) peuvent se présenter pendant des jours différents pour divers types de risque, le calcul de l'effet de diversification est négligeable.

VAR en situation de crise par catégorie de risque – portefeuille de négociation

En millions de dollars	Aux dates indiquées et pour les trois mois clos les								Aux dates indiquées et pour les six mois clos les	
	30 avr. 2021				31 janv. 2021				30 avr. 2020	
	Haut	Bas	Clôture	Moyenne	Clôture	Moyenne	Clôture	Moyenne	Moyenne	Moyenne
Risque de taux d'intérêt	39,8 \$	13,6 \$	31,3 \$	23,7 \$	25,7 \$	24,4 \$	18,2 \$	17,7 \$	24,0 \$	22,7 \$
Risque d'écart de taux	12,1	5,7	6,8	8,9	10,2	9,8	9,2	10,1	9,3	10,1
Risque lié aux actions	14,8	2,5	6,4	8,1	13,6	8,9	3,7	7,2	8,5	4,7
Risque de change	12,1	0,2	2,1	2,4	15,7	10,7	11,8	6,7	6,5	8,9
Risque lié aux marchandises	11,1	1,5	2,6	3,1	2,0	2,3	3,6	4,4	2,7	5,4
Risque spécifique de la dette	6,8	4,1	5,5	5,2	6,3	5,8	4,6	5,4	5,5	5,2
Effet de diversification ¹	négl.	négl.	(27,5)	(25,2)	(43,5)	(34,8)	(28,8)	(29,8)	(29,9)	(36,7)
Total de la VAR en situation de crise (mesure de un jour)	40,0 \$	17,6 \$	27,2 \$	26,2 \$	30,0 \$	27,1 \$	22,3 \$	21,7 \$	26,6 \$	20,3 \$

1) Le total de la VAR en situation de crise est inférieur à la somme des VAR des différents risques de marché, en raison de la réduction du risque découlant de l'effet de diversification du portefeuille.

négl. Négligeable. Comme la valeur maximale (haut) et la valeur minimale (bas) peuvent se présenter pendant des jours différents pour divers types de risque, le calcul de l'effet de diversification est négligeable.

Exigences supplémentaires liées aux risques – portefeuille de négociation

En millions de dollars	Aux dates indiquées et pour les trois mois clos les								Aux dates indiquées et pour les six mois clos les	
	30 avr. 2021				31 janv. 2021				30 avr. 2020	
	Haut	Bas	Clôture	Moyenne	Clôture	Moyenne	Clôture	Moyenne	Moyenne	Moyenne
Risque de défaut	208,8 \$	113,5 \$	152,3 \$	144,2 \$	130,5 \$	113,1 \$	128,9 \$	146,9 \$	128,9 \$	152,2 \$
Risque de migration	74,9	43,5	67,5	55,0	50,5	59,1	79,7	82,3	57,0	76,3
Exigences supplémentaires liées aux risques (mesure sur un exercice) ¹	266,4 \$	164,3 \$	219,8 \$	199,2 \$	181,0 \$	172,2 \$	208,6 \$	229,2 \$	185,9 \$	228,5 \$

1) La valeur maximale (haut) et la valeur minimale (bas) ne sont pas la somme de tous les montants, car ces valeurs peuvent se présenter pendant des jours différents.

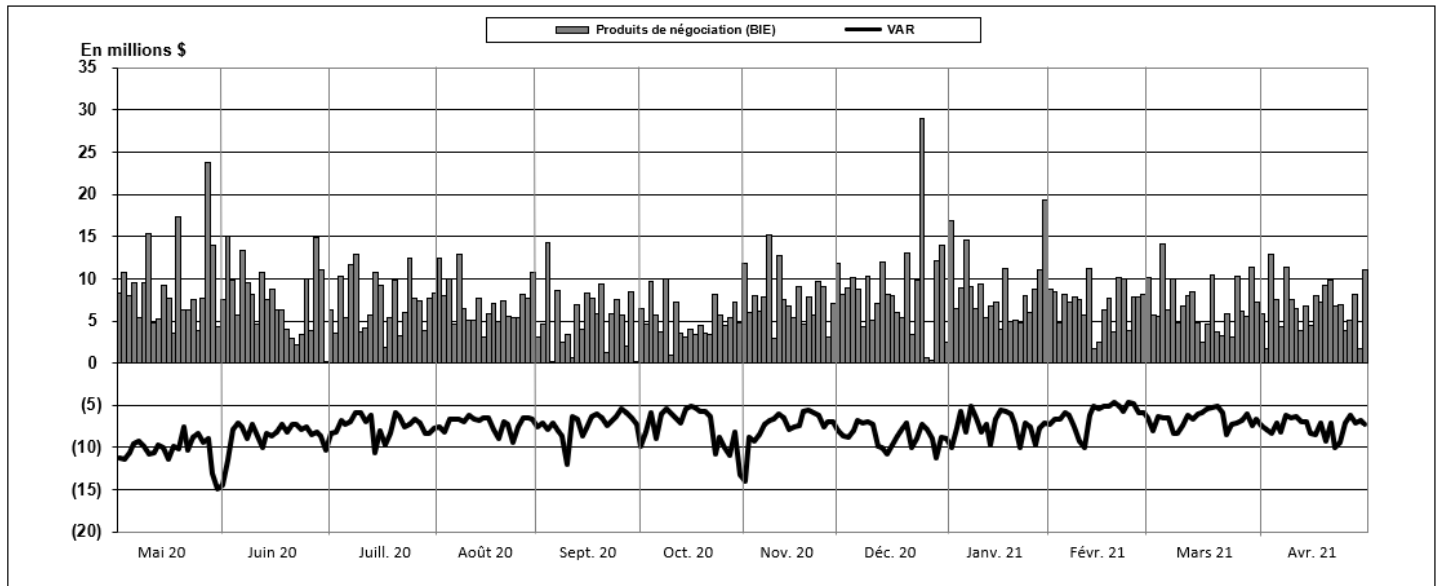
Produits de négociation

Les produits de négociation (BIE) comprennent les produits nets d'intérêts et les produits autres que d'intérêts et excluent la rémunération de prise ferme et les commissions. Les produits de négociation (BIE) présentés dans le graphique ci-dessous excluent certains portefeuilles abandonnés.

Le graphique des produits de négociation (BIE) par rapport à la VAR ci-après présente les produits quotidiens de négociation (BIE) du trimestre considéré et des trois trimestres précédents par rapport aux mesures de la VAR à la fermeture des bureaux.

Au cours du trimestre, les produits de négociation (BIE) ont été positifs pendant 100 % des jours. Le profit le plus important, qui a totalisé 14,2 M\$, a été enregistré le 4 mars 2021 et a été attribué au cours normal des activités du secteur d'activité Marchés CIBC, réseau mondial. Les produits quotidiens moyens de négociation (BIE) se sont établis à 7,1 M\$ au cours du trimestre, et la BIE quotidienne moyenne a été de 0,8 M\$.

Produits de négociation (BIE)¹ c. la VAR²



- 1) Exclut certains rajustements de prix de transfert de fin de mois et d'autres rajustements divers.
- 2) Les REF sont exclus des activités de négociation aux fins du calcul des fonds propres réglementaires, les dérivés de couverture connexes liés aux REF étant également exclus du calcul.

Activités autres que de négociation

Risque de taux d'intérêt structurel

Le risque de taux d'intérêt structurel s'entend essentiellement du risque découlant d'écarts entre l'actif et le passif, qui ne provient pas d'activités de négociation et d'activités liées à la négociation. La gestion du risque de taux d'intérêt structurel vise à pérenniser les marges sur les produits et à générer des produits nets d'intérêts stables et prévisibles au fil du temps, tout en gérant le risque pour la valeur économique de nos actifs découlant des fluctuations des taux d'intérêt.

Le risque de taux d'intérêt structurel résulte des différences entre les échéances ou les dates de réévaluation des actifs et passifs figurant au bilan et hors bilan, des options intégrées des produits de détail, ainsi que d'autres caractéristiques des produits qui pourraient influencer sur le calendrier prévu des flux de trésorerie, comme les options relatives au remboursement anticipé des prêts ou au rachat des dépôts à terme avant leur échéance contractuelle. Les modèles utilisés pour mesurer le risque de taux d'intérêt structurel se fondent sur un certain nombre d'hypothèses touchant les flux de trésorerie, la révision des prix des produits et l'administration des taux. Les hypothèses clés ont trait au profil de financement prévu des engagements hypothécaires, aux comportements en matière de remboursement anticipé des prêts à taux fixe et de rachat des dépôts à terme, ainsi qu'au traitement des dépôts sans échéance et des capitaux propres. Toutes les hypothèses sont tirées de l'observation empirique des comportements passés des clients, de la composition du bilan et de la tarification des produits en prenant en compte d'éventuels changements prospectifs. Tous les modèles et toutes les hypothèses utilisés pour mesurer le risque de taux d'intérêt structurel font l'objet d'une surveillance indépendante par le groupe Gestion du risque. Divers instruments de trésorerie et dérivés, principalement des swaps de taux d'intérêt, sont employés pour gérer ces risques.

Le tableau ci-après présente l'incidence avant impôt potentielle qu'aurait, de manière immédiate et soutenue, une hausse de 100 points de base et une baisse de 25 points de base des taux d'intérêt sur les produits nets d'intérêts et la valeur économique des capitaux propres prévus sur 12 mois pour notre bilan structurel, en supposant qu'il n'y ait aucune opération de couverture ultérieure. Même si un choc immédiat et soutenu de 100 points de base est généralement appliqué, et nonobstant la possibilité de taux négatifs, en raison du contexte de faibles taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis à la fin du trimestre, un choc à la baisse immédiat de 25 points de base a été appliqué, tout en maintenant les taux d'intérêt pour le marché et les clients à un plancher de zéro.

Sensibilité au risque de taux d'intérêt structurel – mesures

En millions de dollars (avant impôt), aux	30 avr. 2021		31 janv. 2021		30 avr. 2020	
	\$ CA ¹	\$ US	\$ CA ¹	\$ US	\$ CA ¹	\$ US
Hausse de 100 points de base des taux d'intérêt						
Augmentation (diminution) des produits nets d'intérêts	362 \$	77 \$	384 \$	42 \$	296 \$	47 \$
Augmentation (diminution) de la valeur actuelle des capitaux propres	(608)	(288)	(564)	(365)	(579)	(257)
Baisse de 25 points de base des taux d'intérêt						
Augmentation (diminution) des produits nets d'intérêts	(148)	(50)	(122)	(66)	(92)	(70)
Augmentation (diminution) de la valeur actuelle des capitaux propres	83	27	77	40	107	(12)

1) Comprend l'exposition au dollar canadien et à d'autres devises.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque de ne pas disposer de la trésorerie et des équivalents de trésorerie en temps opportun et de manière efficace sur le plan des coûts pour faire face à des engagements financiers à mesure qu'ils arrivent à échéance. Les sources de risque de liquidité courantes propres aux services bancaires comprennent les retraits non prévus de dépôts, l'incapacité de remplacer les dettes arrivant à échéance, les engagements au titre du crédit et des liquidités et les mises en gage additionnelles ou autres exigences en matière de garantie.

L'approche de la CIBC en matière de gestion du risque de liquidité appuie sa stratégie d'entreprise, s'harmonise avec son intérêt à l'égard du risque et respecte les attentes en matière de réglementation.

Nos stratégies, objectifs et pratiques en matière de gestion sont évalués régulièrement afin de refléter les changements du contexte de liquidité, dont les faits nouveaux sur le plan de la réglementation, des affaires et/ou des marchés. Le risque de liquidité demeure dans les limites de l'intérêt à l'égard du risque de la CIBC.

Gouvernance et gestion

Nous gérons le risque de liquidité de façon à pouvoir résister à un cas de situation de crise pouvant tarir les liquidités sans mettre en péril la survie de nos activités. Les flux de trésorerie réels et prévus découlant des positions au bilan et hors bilan sont évalués et suivis régulièrement pour assurer leur conformité aux limites convenues. La CIBC inclut des simulations de crise à sa gestion et à son évaluation du risque de liquidité. Les résultats des simulations de crise nous aident à élaborer les hypothèses concernant la liquidité et à relever les contraintes éventuelles en matière de planification du financement, et favorisent l'élaboration du plan de financement d'urgence de la CIBC.

Le Comité mondial de gestion de l'actif et du passif (CMGAP) dirige la gestion du risque de liquidité de la CIBC en s'assurant que les méthodes, hypothèses et paramètres clés liés à la gestion du risque de liquidité, tels que l'horizon de liquidité, sont évalués régulièrement et qu'ils tiennent compte des activités commerciales de la CIBC. Le Comité de gestion du risque de liquidité, un sous-comité du CMGAP, a la responsabilité de s'assurer que le profil de risque de liquidité de la CIBC est évalué et géré de façon exhaustive conformément au cadre d'orientation stratégique et à l'intérêt à l'égard du risque de la CIBC ainsi qu'aux exigences réglementaires.

Le Comité de gestion du risque (CGR) approuve la politique de gestion du risque de liquidité de la CIBC et recommande au conseil un niveau de tolérance envers le risque de liquidité dans l'énoncé sur l'intérêt à l'égard du risque.

Actifs liquides

Les actifs liquides disponibles se composent de liquidités et de titres négociables non grevés au bilan et hors bilan pouvant être utilisés pour accéder à du financement en temps opportun. Les actifs liquides grevés, qui comprennent les actifs donnés en garantie et les actifs qui sont réputés être soumis à des restrictions juridiques, opérationnelles ou de tout autre ordre, ne sont pas considérés comme des sources de liquidités disponibles lorsque nous évaluons le risque de liquidité.

Le sommaire de nos actifs liquides grevés et non grevés au bilan et hors bilan est présenté ci-après :

En millions de dollars, aux		Actifs liquides détenus par la Banque	Valeurs mobilières obtenues en garantie	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides ¹ non grevés
30 avr. 2021	Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques	47 197 \$	- \$	47 197 \$	283 \$	46 914 \$
	Valeurs émises ou garanties par des entités souveraines, des banques centrales et des banques multilatérales de développement	109 774	99 748	209 522	126 679	82 843
	Autres titres de créance	4 779	3 969	8 748	2 401	6 347
	Titres de participation	36 398	20 191	56 589	23 667	32 922
	Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la Loi nationale sur l'habitation garantis par le gouvernement canadien	37 459	317	37 776	13 577	24 199
	Autres actifs liquides ²	14 409	3 164	17 573	8 013	9 560
		250 016 \$	127 389 \$	377 405 \$	174 620 \$	202 785 \$
31 oct. 2020	Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques	62 518 \$	- \$	62 518 \$	133 \$	62 385 \$
	Valeurs émises ou garanties par des entités souveraines, des banques centrales et des banques multilatérales de développement	112 403	92 202	204 605	108 425	96 180
	Autres titres de créance	4 798	4 288	9 086	2 603	6 483
	Titres de participation	27 169	15 924	43 093	21 449	21 644
	Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la Loi nationale sur l'habitation garantis par le gouvernement canadien	40 592	895	41 487	13 084	28 403
	Autres actifs liquides ²	10 909	2 109	13 018	5 441	7 577
		258 389 \$	115 418 \$	373 807 \$	151 135 \$	222 672 \$

1) Les actifs liquides non grevés correspondent aux actifs au bilan, aux actifs empruntés ou acquis en vertu de prises en pension de titres et aux autres garanties hors bilan reçues, moins les actifs liquides grevés.

2) Comprennent des liquidités données en garantie dans le cadre de transactions sur dérivés, certains titres adossés à des créances mobilières et des métaux précieux.

Le tableau ci-après présente un sommaire des actifs liquides non grevés détenus par la CIBC (société mère) et ses filiales canadiennes et étrangères :

En millions de dollars, aux	30 avr. 2021	31 oct. 2020
CIBC (société mère)	145 170 \$	170 936 \$
Filiales canadiennes	14 324	12 355
Filiales étrangères	43 291	39 381
	202 785 \$	222 672 \$

Dans un scénario de crise de liquidité, des décotes hypothétiques et des hypothèses liées à l'ampleur de la monétisation des actifs sont appliquées pour déterminer la valeur de la liquidité des actifs. Les décotes tiennent compte des marges applicables aux banques centrales, comme la Banque du Canada et la Banque de la Réserve fédérale des États-Unis, d'observations historiques, et de caractéristiques liées aux valeurs mobilières, y compris le type, l'émetteur, la note de crédit, la devise et la durée à courir jusqu'à l'échéance, ainsi que les lignes directrices réglementaires applicables.

Nos actifs liquides non grevés ont diminué de 19,9 G\$ depuis le 31 octobre 2020, en raison des remboursements de financement prévus provenant de positions de trésorerie disponible.

En outre, la CIBC conserve son admissibilité au programme d'aide d'urgence de la Banque du Canada et au guichet d'escompte des banques de la Réserve fédérale des États-Unis.

Actifs assortis d'une charge

Dans le cours des activités quotidiennes de la CIBC, des valeurs mobilières et d'autres actifs sont donnés en gage afin de garantir des obligations, de participer aux systèmes de compensation et de règlement et à d'autres fins de gestion des garanties.

Le tableau ci-après présente un sommaire de nos actifs grevés et non grevés au bilan et hors bilan :

En millions de dollars, aux	Actifs grevés		Actifs non grevés		Total de l'actif
	Donnés en garantie	Divers ¹	Disponibles à titre de garantie	Divers ²	
30 avr. Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques	- \$	283 \$	46 914 \$	- \$	47 197 \$
2021 Valeurs mobilières	146 363	2 087	130 065	-	278 515
Prêts, nets de la provision³	1 916	40 758	31 245	347 199	421 118
Autres actifs	7 697	-	3 776	73 289	84 762
	155 976 \$	43 128 \$	212 000 \$	420 488 \$	831 592 \$
31 oct. Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques	- \$	133 \$	62 385 \$	- \$	62 518 \$
2020 Valeurs mobilières	127 974	678	132 493	-	261 145
Prêts, nets de la provision ³	7 946	42 291	34 103	322 441	406 781
Autres actifs	4 950	-	2 731	69 382	77 063
	140 870 \$	43 102 \$	231 712 \$	391 823 \$	807 507 \$

1) Comprend les actifs qui soutiennent les activités de financement à long terme de la CIBC et les actifs faisant l'objet de restrictions d'ordre juridique ou autre, dont celles visant les liquidités soumises à restrictions.

2) Les autres actifs non grevés ne font l'objet d'aucune restriction quant à leur utilisation pour obtenir du financement ou à titre de garantie, mais ils ne sont pas considérés comme disponibles immédiatement aux fins des programmes d'emprunts existants.

3) Les prêts figurant comme disponibles à titre de garantie correspondent aux prêts sous-jacents aux titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* et aux prêts admissibles auprès des Federal Home Loan Banks.

Restrictions sur les mouvements de fonds

Nos filiales ne sont pas soumises à des restrictions importantes qui empêcheraient le transfert de fonds, de dividendes ou de distributions de fonds propres. Cependant, certaines filiales sont soumises à des exigences distinctes en matière de fonds propres et de liquidité, qui sont fixées par les organismes de réglementation des banques et des valeurs mobilières compétents.

Nous suivons et gérons les exigences en matière de liquidité et de fonds propres dans ces entités afin d'assurer l'utilisation efficace des ressources et le respect, par les entités, des exigences réglementaires et politiques régionales.

Ratio de liquidité à court terme

L'objectif du LCR est de favoriser la résilience à court terme du profil de risque de liquidité d'une banque en veillant à ce qu'elle dispose de suffisamment de ressources liquides de haute qualité non grevées pour répondre à ses besoins de liquidité dans un scénario de crise grave qui durerait 30 jours. Les banques canadiennes sont tenues d'atteindre un LCR minimal de 100 %. La CIBC se conforme à cette exigence.

Conformément à la méthode de calibrage contenue dans la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF, la CIBC présente chaque mois des rapports sur le LCR au BSIF. Le ratio est calculé comme le total d'actifs liquides de haute qualité (« HQLA ») non grevés sur le total des sorties nettes de trésorerie sur les 30 jours calendaires suivants.

Le numérateur du LCR est l'encours des HQLA non grevés, lequel respecte un ensemble de critères d'admissibilité définis par le BSIF qui tient compte des caractéristiques fondamentales et liées au marché, et de la capacité opérationnelle relative de monétiser les actifs en temps opportun en période de crise. Le portefeuille d'actifs liquides de la CIBC, dont la gestion est centralisée, comprend les actifs liquides présentés dans les HQLA, tels que les bons du Trésor et les obligations du gouvernement central, les dépôts de la banque centrale ainsi que les titres d'État, d'organismes, de provinces et de sociétés ayant une cote élevée. Les limites quant à l'admissibilité des actifs inhérentes au LCR ne reflètent pas nécessairement l'évaluation interne de la CIBC quant à sa capacité à monétiser ses actifs négociables en situation de crise.

Le dénominateur du ratio reflète les sorties nettes de trésorerie attendues dans un scénario de crise pour le LCR durant une période de 30 jours calendaires. Les sorties de trésorerie attendues représentent les taux de retrait et de décaissement définis pour le LCR appliqués respectivement aux soldes de passifs et aux engagements hors bilan. Les retraits sur dépôts des entreprises et des institutions financières, les retraits sur les marges de crédit non utilisées ainsi que les créances non garanties à l'échéance sont parmi les principales sorties de trésorerie du LCR de la CIBC. Les sorties de trésorerie sont en partie contrebalancées par les entrées de trésorerie, qui sont calculées selon les taux d'entrées prescrits pour le LCR et qui comprennent les remboursements de prêts productifs et les actifs négociables qui ne sont pas des HQLA arrivant à échéance.

De plus, la CIBC présente au BSIF des rapports sur le LCR dans différentes monnaies. Ainsi, elle détermine la mesure d'éventuelles asymétries de devises en vertu du ratio. La CIBC transige principalement dans les grandes monnaies assorties de marchés des changes larges et fongibles.

Lors d'une crise financière, les institutions peuvent utiliser leurs ressources de HQLA, les faisant passer sous le seuil des 100 %, puisque le fait de maintenir le LCR au seuil de 100 % en pareilles circonstances pourrait entraîner des répercussions négatives excessives pour les institutions et d'autres participants au marché.

Le LCR est présenté à l'aide d'un modèle de divulgation standard prescrit par le BSIF.

En millions de dollars, moyenne des trois mois clos le 30 avril 2021		Valeur non pondérée totale ¹	Valeur pondérée totale ²
HQLA			
1	HQLA	s. o.	178 970 \$
Sorties de trésorerie			
2	Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :	206 139 \$	15 381
3	Dépôts stables	89 438	2 683
4	Dépôts moins stables	116 701	12 698
5	Financement de gros non garanti, dont :	200 614	99 741
6	Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives	69 363	16 777
7	Dépôts non opérationnels (toutes contreparties)	106 286	57 999
8	Dettes non garanties	24 965	24 965
9	Financement de gros garanti	s. o.	5 054
10	Exigences supplémentaires, dont :	124 908	28 853
11	Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées	19 026	10 125
12	Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette	2 219	2 219
13	Facilités de crédit et de liquidité	103 663	16 509
14	Autres obligations de financement contractuelles	3 223	3 223
15	Autres obligations de financement conditionnelles	314 255	6 193
16	Total des sorties de trésorerie	s. o.	158 445
Entrées de trésorerie			
17	Prêts garantis (p. ex., prises en pension de titres)	80 356	12 300
18	Entrées liées aux expositions parfaitement productives	18 345	9 295
19	Autres entrées de trésorerie	3 630	3 630
20	Total des entrées de trésorerie	102 331 \$	25 225 \$
		Valeur ajustée totale	
21	Total des actifs liquides de haute qualité (HQLA)	s. o.	178 970 \$
22	Total des sorties nettes de trésorerie	s. o.	133 220 \$
23	LCR	s. o.	134 %
En millions de dollars, moyenne du trimestre clos le 31 janvier 2021		Valeur ajustée totale	
24	Total des actifs liquides de haute qualité (HQLA)	s. o.	190 484 \$
25	Total des sorties nettes de trésorerie	s. o.	133 693 \$
26	LCR	s. o.	142 %

1) Les valeurs des entrées et sorties de trésorerie non pondérées sont calculées comme étant les soldes impayés qui arrivent à échéance ou qui deviennent exigibles dans les 30 jours des différents types ou catégories de passifs, d'éléments hors bilan ou de créances contractuelles.

2) Les valeurs pondérées sont calculées après application des décotes (aux fins des HQLA) et des taux d'entrées et de sorties de trésorerie prescrits par le BSIF. s. o. Sans objet, conformément au modèle de divulgation commun du LCR.

Au 30 avril 2021, notre LCR moyen avait diminué, passant de 142 % au trimestre précédent à 134 %, découlant en grande partie des remboursements de financement à terme prévus provenant de la trésorerie et d'actifs liquides.

Ratio de liquidité à long terme (NSFR)

Dérivée du dispositif de Bâle III du CBCB et incorporée dans la ligne directrice Normes de liquidité du BSIF, la norme NSFR vise à créer les conditions propices à une résilience à long terme du secteur des services financiers en exigeant des banques qu'elles maintiennent un profil de financement durable à long terme relativement à la composition de leurs actifs et à leurs activités hors bilan. Les banques canadiennes désignées BISN sont tenues de maintenir un NSFR minimal de 100 % sur une base consolidée bancaire. La CIBC se conforme à cette exigence.

Conformément à la méthode de calibrage contenue dans la ligne directrice Normes de liquidité du BSIF, la CIBC présente chaque trimestre des rapports sur le NSFR au BSIF. Le ratio est calculé comme le total du financement stable disponible (FSD) sur le total du financement stable exigé (RSF).

Le numérateur est la part des fonds propres et des passifs qui est considérée fiable sur une période d'un an. Le NSFR considère que les sources de financement à long terme sont plus stables que le financement à court terme et que les dépôts de clients de détail et d'entreprises sont plus stables dans les faits que le financement de gros de même durée. Conformément à la stratégie en matière de financement de la CIBC, les principaux facteurs qui sous-tendent le FSD de la CIBC comprennent les dépôts provenant des clients, ainsi que le financement de gros garanti et non garanti et les instruments de fonds propres.

Le dénominateur du ratio représente le montant du financement stable requis en fonction des caractéristiques de liquidité définies par le BSIF et de la durée résiduelle des actifs et des expositions hors bilan. Le NSFR attribue divers niveaux de RSF, de telle sorte que les HQLA et les expositions à court terme sont présumés avoir des exigences de financement moins élevées que les expositions moins liquides et à plus long terme. Le RSF de la CIBC est en grande partie influencé par les prêts de détail, commerciaux et aux entreprises, les investissements dans des actifs liquides, les expositions sur dérivés, ainsi que les marges de crédit non utilisées et les liquidités.

Le FSD et le RSF peuvent être ajustés à 0 % pour certains passifs et actifs qui sont considérés comme interdépendants s'ils respectent les critères définis pour le NSFR, lesquels tiennent compte notamment de la fin servie par ces passifs et actifs interdépendants, de leur montant, des flux de trésorerie qui y sont associés, de leur durée et de leurs contreparties afin de s'assurer que l'institution agit exclusivement en tant qu'unité de transmission pour les transactions sous-jacentes. La CIBC présente les passifs du Programme d'Obligations hypothécaires du Canada et les actifs grevés interdépendants correspondants.

Le NSFR est présenté à l'aide d'un modèle de déclaration prescrit par le BSIF, lequel présente les principaux renseignements quantitatifs en fonction des caractéristiques de liquidité propres au NSFR, comme il est défini dans la ligne directrice Normes de liquidité. Par conséquent, les montants présentés dans le tableau ci-après pourraient ne pas permettre d'effectuer une comparaison directe entre eux et les montants présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires.

	Valeur non pondérée par échéance résiduelle				
	a	b	c	d	e
	Sans échéance	Moins de 6 mois	De 6 mois à 1 an	Plus de 1 an	Valeur pondérée
En millions de dollars, au 30 avril 2021					
Élément de FSD					
1 Fonds propres	44 043 \$	- \$	- \$	5 051 \$	49 093 \$
2 Fonds propres réglementaires	44 043	-	-	5 051	49 093
3 Autres instruments de fonds propres	-	-	-	-	-
4 Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises	188 423	27 025	11 827	10 133	219 254
5 Dépôts stables	88 493	10 889	7 405	6 532	107 980
6 Dépôts moins stables	99 930	16 136	4 422	3 601	111 274
7 Financement de gros	142 622	148 904	30 076	57 352	159 513
8 Dépôts opérationnels	68 518	6 547	-	-	37 533
9 Autres financements de gros	74 104	142 357	30 076	57 352	121 980
10 Passifs et leurs actifs interdépendants correspondants	-	2 239	1 627	14 384	-
11 Autres passifs	-	-	78 700 ¹	-	6 203
12 Passifs d'instruments dérivés du NSFR	-	-	6 599 ¹	-	-
13 Tous autres passifs ou fonds propres non couverts par les catégories ci-dessus	-	48 494	133	23 474	6 203
14 FSD total					434 063
Élément de RSF					
15 Total des HQLA du NSFR					14 464
16 Dépôts détenus auprès d'autres institutions financières à des fins opérationnelles	-	2 410	-	233	1 439
17 Prêts et titres productifs	57 299	94 763	40 418	271 811	298 455
18 Prêts productifs à des institutions financières garantis par des HQLA de niveau 1	-	20 487	3 239	127	2 983
19 Prêts productifs à des institutions financières garantis par des HQLA autres que de niveau 1 et prêts productifs à des institutions financières non garantis	390	29 215	3 852	7 966	13 531
20 Prêts productifs à des entreprises non financières, prêts à la clientèle de détail et aux petites entreprises, et prêts à des entités souveraines, des banques centrales et des organismes publics, dont :	26 462	31 003	17 193	95 110	127 622
21 Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	-	-	-	-	-
22 Crédits hypothécaires au logement productifs, dont :	17 879	12 944	15 505	164 744	139 480
23 Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	17 879	12 869	15 433	160 503	135 801
24 Titres qui ne sont pas en défaut et qui ne remplissent pas les critères définissant les HQLA, y compris les actions négociées sur les marchés organisés	12 568	1 114	629	3 864	14 839
25 Actifs et leurs passifs interdépendants correspondants	-	2 239	1 627	14 384	-
26 Autres actifs	13 049	-	78 042 ¹	-	42 918
27 Produits de base physiques, y compris l'or	3 776	-	-	-	3 209
28 Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats dérivés et contributions à des fonds de garantie de contrepartie centrale	-	-	7 692 ¹	-	6 538
29 Actifs d'instruments dérivés du NSFR	-	-	10 379 ¹	-	3 780
30 Passifs d'instruments dérivés du NSFR avant déduction de la marge de variation versée	-	-	17 794 ¹	-	890
31 Tous autres actifs non couverts par les catégories ci-dessus	9 273	36 678	317	5 182	28 501
32 Éléments hors bilan			316 801 ¹		10 979
33 RSF total					368 255 \$
34 NSFR					118 %
					Valeur pondérée
En millions de dollars, au 31 janvier 2021					
35 FSD total					434 977 \$
36 RSF total					356 746 \$
37 NSFR					122 %

1) Aucune période définie pour la conception du modèle de présentation.

Au 30 avril 2021, notre NSFR avait diminué, passant de 122 % au trimestre précédent à 118 % en raison d'une augmentation des prêts selon la croissance des activités stratégiques, compensée en partie par une hausse du financement à long terme.

La CIBC tient compte de l'incidence de ses décisions d'affaires sur le LCR, le NSFR et les autres mesures du risque de liquidité qu'elle surveille régulièrement grâce à une solide fonction de gestion du risque de liquidité. Les variables pouvant avoir un effet sur les mesures de mois en mois comprennent, sans s'y limiter, des éléments tels que les activités et les échéances du financement de gros, les initiatives stratégiques au chapitre du bilan ainsi que les opérations et les conditions de marché ayant une incidence sur les garanties.

La présentation du LCR et du NSFR est calibrée de façon centralisée par l'unité Trésorerie de la CIBC, en collaboration avec les unités d'exploitation stratégique de la CIBC et d'autres groupes fonctionnels.

Financement

La CIBC finance ses activités par l'entremise de dépôts provenant des clients, ainsi qu'au moyen d'une grande variété de financements de gros.

L'approche principale de la CIBC vise à financer son bilan consolidé au moyen de dépôts mobilisés principalement par l'entremise des services aux particuliers et des services aux entreprises. La CIBC conserve des dépôts de base fondés sur les relations clients, dont la stabilité est évaluée régulièrement à l'aide d'évaluations statistiques élaborées en interne.

Nous avons régulièrement accès à des sources de financement à court et à long terme, garanties et non garanties, et qui sont diversifiées en termes de pays, de type de déposant, d'instrument, de devise et d'échéance. Nous mobilisons du financement à long terme grâce à nos programmes actuels, y compris les obligations sécurisées, les titrisations d'actifs et les créances non garanties.

La CIBC évalue constamment les occasions de diversification au titre du financement dans de nouveaux produits et d'éventuels secteurs de placement afin d'optimiser la souplesse du financement et de réduire la concentration des sources de fonds et les coûts de financement. Nous surveillons régulièrement les niveaux de financement de gros et les concentrations par rapport aux limites internes permises, ce qui est conforme au profil de risque de liquidité que nous recherchons.

Le CMGAP et le CGR examinent et approuvent le plan de financement de la CIBC, qui englobe la croissance projetée des actifs et des passifs, les échéances du financement et les données découlant de nos prévisions sur la situation de liquidité.

Le tableau suivant présente le profil des échéances contractuelles des sources de financement de gros de la CIBC, à leur valeur comptable :

En millions de dollars, au 30 avril 2021	Moins de 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 6 mois	De 6 mois à 12 mois	Moins de 1 an au total	De 1 an à 2 ans	Plus de 2 ans	Total
Dépôts provenant d'autres banques ¹	4 364 \$	684 \$	280 \$	93 \$	5 421 \$	- \$	- \$	5 421 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	8 160	14 985	20 528	16 547	60 220	-	-	60 220
Billets de dépôt au porteur et acceptations bancaires	226	1 011	1 052	189	2 478	-	-	2 478
Papier commercial adossé à des créances	-	-	-	-	-	-	-	-
Billets à moyen terme non garantis de premier rang ²	-	1 930	1 540	3 644	7 114	9 101	26 331	42 546
Billets structurés non garantis de premier rang	31	-	220	-	251	-	98	349
Obligations sécurisées/titres adossés à des créances mobilières	-	1 832	413	1 641	3 886	2 570	12 071	18 527
Titrisation de créances hypothécaires	-	2 160	200	1 060	3 420	9 541	6 116	19 077
Obligations sécurisées	-	-	-	-	-	-	800	1 590
Titrisation de créances sur cartes de crédit	790	-	-	-	790	-	-	1 590
Passifs subordonnés	-	-	-	-	-	-	5 653	5 653
Divers	-	-	-	-	-	246	8	254
	13 571 \$	22 602 \$	24 233 \$	23 174 \$	83 580 \$	21 458 \$	51 077 \$	156 115 \$
Dont :								
Garanti	790 \$	3 992 \$	613 \$	2 701 \$	8 096 \$	12 111 \$	18 987 \$	39 194 \$
Non garanti	12 781	18 610	23 620	20 473	75 484	9 347	32 090	116 921
	13 571 \$	22 602 \$	24 233 \$	23 174 \$	83 580 \$	21 458 \$	51 077 \$	156 115 \$
31 octobre 2020	17 139 \$	15 400 \$	12 670 \$	35 224 \$	80 433 \$	17 648 \$	54 253 \$	152 334 \$

1) Comprennent des dépôts à terme non négociables provenant d'autres banques.

2) Comprennent des passifs liés au financement de gros qui peuvent être convertis en vertu des règlements relatifs à la recapitalisation interne. Pour plus de précisions, se reporter à la section Gestion des fonds propres.

Le tableau ci-après présente les financements de gros de la CIBC répartis par devises :

En milliards de dollars, aux	30 avr. 2021	31 oct. 2020
\$ CA	46,5 \$ 30 %	50,8 \$ 33 %
\$ US	83,9 54	75,4 50
Divers	25,7 16	26,1 17
	156,1 \$ 100 %	152,3 \$ 100 %

Nous gérons le risque de liquidité de façon à pouvoir résister à des cas graves de situation de crise pouvant tarir les liquidités. Le financement de gros peut présenter un risque de remboursement plus élevé dans des situations de crise et, pour l'atténuer, nous maintenons des portefeuilles importants d'actifs liquides non grevés. Se reporter à la section Actifs liquides pour plus de précisions.

Notes de crédit

L'accès de la CIBC à du financement de gros et les coûts s'y rattachant dépendent de plusieurs facteurs, notamment des notes de crédit fournies par les agences de notation. Les opinions des agences de notation sont fondées sur des méthodes internes et sont susceptibles de changer en fonction de divers facteurs, dont la solidité financière, la position concurrentielle, le contexte macroéconomique et la situation de liquidité.

Nos notes de crédit sont résumées dans le tableau suivant :

Au 30 avril 2021	DBRS	Fitch	Moody's	S&P
Dépôt/contrepartie ¹	AA	AA	Aa2	A+
Anciennes créances de premier rang ²	AA	AA	Aa2	A+
Créances de premier rang ³	AA(bas)	AA-	A2	BBB+
Titres secondaires	A(élevé)	A	Baa1	BBB+
Titres secondaires – instruments de FPUNV ⁴	A(bas)	A	Baa1	BBB
Billets avec remboursement de capital à recours limité – instruments de FPUNV ⁴	BBB(élevé)	s. o.	Baa3	BB+
Actions privilégiées – instruments de FPUNV ⁴	Pfd-2	s. o.	Baa3	P-3(élevé)
Créances à court terme	R-1(élevé)	F1+	P-1	A-1
Perspective	Stable	Perspective négative	Stable	Stable

1) Note d'émetteur à long terme attribuée par DBRS, note d'évaluation du risque de contrepartie et des dépôts à long terme attribuée par Moody's, note de crédit de l'émetteur attribuée par S&P, et note de contrepartie à des dérivés et de défaut de l'émetteur à long terme attribuée par Fitch Ratings Inc. (Fitch).

2) Comprennent les créances de premier rang émises avant le 23 septembre 2018 ainsi que les créances de premier rang émises à compter du 23 septembre 2018 qui ne sont pas assujetties aux règlements relatifs à la recapitalisation interne.

3) Comprennent des passifs qui peuvent être convertis en vertu des règlements relatifs à la recapitalisation interne. Pour plus de précisions, se reporter à la section Gestion des fonds propres.

4) Comprennent les instruments traités comme des instruments de FPUNV conformément à la ligne directrice Normes de fonds propres du BSIF.

s. o. Sans objet.

Exigences supplémentaires en matière de garantie à l'égard des baisses de note de crédit

Nous sommes tenus de fournir des garanties à certaines des contreparties avec lesquelles nous avons conclu des contrats de dérivés dans l'éventualité d'une baisse de notre note de crédit actuelle. Cette exigence de garantie est fondée sur les renseignements sur l'évaluation à la valeur de marché, l'évaluation des garanties et les seuils des ententes de garantie applicables. Le tableau suivant présente des exigences supplémentaires cumulatives en matière de garantie à l'égard des baisses de note de crédit :

En milliards de dollars, aux	30 avr. 2021	31 oct. 2020
Baisse de un cran	0,1 \$	0,1 \$
Baisse de deux crans	0,2	0,2
Baisse de trois crans	0,3	0,3

Changements d'ordre réglementaire concernant la liquidité

Le 27 mars 2020, à titre de mesure de soutien à la COVID-19, le BSIF avait autorisé l'augmentation temporaire de la limite des obligations sécurisées pour la faire passer de 5,5 % à 10 % du total des actifs afin de permettre un plus grand accès aux facilités de la Banque du Canada. L'augmentation temporaire de la limite des obligations sécurisées est donnée en garantie directement à la Banque du Canada, la limite ayant trait aux instruments de marché demeurant à 5,5 %. À compter du 6 avril 2021, à la suite des améliorations à la liquidité et à l'accès au financement à terme, le BSIF a annoncé la réduction de l'augmentation temporaire de la limite des obligations sécurisées pour les institutions de dépôt. La CIBC continue de respecter les exigences stipulées.

Obligations contractuelles

Les obligations contractuelles donnent lieu à des engagements de paiements futurs ayant une incidence sur nos besoins en matière de liquidité et de fonds propres à court et à long terme. Ces obligations comprennent des passifs financiers, des engagements au titre du crédit et des liquidités et d'autres obligations contractuelles.

Actifs et passifs

Le tableau suivant présente le profil des échéances contractuelles de nos actifs, de nos passifs et de nos capitaux propres au bilan selon leur valeur comptable. L'analyse contractuelle n'est pas représentative de l'exposition au risque de liquidité de la CIBC, mais cette information sert à informer la direction de la CIBC du risque de liquidité et à fournir des données pour établir un bilan tenant compte des facteurs comportementaux.

En millions de dollars, au 30 avril 2021	Moins de 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 6 mois	De 6 mois à 9 mois	De 9 mois à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance précise	Total
Actif										
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques ¹	26 924 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	26 924 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	20 273	-	-	-	-	-	-	-	-	20 273
Valeurs mobilières	3 936	4 605	5 353	5 118	5 010	17 231	45 282	31 337	37 250	155 122
Garantie au comptant au titre de valeurs empruntées	11 573	-	-	-	-	-	-	-	-	11 573
Valeurs acquises en vertu de prises en pension de titres	33 633	18 345	6 273	2 191	2 652	12	-	-	-	63 106
Prêts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 825	4 714	11 214	10 898	9 583	46 977	141 895	7 641	-	234 747
Prêts personnels	1 171	832	1 112	1 051	1 251	500	3 498	3 874	29 082	42 371
Cartes de crédit	223	447	670	670	670	2 679	5 274	-	-	10 633
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	18 864	6 566	5 682	6 230	8 696	24 331	41 967	15 999	8 232	136 567
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(3 200)	(3 200)
Dérivés	2 078	4 225	3 603	3 902	1 636	4 355	7 313	8 201	-	35 313
Engagements de clients en vertu d'acceptations	9 795	1 171	20	-	16	-	-	-	-	11 002
Autres actifs	-	-	-	-	-	-	-	-	38 447	38 447
	130 295 \$	40 905 \$	33 927 \$	30 060 \$	29 514 \$	96 085 \$	245 229 \$	67 052 \$	109 811 \$	782 878 \$
31 octobre 2020 ²	141 033 \$	32 738 \$	41 413 \$	32 267 \$	28 499 \$	101 338 \$	224 276 \$	69 248 \$	98 739 \$	769 551 \$
Passif										
Dépôts ³	29 851 \$	37 172 \$	35 218 \$	27 150 \$	23 102 \$	32 181 \$	47 244 \$	13 743 \$	330 902 \$	576 563 \$
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	20 269	-	-	-	-	-	-	-	-	20 269
Garanties au comptant au titre de valeurs prêtées	3 205	-	-	-	-	-	-	-	-	3 205
Engagements liés à des valeurs vendues en vertu de mises en pension de titres	47 141	14 725	1 285	407	2 217	345	-	-	-	66 120
Dérivés	3 271	4 834	4 342	3 168	1 574	2 951	6 182	7 799	-	34 121
Acceptations	9 864	1 171	20	-	16	-	-	-	-	11 071
Autres passifs	24	51	78	73	73	305	609	471	21 512	23 196
Titres secondaires	-	-	-	-	-	-	-	5 653	-	5 653
Capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	42 680	42 680
	113 625 \$	57 953 \$	40 943 \$	30 798 \$	26 982 \$	35 782 \$	54 035 \$	27 666 \$	395 094 \$	782 878 \$
31 octobre 2020	98 552 \$	40 528 \$	58 834 \$	43 919 \$	26 555 \$	33 273 \$	58 938 \$	26 416 \$	382 536 \$	769 551 \$

1) La trésorerie comprend les dépôts à vue productifs d'intérêts auprès de la Banque du Canada.

2) Retraités par rapport aux montants présentés précédemment.

3) Comprennent des dépôts des particuliers totalisant 207,0 G\$ (202,2 G\$ au 31 octobre 2020); des dépôts d'entreprises et de gouvernements et des emprunts garantis totalisant 352,5 G\$ (351,6 G\$ au 31 octobre 2020); et des dépôts bancaires totalisant 17,1 G\$ (17,0 G\$ au 31 octobre 2020).

Les variations du profil des échéances contractuelles ont découlé principalement de la migration naturelle des échéances et ont reflété également l'incidence de nos activités régulières.

Engagements au titre du crédit

Le tableau ci-après présente les échéances contractuelles des engagements au titre du crédit (montants notionnels). Le total des montants contractuels n'est pas représentatif des liquidités futures requises, car on prévoit qu'une tranche importante des engagements arrivera à échéance sans que des prélèvements soient effectués.

En millions de dollars, au 30 avril 2021	Moins de 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 6 mois	De 6 mois à 9 mois	De 9 mois à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance précise ¹	Total
Engagements de crédit inutilisés	1 182 \$	11 857 \$	3 578 \$	6 001 \$	5 125 \$	24 173 \$	45 924 \$	3 325 \$	181 930 \$	283 095 \$
Prêts de valeurs ²	40 200	3 919	4 977	-	-	-	-	-	-	49 096
Lettres de crédit de soutien et de bonne fin	2 782	2 606	2 500	3 030	2 578	575	667	66	-	14 804
Facilités de garantie de liquidité	369	136	672	10 071	241	181	36	-	-	11 706
Lettres de crédit documentaires et commerciales	46	83	34	14	3	5	9	-	-	194
Divers	1 160	-	-	-	-	-	-	-	-	1 160
31 octobre 2020	39 474 \$	24 451 \$	11 188 \$	8 798 \$	6 427 \$	20 638 \$	51 245 \$	1 714 \$	173 157 \$	337 092 \$

1) Comprend les marges de crédit personnelles, les marges de crédit garanties par un bien immobilier et les marges sur cartes de crédit, lesquelles sont annulables sans condition en tout temps à notre gré, d'un montant de 136,7 G\$ (131,3 G\$ au 31 octobre 2020).

2) Excluent les prêts de valeurs de 3,2 G\$ (1,8 G\$ au 31 octobre 2020) contre espèces puisqu'ils sont comptabilisés au bilan consolidé intermédiaire.

Autres obligations contractuelles

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des autres obligations contractuelles ayant une incidence sur nos besoins en financement :

En millions de dollars, au 30 avril 2021	Moins de 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 6 mois	De 6 mois à 9 mois	De 9 mois à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Obligations d'achat ¹	90 \$	251 \$	181 \$	156 \$	118 \$	428 \$	423 \$	318 \$	1 965 \$
Engagements au titre de contrats de location futurs	-	1	7	10	11	52	92	1 316	1 489
Engagements d'investissement	-	2	2	1	-	-	5	265	275
Engagements de prise ferme	210	-	-	-	-	-	-	-	210
Cotisations de retraite ²	135	-	-	-	-	-	-	-	135
31 octobre 2020	435 \$	254 \$	190 \$	167 \$	129 \$	480 \$	520 \$	1 899 \$	4 074 \$
31 octobre 2020	211 \$	243 \$	231 \$	239 \$	204 \$	488 \$	795 \$	1 625 \$	4 036 \$

1) Les obligations d'achat s'entendent des ententes exécutoires en droit en vertu desquelles nous convenons d'acheter des biens ou des services pour une quantité minimale ou de référence précise, à des prix fixes, minimums ou variables stipulés, sur une période donnée. Les obligations d'achat sont comprises jusqu'aux dates de fin de contrat précisées dans les ententes respectives, même si les contrats sont renouvelables. Nombre des contrats d'achat de biens et de services comprennent des dispositions nous permettant de résilier les ententes avant la fin des contrats moyennant un préavis donné. Cependant, le tableau ci-dessus présente nos obligations sans égard à ces clauses de résiliation (à moins que nous n'ayons fait connaître notre intention de résilier le contrat à la contrepartie). Le tableau exclut les achats de titres de créance et de titres de participation réglés dans les délais standards du marché.

2) Comprendent les cotisations minimales estimées dans nos régimes de retraite à prestations définies par capitalisation au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans les Caraïbes. Les cotisations minimales estimées seront uniquement comptabilisées au cours du prochain exercice qui se terminera le 31 octobre 2021, étant donné que les cotisations minimales dépendent de divers facteurs, dont le rendement du marché et les exigences réglementaires, et qu'elles sont donc assujetties à une grande variabilité.

Autres risques

Nous disposons de politiques et de processus en vue d'évaluer, de surveiller et de contrôler les autres risques auxquels nous sommes exposés, dont le risque stratégique, le risque de réputation, le risque environnemental et social et le risque opérationnel, dont le risque d'assurance, le risque lié à la technologie, à l'information et à la cybersécurité et le risque de réglementation. Ces risques, de même que les politiques et les processus s'y rattachant, sont sensiblement les mêmes que ceux décrits aux pages 80 à 82 de notre Rapport annuel 2020.

Questions relatives à la comptabilité et au contrôle

Méthodes comptables critiques et estimations

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés selon la Norme comptable internationale 34 (IAS 34), *Information financière intermédiaire*, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Un sommaire des principales méthodes comptables est présenté à la note 1 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2020. Les états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour dresser les états financiers consolidés de la CIBC au 31 octobre 2020 et pour l'exercice clos à cette date, hormis le fait que la CIBC a adopté le Cadre conceptuel de l'information financière (Cadre conceptuel) et qu'elle a adopté les dispositions du document Réforme des taux d'intérêt de référence, phase 2 (modifications d'IFRS 9, d'IAS 39, d'IFRS 7, d'IFRS 4 et d'IFRS 16) (la « phase 2 des modifications ») de façon anticipée à compter du 1^{er} novembre 2020.

L'adoption du Cadre conceptuel n'a eu aucune incidence.

L'adoption anticipée des dispositions de la phase 2 des modifications, décrite dans la section Autres faits nouveaux en matière de réglementation ci-après, a exigé que nous fournissions des informations supplémentaires à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires.

Certaines méthodes comptables exigent que nous posions des jugements et fassions des estimations, dont certains ont trait à des questions incertaines. La pandémie de COVID-19 continue d'exiger une part plus élevée de jugement, comme il est décrit aux pages 83 à 88 de notre Rapport annuel 2020, et pourrait avoir une incidence importante sur nos résultats financiers, particulièrement en ce qui a trait à l'estimation des pertes de crédit attendues.

Au cours du semestre clos le 30 avril 2021, l'évolution favorable de nos perspectives économiques a donné lieu à une réduction relativement modérée de nos pertes de crédit attendues sur les prêts productifs des premier et deuxième stades. Une part importante de jugement était inhérente aux prévisions des informations prospectives, y compris à l'égard de notre scénario de base fondé sur l'hypothèse que les programmes de vaccination de masse se poursuivront dans de nombreux pays au cours du printemps et de l'été et que les vaccins seront efficaces contre les nouveaux variants, ce qui favorisera une reprise plus vigoureuse à l'échelle mondiale au cours du deuxième semestre de l'année.

Tout changement dans les jugements et les estimations en lien avec l'IFRS 9 peut avoir une incidence importante sur le montant des provisions pour pertes de crédit attendues et la volatilité de la dotation à la provision pour pertes de crédit d'une période à l'autre. Pour plus de précisions sur le niveau élevé de jugement inhérent à l'estimation de la provision pour pertes de crédit attendues dans le contexte de la pandémie de COVID-19, se reporter à la note 6 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2020 et à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires.

Faits nouveaux en matière de comptabilité

Pour plus de précisions sur les autres modifications de méthodes comptables futures, se reporter à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires et à la note 32 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2020.

Autres faits nouveaux en matière de réglementation

Réforme des taux d'intérêt de référence

Divers indices de taux d'intérêt et autres indices qui sont présumés être des « indices de référence » (y compris le LIBOR) sont assujettis aux lignes directrices réglementaires internationales et aux propositions de réforme. Les organismes de réglementation de divers pays ont préconisé la transition des taux interbancaires offerts vers des taux d'intérêt de référence alternatifs (« taux alternatifs »), fondés sur des taux sans risque établis au moyen de transactions réelles sur le marché. La FCA du Royaume-Uni a initialement annoncé en juillet 2017 qu'elle n'obligerait pas les banques à soumettre des taux LIBOR après décembre 2021. En mars 2021, la FCA et le ICE Benchmark Administrator (IBA) ont annoncé les dates prévues pour l'abandon ou la perte de représentativité de divers taux LIBOR, notamment que les taux LIBOR en livres sterling, en euros, en francs suisses et en yens japonais cesseront d'être utilisés le 31 décembre 2021 et que la plupart des échéances pour les taux LIBOR en dollars américains seront abandonnées le 30 juin 2023. Cette annonce entraîne un écart fixe entre le taux LIBOR et le taux alternatif pour une échéance donnée qui s'appliquera à l'abandon des taux LIBOR concernés. La prolongation jusqu'au 30 juin 2023 de la plupart des échéances pour les taux LIBOR en dollars américains permettra à plusieurs anciens contrats d'arriver à échéance avant la date de cessation; cependant, il ne sera plus possible de réaliser des montages de nouveaux produits indexés au taux LIBOR en dollars américains après la fin de 2021.

La transition des taux d'intérêt de référence actuels vers les taux alternatifs pourrait avoir une incidence défavorable sur la valeur, le rendement ou le marché de la négociation des contrats faisant référence aux taux d'intérêt de référence actuels. Cette transition pourrait mener à l'abandon de certains taux LIBOR et d'autres taux d'intérêt de référence.

Un nombre important de nos contrats de dérivés, de valeurs mobilières, de prêts et de dépôts font référence à divers taux d'intérêt de référence, y compris des contrats dont les échéances vont au-delà des dates de cessation annoncées par la FCA en mars 2021. En réponse à la réforme proposée des taux d'intérêt de référence, nous avons mis en place un programme de transition à l'égard des taux interbancaires offerts à l'échelle de l'entreprise (le « programme ») pour gérer et coordonner tous les aspects liés à la transition. Pour plus de précisions sur le programme, se reporter à la section Autres faits nouveaux en matière de réglementation de notre Rapport annuel 2020.

Dans le cadre du programme, nous avons commencé la transition des contrats fondés sur des taux interbancaires offerts existants vers ceux faisant référence aux nouveaux taux alternatifs, et à élaborer des processus opérationnels connexes. Nous avons commencé à appliquer des mesures correctrices à nos contrats indexés à des taux LIBOR autres qu'en dollars américains en incluant des libellés de remplacement appropriés et avons cessé d'émettre certains produits indexés au LIBOR en livres sterling qui viennent à échéance après la fin de 2021 conformément aux directives fournies par les organismes de réglementation. Nous avons adhéré au protocole IBOR Fallbacks 2020 de l'International Swaps and Derivatives Association (l'« ISDA ») afin de faciliter la transition du taux contractuel pour les dérivés avec des contreparties qui ont également adhéré au protocole de l'ISDA. Une telle transition entrera en vigueur à la survenance de certains événements déclencheurs prescrits. Nous avons poursuivi l'élaboration de plans de mesures correctrices pour les contrats de nos produits indexés au LIBOR et avons continué à rendre l'information accessible aux clients, en leur offrant des conseils concernant les faits nouveaux.

Nous continuons d'évaluer les répercussions de la réforme des taux interbancaires offerts sur nos activités, d'échanger avec des associations sectorielles au sujet des développements en cours concernant la transition vers les taux sans risque et continuons d'intégrer les développements récents à notre plan de mise en œuvre. Dans le cadre du programme, la haute direction, y compris le comité de direction, et le conseil sont informés régulièrement des progrès réalisés.

Modifications des méthodes comptables actuelles dans le cadre de la réforme des taux d'intérêt de référence

L'IASB a examiné, en deux phases, la réforme des taux d'intérêt de référence et ses incidences sur la présentation de l'information financière. La phase 1 traite principalement des questions ayant une incidence sur la présentation de l'information financière au cours de la période précédant la réforme des taux d'intérêt de référence, et la phase 2, des questions qui ont une incidence sur la présentation de l'information financière lorsque le taux existant est remplacé par un taux alternatif. En septembre 2019, l'IASB a parachevé la phase 1 en publiant le document intitulé Réforme des taux d'intérêt de référence (modification d'IFRS 9, d'IAS 39 et d'IFRS 7) (les « modifications issues de la phase 1 »). Nous avons choisi d'adopter les modifications issues de la phase 1 de manière anticipée à compter du 1^{er} novembre 2019. L'incidence de l'adoption anticipée des modifications de la phase 1 sur la comptabilisation et la présentation de l'information financière a été décrite à la note 1 de notre Rapport annuel 2020.

En août 2020, l'IASB a parachevé la phase 2 en publiant le document intitulé Réforme des taux d'intérêt de référence, phase 2 (modification d'IFRS 9, d'IAS 39, d'IFRS 7, d'IFRS 4 et d'IFRS 16) (les « modifications issues de la phase 2 »), qui traite des questions ayant une incidence sur la présentation de l'information financière lorsqu'un taux existant est remplacé par un taux alternatif et qui énonce des exigences spécifiques en matière d'informations à fournir. Les modifications issues de la phase 2 entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021. Puisque nous avons choisi de continuer d'appliquer les dispositions de l'IAS 39 relatives à la comptabilité de couverture lors de l'adoption de l'IFRS 9, les modifications apportées à l'IAS 39, à l'IFRS 7, à l'IFRS 4 et à l'IFRS 16 dans le cadre de la phase 2 s'appliqueront obligatoirement le 1^{er} novembre 2021 en ce qui nous concerne, l'application anticipée étant autorisée. Nous avons choisi d'adopter les modifications issues de la phase 2 de manière anticipée à compter du 1^{er} novembre 2020. Par conséquent, nous avons fourni des informations supplémentaires sur nos expositions aux principaux taux d'intérêt de référence visés par la réforme à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de communication de l'information

La direction de la CIBC, en collaboration avec le président et chef de la direction et le chef des services financiers, a évalué l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la CIBC en date du 30 avril 2021 (conformément aux règles de la SEC et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières). D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le chef des services financiers ont conclu que ces contrôles et procédures étaient efficaces.

Modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2021, le contrôle interne de la CIBC à l'égard de l'information financière n'a fait l'objet d'aucun changement qui a modifié de façon importante son contrôle interne à l'égard de l'information financière, ou qui aurait raisonnablement pu le faire.

Transactions entre parties liées

Les procédures et les politiques de la CIBC concernant les transactions entre parties liées n'ont fait l'objet d'aucun changement important depuis le 31 octobre 2020. Pour plus de précisions, se reporter aux pages 90 à 183 de notre Rapport annuel 2020.

États financiers consolidés intermédiaires

(non audité)

Table des matières

43	Bilan consolidé
44	Compte de résultat consolidé
45	État du résultat global consolidé
46	État des variations des capitaux propres consolidé
47	Tableau des flux de trésorerie consolidé
48	Notes des états financiers consolidés intermédiaires

48	Note 1	–	Changements de méthodes comptables	64	Note 9	–	Capital-actions
49	Note 2	–	Incidence de la COVID-19	65	Note 10	–	Avantages postérieurs à l'emploi
51	Note 3	–	Évaluation de la juste valeur	65	Note 11	–	Impôt sur le résultat
55	Note 4	–	Transactions importantes	66	Note 12	–	Résultat par action
55	Note 5	–	Valeurs mobilières	66	Note 13	–	Passifs éventuels et provisions
57	Note 6	–	Prêts	67	Note 14	–	Produits d'intérêts et charges d'intérêts
63	Note 7	–	Dépôts	67	Note 15	–	Informations sectorielles
64	Note 8	–	Titres secondaires				

Bilan consolidé

Non audité, en millions de dollars canadiens, aux	30 avr. 2021	31 oct. 2020
ACTIF		
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	26 924 \$	43 531 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	20 273	18 987
Valeurs mobilières (note 5)	155 122	149 046
Garantie au comptant au titre de valeurs empruntées	11 573	8 547
Valeurs acquises en vertu de prises en pension de titres	63 106	65 595
Prêts (note 6)		
Prêts hypothécaires à l'habitation	234 747	221 165
Prêts personnels	42 371	42 222
Cartes de crédit	10 633	11 389
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	136 567	135 546
Provision pour pertes sur créances	(3 200)	(3 540)
	421 118	406 782
Divers		
Dérivés	35 313	32 730
Engagements de clients en vertu d'acceptations	11 002	9 606
Immobilisations corporelles	2 826	2 997
Goodwill	4 928	5 253
Logiciels et autres immobilisations incorporelles	1 944	1 961
Placements dans des entreprises associées et des coentreprises comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence	641	658
Actifs d'impôt différé	433	650
Autres actifs	27 675	23 208
	84 762	77 063
	782 878 \$	769 551 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Dépôts (note 7)		
Particuliers	207 028 \$	202 152 \$
Entreprises et gouvernements	313 201	311 426
Banques	17 140	17 011
Emprunts garantis	39 194	40 151
	576 563	570 740
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	20 269	15 963
Garanties au comptant au titre de valeurs prêtées	3 205	1 824
Engagements liés à des valeurs vendues en vertu de mises en pension de titres	66 120	71 653
Divers		
Dérivés	34 121	30 508
Acceptations	11 071	9 649
Passif d'impôt différé	35	33
Autres passifs	23 161	22 134
	68 388	62 324
Titres secondaires	5 653	5 712
Capitaux propres		
Actions privilégiées et autres titres de participation	3 575	3 575
Actions ordinaires (note 9)	14 130	13 908
Surplus d'apport	119	117
Résultats non distribués	24 003	22 119
Cumul des autres éléments du résultat global	683	1 435
Total des capitaux propres applicables aux actionnaires	42 510	41 154
Participations ne donnant pas le contrôle	170	181
Total des capitaux propres	42 680	41 335
	782 878 \$	769 551 \$

Les notes ci-jointes et les parties ombragées de la section Gestion du risque du rapport de gestion font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Compte de résultat consolidé

	Pour les trois mois clos les			Pour les six mois clos les	
	30 avr. 2021	31 janv. 2021	30 avr. 2020	30 avr. 2021	30 avr. 2020
Non audité, en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire					
Produits d'intérêts (note 14) ¹					
Prêts	2 934 \$	3 071 \$	3 658 \$	6 005 \$	7 644 \$
Valeurs mobilières	529	569	698	1 098	1 428
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres	79	90	278	169	642
Dépôts auprès d'autres banques	31	41	68	72	170
	3 573	3 771	4 702	7 344	9 884
Charges d'intérêts (note 14)					
Dépôts	666	755	1 608	1 421	3 591
Valeurs vendues à découvert	62	56	63	118	138
Valeurs prêtées ou vendues en vertu de mises en pension de titres	55	71	207	126	502
Titres secondaires	28	35	44	63	90
Divers	15	15	18	30	40
	826	932	1 940	1 758	4 361
Produits nets d'intérêts	2 747	2 839	2 762	5 586	5 523
Produits autres que d'intérêts					
Rémunération de prise ferme et honoraires de consultation	231	134	116	365	242
Frais sur les dépôts et les paiements	187	195	197	382	419
Commissions sur crédit	278	287	240	565	494
Honoraires d'administration de cartes	104	123	85	227	207
Honoraires de gestion de placements et de garde	390	373	339	763	689
Produits tirés des fonds communs de placement	427	424	384	851	793
Produits tirés des assurances, nets des réclamations	81	97	95	178	197
Commissions liées aux transactions sur valeurs mobilières	120	103	110	223	191
Profits (pertes) sur les instruments financiers évalués/désignés à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN), montant net	178	213	73	391	338
Profits (pertes) sur les titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG) et au coût amorti, montant net	22	36	(16)	58	(5)
Produits tirés des opérations de change autres que de négociation	78	69	68	147	126
Quote-part du résultat d'entreprises associées et de coentreprises comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	16	16	24	32	42
Divers	73	54	101	127	177
	2 185	2 124	1 816	4 309	3 910
Total des produits	4 932	4 963	4 578	9 895	9 433
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 6)	32	147	1 412	179	1 673
Charges autres que d'intérêts					
Salaires et avantages du personnel	1 598	1 564	1 479	3 162	3 376
Frais d'occupation	194	193	215	387	421
Matériel informatique, logiciels et matériel de bureau	507	467	479	974	949
Communications	87	79	82	166	157
Publicité et expansion des affaires	50	45	72	95	149
Honoraires	57	47	49	104	99
Taxes d'affaires et taxes sur le capital	27	31	29	58	65
Divers	236	300	299	536	553
	2 756	2 726	2 704	5 482	5 769
Résultat avant impôt sur le résultat	2 144	2 090	462	4 234	1 991
Impôt sur le résultat	493	465	70	958	387
Résultat net	1 651 \$	1 625 \$	392 \$	3 276 \$	1 604 \$
Résultat net (perte nette) applicable aux participations ne donnant pas le contrôle	4 \$	4 \$	(8) \$	8 \$	(1) \$
Porteurs d'actions privilégiées et d'autres titres de participation	51 \$	30 \$	30 \$	81 \$	61 \$
Porteurs d'actions ordinaires	1 596	1 591	370	3 187	1 544
Résultat net applicable aux actionnaires	1 647 \$	1 621 \$	400 \$	3 268 \$	1 605 \$
Résultat par action (en dollars) (note 12)					
De base	3,56 \$	3,56 \$	0,83 \$	7,12 \$	3,47 \$
Dilué	3,55	3,55	0,83	7,10	3,46
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	1,46	1,46	1,46	2,92	2,90

1) Comprend des produits d'intérêts, calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif, de 3,2 G\$ pour le trimestre clos le 30 avril 2021 (3,4 G\$ pour le trimestre clos le 31 janvier 2021 et 4,2 G\$ pour le trimestre clos le 30 avril 2020) et de 6,5 G\$ pour le semestre clos le 30 avril 2021 (8,9 G\$ pour le semestre clos le 30 avril 2020).

Les notes ci-jointes et les parties ombragées de la section Gestion du risque du rapport de gestion font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État du résultat global consolidé

Non audité, en millions de dollars canadiens	Pour les trois mois clos les			Pour les six mois clos les	
	30 avr. 2021	31 janv. 2021	30 avr. 2020	30 avr. 2021	30 avr. 2020
Résultat net	1 651 \$	1 625 \$	392 \$	3 276 \$	1 604 \$
Autres éléments du résultat global, nets de l'impôt sur le résultat, qui pourraient faire l'objet d'un reclassement subséquent en résultat net					
Écart de change, montant net					
Profits nets (pertes nettes) sur investissements dans des établissements à l'étranger	(1 438)	(1 417)	1 795	(2 855)	1 957
Profits nets (pertes nettes) sur transactions de couverture d'investissements dans des établissements à l'étranger	843	798	(990)	1 641	(1 075)
	(595)	(619)	805	(1 214)	882
Variation nette des titres de créance évalués à la JVAERG					
Profits nets (pertes nettes) sur les valeurs évaluées à la JVAERG	(72)	56	47	(16)	91
Reclassement en résultat net de (profits nets) pertes nettes	(16)	(26)	(4)	(42)	(10)
	(88)	30	43	(58)	81
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie					
Profits nets (pertes nettes) sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	30	124	43	154	32
Reclassement en résultat net de (profits nets) pertes nettes	(38)	(148)	150	(186)	164
	(8)	(24)	193	(32)	196
Autres éléments du résultat global, nets de l'impôt sur le résultat, qui ne pourraient pas faire l'objet d'un reclassement subséquent en résultat net					
Profits nets (pertes nettes) au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies	327	199	248	526	143
Profits nets (pertes nettes) découlant de la variation de la juste valeur des passifs désignés à leur juste valeur attribuable aux variations du risque de crédit	20	(35)	37	(15)	15
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la JVAERG	21	24	(38)	45	(2)
	368	188	247	556	156
Total des autres éléments du résultat global¹	(323)	(425)	1 288	(748)	1 315
Résultat global	1 328 \$	1 200 \$	1 680 \$	2 528 \$	2 919 \$
Résultat global applicable aux participations ne donnant pas le contrôle	4 \$	4 \$	(8) \$	8 \$	(1) \$
Porteurs d'actions privilégiées et d'autres titres de participation	51 \$	30 \$	30 \$	81 \$	61 \$
Porteurs d'actions ordinaires	1 273	1 166	1 658	2 439	2 859
Résultat global applicable aux actionnaires	1 324 \$	1 196 \$	1 688 \$	2 520 \$	2 920 \$

1) Comprend des pertes de 25 M\$ pour le trimestre clos le 30 avril 2021 (pertes de 6 M\$ pour le trimestre clos le 31 janvier 2021 et profits de 28 M\$ pour le trimestre clos le 30 avril 2020) et des pertes de 31 M\$ pour le semestre clos le 30 avril 2021 (profits de 24 M\$ pour le semestre clos le 30 avril 2020), ayant trait à nos placements dans des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Non audité, en millions de dollars canadiens	Pour les trois mois clos les			Pour les six mois clos les	
	30 avr. 2021	31 janv. 2021	30 avr. 2020	30 avr. 2021	30 avr. 2020
(Charge) économie d'impôt sur le résultat attribuée à chacune des composantes des autres éléments du résultat global					
Éléments qui pourraient faire l'objet d'un reclassement subséquent en résultat net					
Écart de change, montant net					
Profits nets (pertes nettes) sur investissements dans des établissements à l'étranger	42 \$	11 \$	(14) \$	53 \$	(15) \$
Profits nets (pertes nettes) sur transactions de couverture d'investissements dans des établissements à l'étranger	(46)	(15)	22	(61)	22
	(4)	(4)	8	(8)	7
Variation nette des titres de créance évalués à la JVAERG					
Profits nets (pertes nettes) sur les valeurs évaluées à la JVAERG	12	(25)	1	(13)	(11)
Reclassement en résultat net de (profits nets) pertes nettes	6	9	2	15	4
	18	(16)	3	2	(7)
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie					
Profits nets (pertes nettes) sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(10)	(45)	(15)	(55)	(11)
Reclassement en résultat net de (profits nets) pertes nettes	13	53	(54)	66	(59)
	3	8	(69)	11	(70)
Éléments qui ne peuvent faire l'objet d'un reclassement subséquent en résultat net					
Profits nets (pertes nettes) au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies	(117)	(71)	(88)	(188)	(52)
Profits nets (pertes nettes) découlant de la variation de la juste valeur des passifs désignés à leur juste valeur attribuable aux variations du risque de crédit	(8)	13	(14)	5	(6)
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la JVAERG	(7)	(8)	13	(15)	-
	(132)	(66)	(89)	(198)	(58)
	(115) \$	(78) \$	(147) \$	(193) \$	(128) \$

Les notes ci-jointes et les parties ombragées de la section Gestion du risque du rapport de gestion font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État des variations des capitaux propres consolidé

Non audité, en millions de dollars canadiens	Pour les trois mois clos			Pour les six mois clos	
	30 avr. 2021	31 janv. 2021	30 avr. 2020	30 avr. 2021	30 avr. 2020
Actions privilégiées et autres titres de participation					
Solde au début de la période	3 575 \$	3 575 \$	2 825 \$	3 575 \$	2 825 \$
Émission d'actions privilégiées et de billets avec remboursement de capital à recours limité	-	-	-	-	-
Solde à la fin de la période	3 575 \$	3 575 \$	2 825 \$	3 575 \$	2 825 \$
Actions ordinaires (note 9)					
Solde au début de la période	13 991 \$	13 908 \$	13 669 \$	13 908 \$	13 591 \$
Émission d'actions ordinaires	136	99	78	235	201
Achat d'actions ordinaires aux fins d'annulation	-	-	(22)	-	(68)
Actions autodétenues	3	(16)	(3)	(13)	(2)
Solde à la fin de la période	14 130 \$	13 991 \$	13 722 \$	14 130 \$	13 722 \$
Surplus d'apport					
Solde au début de la période	119 \$	117 \$	123 \$	117 \$	125 \$
Charge de rémunération découlant des attributions fondées sur des actions réglées en instruments de capitaux propres	8	6	4	14	7
Exercice d'options sur actions et règlement d'autres attributions fondées sur des actions réglées en instruments de capitaux propres	(18)	(5)	(7)	(23)	(11)
Divers	10	1	(1)	11	(2)
Solde à la fin de la période	119 \$	119 \$	119 \$	119 \$	119 \$
Résultats non distribués					
Solde au début de la période avant les modifications de méthodes comptables	s. o.	s. o.	21 543 \$	s. o.	20 972 \$
Incidence de l'adoption de l'IFRS 16 le 1 ^{er} novembre 2019	s. o.	s. o.	21	s. o.	148
Solde au début de la période après les modifications de méthodes comptables	23 060 \$	22 119 \$	21 564	22 119 \$	21 120
Résultat net applicable aux actionnaires	1 647	1 621	400	3 268	1 605
Dividendes et distributions					
Actions privilégiées et autres titres de participation	(51)	(30)	(30)	(81)	(61)
Actions ordinaires	(655)	(653)	(649)	(1 308)	(1 290)
Prime à l'achat d'actions ordinaires aux fins d'annulation	-	-	(47)	-	(166)
Profits réalisés (pertes réalisées) sur les titres de participation désignés à la JVAERG reclassés du cumul des autres éléments du résultat global	1	3	2	4	31
Divers	1	-	(2)	1	(1)
Solde à la fin de la période	24 003 \$	23 060 \$	21 238 \$	24 003 \$	21 238 \$
Cumul des autres éléments du résultat global, net de l'impôt sur le résultat					
Cumul des autres éléments du résultat global, net de l'impôt sur le résultat, qui pourraient faire l'objet d'un reclassement subséquent en résultat net					
Écart de change, montant net					
Solde au début de la période	554 \$	1 173 \$	1 070 \$	1 173 \$	993 \$
Variation nette de l'écart de change	(595)	(619)	805	(1 214)	882
Solde à la fin de la période	(41) \$	554 \$	1 875 \$	(41) \$	1 875 \$
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de créance évalués à la JVAERG					
Solde au début de la période	339 \$	309 \$	115 \$	309 \$	77 \$
Variation nette des valeurs évaluées à la JVAERG	(88)	30	43	(58)	81
Solde à la fin de la période	251 \$	339 \$	158 \$	251 \$	158 \$
Profits nets (pertes nettes) sur couvertures de flux de trésorerie					
Solde au début de la période	250 \$	274 \$	116 \$	274 \$	113 \$
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie	(8)	(24)	193	(32)	196
Solde à la fin de la période	242 \$	250 \$	309 \$	242 \$	309 \$
Cumul des autres éléments du résultat global, net de l'impôt sur le résultat, qui ne pourraient pas faire l'objet d'un reclassement subséquent en résultat net					
Profits nets (pertes nettes) au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies					
Solde au début de la période	(84) \$	(283) \$	(468) \$	(283) \$	(363) \$
Variation nette des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies	327	199	248	526	143
Solde à la fin de la période	243 \$	(84) \$	(220) \$	243 \$	(220) \$
Profits nets (pertes nettes) découlant de la variation de la juste valeur des passifs désignés à leur juste valeur attribuable aux variations du risque de crédit					
Solde au début de la période	(75) \$	(40) \$	(6) \$	(40) \$	16 \$
Variation nette attribuable aux variations du risque de crédit	20	(35)	37	(15)	15
Solde à la fin de la période	(55) \$	(75) \$	31 \$	(55) \$	31 \$
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la JVAERG					
Solde au début de la période	23 \$	2 \$	52 \$	2 \$	45 \$
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la JVAERG	21	24	(38)	45	(2)
Profits réalisés (pertes réalisées) sur les titres de participation désignés à la JVAERG reclassé(e)s en résultats non distribués	(1)	(3)	(2)	(4)	(31)
Solde à la fin de la période	43 \$	23 \$	12 \$	43 \$	12 \$
Total du cumul des autres éléments du résultat global, net de l'impôt sur le résultat	683 \$	1 007 \$	2 165 \$	683 \$	2 165 \$
Participations ne donnant pas le contrôle					
Solde au début de la période	177 \$	181 \$	191 \$	181 \$	186 \$
Résultat net applicable aux participations ne donnant pas le contrôle	4	4	(8)	8	(1)
Dividendes	(2)	-	(9)	(2)	(11)
Divers	(9)	(8)	10	(17)	10
Solde à la fin de la période	170 \$	177 \$	184 \$	170 \$	184 \$
Capitaux propres à la fin de la période	42 680 \$	41 929 \$	40 253 \$	42 680 \$	40 253 \$

s. o. Sans objet

Les notes ci-jointes et les parties ombragées de la section Gestion du risque du rapport de gestion font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Tableau des flux de trésorerie consolidé

Non audité, en millions de dollars canadiens	Pour les trois mois clos les			Pour les six mois clos les	
	30 avr. 2021	31 janv. 2021	30 avr. 2020	30 avr. 2021	30 avr. 2020
Flux de trésorerie d'exploitation					
Résultat net	1 651 \$	1 625 \$	392 \$	3 276 \$	1 604 \$
Ajustements pour rapprocher le résultat net des flux de trésorerie d'exploitation :					
Dotation à la provision pour pertes sur créances	32	147	1 412	179	1 673
Amortissement et perte de valeur ¹	249	237	280	486	526
Charge au titre des options sur actions et des actions subalternes	8	6	4	14	7
Impôt différé	(29)	43	(67)	14	(160)
Pertes (profits) sur titres de créance évalués à la JVAERG et au coût amorti	(22)	(36)	16	(58)	5
Pertes nettes (profits nets) à la cession d'immobilisations corporelles	-	-	3	-	4
Autres éléments hors caisse, montant net	430	82	(624)	512	(692)
Variations nettes des actifs et des passifs d'exploitation					
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	34	(1 320)	(1 726)	(1 286)	(4 184)
Prêts, nets des remboursements	(11 056)	(4 177)	(18 853)	(15 233)	(22 969)
Dépôts, nets des retraits	1 479	1 628	43 555	3 107	56 273
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	793	3 513	(2 487)	4 306	(696)
Intérêts courus à recevoir	7	132	(98)	139	53
Intérêts courus à payer	(125)	(159)	3	(284)	(109)
Actifs dérivés	(1 159)	(1 440)	(15 084)	(2 599)	(16 440)
Passifs dérivés	1 952	1 688	15 675	3 640	15 927
Valeurs mobilières évaluées à la JVRN	(6 288)	(3 864)	5 859	(10 152)	(3 150)
Autres actifs et passifs évalués/désignés à la JVRN	1 833	1 727	879	3 560	(171)
Impôt exigible	154	62	(26)	216	1 216
Garanties au comptant au titre de valeurs prêtées	1 460	(79)	(50)	1 381	(250)
Engagements liés à des valeurs vendues en vertu de mises en pension de titres	(10 402)	4 869	22 637	(5 533)	27 976
Garantie au comptant au titre de valeurs empruntées	(16)	(3 010)	896	(3 026)	(2 068)
Valeurs acquises en vertu de prises en pension de titres	1 290	1 199	(8 414)	2 489	(9 221)
Divers, montant net ²	(35)	(3 983)	(21)	(4 018)	(215)
	(17 760)	(1 110)	44 161	(18 870)	44 939
Flux de trésorerie de financement					
Émission de titres secondaires	1 000	-	-	1 000	-
Remboursement/rachat/échéance de titres secondaires	-	(1 008)	-	(1 008)	-
Émission d'actions ordinaires au comptant	85	62	35	147	118
Achat d'actions ordinaires aux fins d'annulation	-	-	(69)	-	(234)
Vente (achat) d'actions autodétenues, montant net	3	(16)	(3)	(13)	(2)
Dividendes et distributions versés	(673)	(651)	(643)	(1 324)	(1 279)
Remboursement des obligations locatives	(74)	(74)	(77)	(148)	(152)
	341	(1 687)	(757)	(1 346)	(1 549)
Flux de trésorerie d'investissement					
Achat de valeurs mobilières évaluées/désignées à la JVAERG et au coût amorti	(12 052)	(9 954)	(17 997)	(22 006)	(27 818)
Produit de la vente de valeurs mobilières évaluées/désignées à la JVAERG et au coût amorti	7 379	6 812	1 621	14 191	5 378
Produit à l'échéance de titres de créance évalués à la JVAERG et au coût amorti	6 301	5 676	6 028	11 977	13 173
Vente (achat) d'immobilisations corporelles, de logiciels et d'autres immobilisations incorporelles, montant net ²	(175)	(184)	(171)	(359)	(336)
	1 453	2 350	(10 519)	3 803	(9 603)
Incidence de la fluctuation des taux de change sur la trésorerie et les dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	(96)	(98)	129	(194)	141
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au cours de la période	(16 062)	(545)	33 014	(16 607)	33 928
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au début de la période	42 986	43 531	4 754	43 531	3 840
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques à la fin de la période³	26 924 \$	42 986 \$	37 768 \$	26 924 \$	37 768 \$
Intérêts versés au comptant	951 \$	1 091 \$	1 937 \$	2 042 \$	4 470 \$
Intérêts reçus au comptant	3 323	3 659	4 384	6 982	9 523
Dividendes reçus au comptant	257	244	220	501	414
Impôt sur le résultat payé (reçu) au comptant	368	360	163	728	(669)

1) Comprennent l'amortissement et la perte de valeur des bâtiments, des actifs au titre de droits d'utilisation, du mobilier, du matériel, des améliorations locatives et des logiciels, ainsi que d'autres immobilisations incorporelles.

2) Retraités par rapport aux montants présentés précédemment.

3) Comprennent des liquidités soumises à restrictions de 492 M\$ (493 M\$ au 31 janvier 2021 et 698 M\$ au 30 avril 2020) et des comptes de dépôt à vue productifs d'intérêts avec la Banque du Canada.

Les notes ci-jointes et les parties ombragées de la section Gestion du risque du rapport de gestion font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Notes des états financiers consolidés intermédiaires (non audité)

Les états financiers consolidés intermédiaires de la CIBC ont été préparés selon le paragraphe 308(4) de la *Loi sur les banques* (Canada), qui prévoit qu'à moins d'indication contraire du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), les états financiers doivent être préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Aucune des exigences comptables du BSIF ne fait exception aux IFRS.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés selon la Norme comptable internationale 34 (IAS 34), *Information financière intermédiaire*, et ne comprennent pas toute l'information qui doit être présentée dans les états financiers consolidés annuels complets. À l'exception de ce qui est indiqué ci-après, les présents états financiers consolidés intermédiaires sont dressés selon les mêmes méthodes et conventions comptables que celles utilisées pour dresser les états financiers consolidés de la CIBC au 31 octobre 2020 et pour l'exercice clos à cette date.

À moins d'indication contraire, tous les montants contenus dans les présents états financiers consolidés intermédiaires sont libellés en dollars canadiens. La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires a été approuvée par le conseil d'administration le 26 mai 2021.

Note 1. Changements de méthodes comptables

a) Changements de méthodes comptables pour la période considérée

Réforme des taux d'intérêt de référence, phase 2 (modification d'IFRS 9, d'IAS 39, d'IFRS 7, d'IFRS 4 et d'IFRS 16)

Divers indices de taux d'intérêt et autres indices qui sont présumés être des « indices de référence » (y compris le LIBOR) sont assujettis aux lignes directrices réglementaires internationales et aux propositions de réforme. Les organismes de réglementation de divers pays ont préconisé la transition des taux interbancaires offerts vers des taux d'intérêt de référence alternatifs (« taux alternatifs »), fondés sur des taux sans risque établis au moyen de transactions réelles sur le marché. La Financial Conduct Authority (FCA) du Royaume-Uni a initialement annoncé en juillet 2017 qu'elle n'obligerait pas les banques à soumettre des taux LIBOR après décembre 2021. En mars 2021, la FCA et le ICE Benchmark Administrator (IBA) ont annoncé les dates prévues pour l'abandon ou la perte de représentativité de divers taux LIBOR, notamment que les taux LIBOR en livres sterling, en euros, en francs suisses et en yen japonais cesseront d'être utilisés le 31 décembre 2021 et que la plupart des échéances pour les taux LIBOR en dollars américains seront abandonnées le 30 juin 2023. Cette annonce résulte en un écart fixe entre le taux LIBOR et le taux alternatif pour une échéance donnée qui s'appliquera à l'abandon des taux LIBOR concernés. La prolongation jusqu'au 30 juin 2023 de la plupart des échéances pour les taux LIBOR en dollars américains permettrait à de nombreux anciens contrats d'arriver à échéance avant la date de cessation; cependant, il ne sera plus possible de réaliser des montages de nouveaux produits indexés au taux LIBOR en dollars américains après la fin de 2021.

En réponse à la réforme des taux d'intérêt de référence, l'IASB a publié la Réforme des taux d'intérêt de référence, phase 2 (modification d'IFRS 9, d'IAS 39, d'IFRS 7, d'IFRS 4 et d'IFRS 16) (les « modifications issues de la phase 2 ») en août 2020. Ces modifications concernent des questions qui ont une incidence sur la présentation de l'information financière lorsque le taux existant est remplacé par un taux alternatif et concluent les modifications de l'IASB aux normes de présentation de l'information financière en raison de l'incidence de la réforme des taux d'intérêt de référence. Même si les modifications issues de la phase 2 entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021, nous avons choisi de les adopter de manière anticipée à compter du 1^{er} novembre 2020. Seules les modifications apportées à l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (IAS 39), à l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*, à l'IFRS 4, *Contrats d'assurance*, et à l'IFRS 16, *Contrats de location*, s'appliquent en ce qui nous concerne parce que nous avons choisi de continuer d'appliquer les dispositions de l'IAS 39 portant sur la comptabilité de couverture au moment d'adopter l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9).

Les modifications issues de la phase 2 permettent qu'une modification aux actifs financiers et passifs financiers au coût amorti, et aux obligations locatives du preneur qui sont faites en conséquence directe de la réforme des taux interbancaires offerts et apportées selon une base économiquement équivalente soit comptabilisée en révisant de façon prospective le taux d'intérêt effectif sans comptabilisation immédiate de profit ou perte. Les modifications consentent également une exception temporaire qui permet la poursuite des relations de couverture à la suite du remplacement d'un taux d'intérêt de référence existant par un taux alternatif selon certaines conditions d'admissibilité, y compris la modification de la désignation et de la documentation de la couverture pour prendre en compte le nouveau taux, et l'établissement de nouvelles relations de couverture qui sont dans le champ d'application des modifications issues de la phase 2.

L'IASB avait préalablement publié le document intitulé Réforme des taux d'intérêt de référence (modification d'IFRS 9, d'IAS 39 et d'IFRS 7) (les « modifications issues de la phase 1 ») en septembre 2019. Les modifications issues de la phase 1 prévoient des allègements relativement à l'application de certaines dispositions relatives à la comptabilité de couverture afin d'apaiser les incertitudes au cours de la période précédant la réforme des taux d'intérêt de référence, et contiennent des exigences spécifiques d'informations à fournir pour les relations de couverture touchées. Nous avons adopté les modifications issues de la phase 1 à compter du 1^{er} novembre 2019; et les informations pertinentes se trouvent à la note 1 des états financiers consolidés de notre rapport annuel 2020.

Étant donné que les taux interbancaires offerts sont utilisés pour un grand volume de dérivés, de prêts et d'instruments en espèces, la transition comporte un certain nombre de risques pour nous et pour l'ensemble du secteur. Les risques liés à la transition comprennent le risque de marché (advenant l'apparition de nouveaux risques de base), le risque lié aux modèles, le risque opérationnel (à mesure que des processus sont modifiés ou que de nouveaux processus sont mis en œuvre), les risques juridiques (à mesure que les contrats sont révisés) et le risque lié au comportement (pour faire en sorte que les clients soient dûment avisés et qu'ils soient prêts). En réponse à la réforme proposée des taux d'intérêt de référence, nous avons instauré un programme de transition à l'égard des taux interbancaires offerts à l'échelle de l'entreprise (le « programme »), lequel s'appuie sur une structure de gouvernance officielle et des groupes de travail spécialisés formés de parties prenantes provenant des principaux secteurs d'activité ainsi que des groupes fonctionnels comme Trésorerie, Technologie et opérations, Gestion du risque, Affaires juridiques et Finance, afin de gérer et de coordonner tous les aspects liés à la transition, dont l'identification et l'atténuation des risques. Un comité de direction chargé des taux interbancaires offerts a été formé pour en assurer la surveillance et la mise en œuvre. Le comité de direction chargé des taux interbancaires offerts gère les répercussions des risques liés à la transition au moyen de mesures d'atténuation appropriées. Nous continuons d'échanger avec des associations sectorielles pour intégrer les développements récents à notre plan de mise en œuvre. Dans le cadre du programme, la haute direction, y compris le comité de direction, et le conseil d'administration sont informés régulièrement des progrès réalisés.

Dans le cadre du programme, nous avons entrepris la transition des contrats fondés sur des taux interbancaires offerts existants vers ceux faisant référence aux nouveaux taux alternatifs, et l'élaboration de processus opérationnels connexes. Nous avons commencé à appliquer des mesures

correctrices pour les contrats de nos produits non indexés au LIBOR en dollars américains en y ajoutant des libellés de remplacement appropriés dans les contrats, et mis fin à l'émission de certains nouveaux produits indexés au LIBOR en livres sterling qui viennent à échéance après la fin de 2021 en fonction des lignes directrices prescrites par les organismes de réglementation. Nous avons adhéré au protocole IBOR Fallbacks 2020 de l'International Swaps and Derivatives Association (« ISDA ») afin de faciliter la transition du taux contractuel pour les dérivés avec des contreparties qui ont également adhéré au protocole de l'ISDA. Une telle transition entrera en vigueur à la survenance de certains événements déclencheurs prescrits. Nous avons poursuivi l'élaboration de plans de mesures correctrices pour les contrats des produits indexés au LIBOR et avons continué à rendre l'information accessible aux clients, en leur offrant des conseils concernant les faits nouveaux.

Le tableau ci-après présente les montants notionnels approximatifs de nos dérivés et l'encours brut de nos actifs financiers non dérivés et passifs financiers non dérivés indexés au LIBOR en dollars américains, au LIBOR en livres sterling et à d'autres taux de référence au 1^{er} novembre 2020 dont l'échéance est ultérieure au 31 décembre 2021 et qui devraient être touchés par la réforme des taux interbancaires offerts.

En milliards de dollars, au 1 ^{er} novembre 2020	Montants notionnels/encours brut ^{1, 2, 3}			
	LIBOR en dollars américains		LIBOR en livres sterling	Divers ⁴
	Échéance entre le 31 décembre 2021 et le 30 juin 2023	Échéance après le 30 juin 2023 ⁵	Échéance après le 31 décembre 2021	
Actifs financiers non dérivés				
Valeurs mobilières	4,0 \$	1,9 \$	- \$	- \$
Prêts	18,6	21,2	2,4	-
	22,6	23,1	2,4	-
Passifs financiers non dérivés				
Emprunts garantis considérés comme des dépôts et titres secondaires	-	0,1	1,1	-
Autres dépôts	0,8	1,0	-	-
	0,8	1,1	1,1	-
Dérivés	276,4	463,3	70,4	33,3

- 1) Compte non tenu des instruments financiers dont les taux de référence se rapportent aux taux offerts dans plusieurs territoires, notamment le taux offert en dollars canadiens (CDOR), le taux interbancaire offert en euros (EURIBOR) et le taux Bank Bill Swap Bid de l'Australie. Bien que les échéances de six ou de douze mois des instruments financiers indexés au taux CDOR seront abandonnées le 17 mai 2021, nous ne détenons aucune position importante dans ces échéances au 1^{er} novembre 2020. Les autres échéances du CDOR devraient se poursuivre.
- 2) Le tableau exclut les engagements de prêt inutilisés. Au 1^{er} novembre 2020, le total des engagements de prêt inutilisés en cours qui pourraient être visés par une transition et dont l'échéance est ultérieure au 31 décembre 2021 était estimé à 53,1 G\$, dont une tranche de 52,1 G\$ pouvant être utilisée et indexée au LIBOR en dollars américains et une tranche de 1,0 G\$ pouvant être utilisée et indexée au LIBOR en livres sterling.
- 3) Pour les swaps de devises dont les taux de référence des deux éléments sont visés par une transition, le montant notionnel propre à chaque élément est présenté dans le tableau ci-dessus.
- 4) Comprend les expositions indexées au LIBOR en yens japonais, au LIBOR en francs suisses et au LIBOR en euros.
- 5) Au 30 avril 2021, notre exposition au LIBOR en dollars américains, excluant les engagements inutilisés comportant une date d'échéance après le 30 juin 2023, s'élevait à environ 614,9 G\$. En outre, les engagements de prêt inutilisés qui pourraient être utilisés et indexés au LIBOR en dollars américains comportant une date d'échéance ultérieure au 30 juin 2023 s'élevaient à environ 31,1 G\$.

Cadre conceptuel de l'information financière (Cadre conceptuel)

Le Cadre conceptuel établit les concepts fondamentaux qui sont à la base de la préparation et de la présentation des états financiers et oriente l'IASB dans l'élaboration des IFRS. Le Cadre conceptuel s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020. Par conséquent, la CIBC a adopté le Cadre conceptuel à compter du 1^{er} novembre 2020.

L'adoption du Cadre conceptuel n'a eu aucune incidence sur nos états financiers consolidés et n'a entraîné aucun changement dans nos méthodes comptables.

b) Modifications de méthodes comptables futures

Pour plus de précisions sur les modifications de méthodes comptables futures, se reporter à la note 32 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2020. Nous continuons d'évaluer l'incidence des normes que nous adopterons après l'exercice 2021.

Note 2. Incidence de la COVID-19

Malgré l'accélération de l'activité de l'économie mondiale au cours de l'année, la pandémie de COVID-19 continue d'avoir d'importantes répercussions défavorables sur l'ampleur de cette reprise. Le contexte d'incertitude persistante liée à la croissance économique et au chômage au Canada, aux États-Unis et dans d'autres régions où nous menons nos activités ne pourra se dissiper que lorsque les campagnes de vaccination seront presque terminées et que les vaccins auront prouvé leur efficacité contre les nouveaux variants. Par conséquent, nous continuons à mener nos activités dans un contexte macroéconomique incertain.

Incidence sur les estimations et hypothèses

Ainsi qu'il est mentionné dans notre Rapport annuel 2020, la direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses à l'égard des montants comptabilisés et évalués d'actifs et de passifs, du résultat net, du résultat global et des informations fournies connexes pour préparer les états financiers consolidés selon les IFRS. Des estimations importantes sont faites et des hypothèses significatives sont formulées afin d'évaluer les instruments financiers, la provision pour pertes sur créances, la dépréciation des actifs, l'impôt sur le résultat, les provisions et les passifs éventuels, les programmes de fidélisation autogérés et les hypothèses relatives aux avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme, ainsi que pour évaluer si les entités structurées doivent être consolidées.

En outre, la pandémie de COVID-19 continue d'accroître le degré d'incertitude à l'égard des estimations et hypothèses comptables et augmente la nécessité de faire appel au jugement dans l'évaluation de la conjoncture de l'économie et du marché et de ses incidences sur les estimations importantes. Ceci touche particulièrement les estimations et les hypothèses qui concernent la provision pour pertes sur créances.

Au cours des six mois clos le 30 avril 2021, l'évolution favorable de nos perspectives économiques a donné lieu à une réduction relativement modérée de nos pertes de crédit attendues sur les prêts productifs des premier et deuxième stades. Une part importante de jugement était inhérente aux prévisions des informations prospectives, y compris à l'égard de notre scénario de base fondé sur l'hypothèse que les programmes de vaccination de masse se poursuivront dans de nombreux pays au cours du printemps et de l'été et que les vaccins seront efficaces contre les nouveaux variants, ce qui favorisera une reprise plus vigoureuse à l'échelle mondiale au cours du deuxième semestre de l'année.

Tout changement dans les jugements et les estimations en lien avec l'IFRS 9 peut avoir une incidence importante sur le montant des provisions pour pertes de crédit attendues et la volatilité de la dotation à la provision pour pertes de crédit d'une période à l'autre. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations et de ces hypothèses. Se reporter à la note 6 des états financiers consolidés du rapport annuel 2020 et à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires pour plus de précisions sur le niveau élevé de jugement inhérent à l'estimation de la provision pour pertes de crédit attendues dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

Note 3. Évaluation de la juste valeur

Juste valeur des instruments financiers

En millions de dollars, aux	Valeur comptable				Total	Juste valeur	Juste valeur supérieure (inférieure) à la valeur comptable
	Coût amorti	Obligationnement évalués à la JVRN	Désignés à la JVRN	Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global			
30 avr. Actifs financiers							
2021 Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques	46 543 \$	654 \$	- \$	- \$	47 197 \$	47 197 \$	- \$
Valeurs mobilières	32 848	72 772	73	49 429	155 122	155 577	455
Garantie au comptant au titre de valeurs empruntées	11 573	-	-	-	11 573	11 573	-
Valeurs acquises en vertu de prises en pension de titres	56 934	6 172	-	-	63 106	63 106	-
Prêts							
Prêts hypothécaires à l'habitation	234 368	29	-	-	234 397	235 236	839
Prêts personnels	41 631	-	-	-	41 631	41 663	32
Cartes de crédit	10 048	-	-	-	10 048	10 048	-
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	111 535	23 116	391	-	135 042	135 157	115
Dérivés	-	35 313	-	-	35 313	35 313	-
Engagements de clients en vertu d'acceptations	11 002	-	-	-	11 002	11 002	-
Autres actifs	19 006	-	-	-	19 006	19 006	-
Passifs financiers							
Dépôts							
Particuliers	200 688 \$	- \$	6 340 \$	- \$	207 028 \$	207 180 \$	152 \$
Entreprises et gouvernements	302 623	-	10 578	-	313 201	314 165	964
Banques	17 140	-	-	-	17 140	17 140	-
Emprunts garantis	38 225	-	969	-	39 194	39 543	349
Dérivés	-	34 121	-	-	34 121	34 121	-
Acceptations	11 071	-	-	-	11 071	11 071	-
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	-	20 269	-	-	20 269	20 269	-
Garanties au comptant au titre de valeurs prêtées	3 205	-	-	-	3 205	3 205	-
Engagements liés à des valeurs vendues en vertu de mises en pension de titres ¹	64 195	-	1 925	-	66 120	66 120	-
Autres passifs	16 395	119	26	-	16 540	16 540	-
Titres secondaires	5 653	-	-	-	5 653	5 952	299
31 oct. Actifs financiers							
2020 Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques	61 570 \$	948 \$	- \$	- \$	62 518 \$	62 518 \$	- \$
Valeurs mobilières	31 800	62 576	117	54 553	149 046	149 599	553
Garantie au comptant au titre de valeurs empruntées	8 547	-	-	-	8 547	8 547	-
Valeurs acquises en vertu de prises en pension de titres	58 090	7 505	-	-	65 595	65 595	-
Prêts							
Prêts hypothécaires à l'habitation	220 739	63	-	-	220 802	222 920	2 118
Prêts personnels	41 390	-	-	-	41 390	41 452	62
Cartes de crédit	10 722	-	-	-	10 722	10 722	-
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	110 220	23 291	357	-	133 868	134 097	229
Dérivés	-	32 730	-	-	32 730	32 730	-
Engagements de clients en vertu d'acceptations	9 606	-	-	-	9 606	9 606	-
Autres actifs	15 940	-	-	-	15 940	15 940	-
Passifs financiers							
Dépôts							
Particuliers	199 593 \$	- \$	2 559 \$	- \$	202 152 \$	202 345 \$	193 \$
Entreprises et gouvernements	301 546	-	9 880	-	311 426	312 279	853
Banques	17 011	-	-	-	17 011	17 011	-
Emprunts garantis	39 560	-	591	-	40 151	40 586	435
Dérivés	-	30 508	-	-	30 508	30 508	-
Acceptations	9 649	-	-	-	9 649	9 649	-
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	-	15 963	-	-	15 963	15 963	-
Garanties au comptant au titre de valeurs prêtées	1 824	-	-	-	1 824	1 824	-
Engagements liés à des valeurs vendues en vertu de mises en pension de titres ¹	54 617	-	17 036	-	71 653	71 653	-
Autres passifs	15 282	133	9	-	15 424	15 424	-
Titres secondaires	5 712	-	-	-	5 712	5 993	281

1) Comprend des engagements liés à des valeurs vendues en vertu de mises en pension de titres soutenus par des billets de dépôt au porteur donnés en garantie aux termes du mécanisme de prises en pension à plus d'un jour de la Banque du Canada.

Le tableau ci-après présente les niveaux au sein de la hiérarchie de la juste valeur dans lesquels sont classées les justes valeurs des instruments financiers comptabilisés à leur juste valeur au bilan consolidé intermédiaire :

	Niveau 1		Niveau 2		Niveau 3		Total 30 avr. 2021	Total 31 oct. 2020
	Cours du marché		Technique d'évaluation – données observables sur le marché		Technique d'évaluation – données non observables sur le marché			
	30 avr. 2021	31 oct. 2020	30 avr. 2021	31 oct. 2020	30 avr. 2021	31 oct. 2020		
En millions de dollars, aux								
Actifs financiers								
Dépôts auprès d'autres banques	- \$	- \$	654 \$	948 \$	- \$	- \$	654 \$	948 \$
Valeurs obligatoirement évaluées et désignées à la JVRN								
Titres émis ou garantis par des gouvernements	5 950	3 917	23 750 ¹	25 091 ¹	-	-	29 700	29 008
Titres de participation de sociétés	36 508	27 919	48	47	7	16	36 563	27 982
Titres de créance de sociétés	-	-	4 288	3 525	-	25	4 288	3 550
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires	-	-	2 150 ²	2 018 ²	144	135	2 294	2 153
	42 458	31 836	30 236	30 681	151	176	72 845	62 693
Prêts obligatoirement évalués et désignés à la JVRN								
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	-	-	22 511	23 022	996 ³	626 ³	23 507	23 648
Prêts hypothécaires à l'habitation	-	-	29	63	-	-	29	63
	-	-	22 540	23 085	996	626	23 536	23 711
Titres de créance évalués à la JVAERG								
Titres émis ou garantis par des gouvernements	2 765	3 912	36 785	41 269	-	-	39 550	45 181
Titres de créance de sociétés	-	-	6 917	6 224	-	-	6 917	6 224
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires	-	-	2 277	2 563	-	-	2 277	2 563
	2 765	3 912	45 979	50 056	-	-	48 744	53 968
Titres de participation évalués à la JVAERG								
Titres de participation de sociétés	93	41	304	304	288	240	685	585
Valeurs acquises en vertu de prises en pension de titres et évaluées à la JVRN								
	-	-	6 172	7 505	-	-	6 172	7 505
Dérivés								
De taux d'intérêt	-	4	9 781	12 793	38	48	9 819	12 845
De change	-	-	14 248	11 462	8	-	14 256	11 462
De crédit	-	-	3	8	57	98	60	106
Sur actions	5 352	3 153	2 197	1 791	66	212	7 615	5 156
Sur métaux précieux	-	-	245	283	-	-	245	283
Autres dérivés sur marchandises	362	271	2 956	2 607	-	-	3 318	2 878
	5 714	3 428	29 430	28 944	169	358	35 313	32 730
Total des actifs financiers	51 030 \$	39 217 \$	135 315 \$	141 523 \$	1 604 \$	1 400 \$	187 949 \$	182 140 \$
Passifs financiers								
Dépôts et autres passifs ⁴	- \$	- \$	(17 431) \$	(13 176) \$	(601) \$	4 \$	(18 032) \$	(13 172) \$
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	(9 092)	(5 363)	(11 177)	(10 600)	-	-	(20 269)	(15 963)
Engagements liés à des valeurs vendues en vertu de mises en pension de titres	-	-	(1 925)	(17 036)	-	-	(1 925)	(17 036)
Dérivés								
De taux d'intérêt	-	-	(8 032)	(9 964)	(218)	(28)	(8 250)	(9 992)
De change	-	-	(13 890)	(10 883)	-	-	(13 890)	(10 883)
De crédit	-	-	(42)	(41)	(62)	(107)	(104)	(148)
Sur actions	(4 177)	(3 537)	(5 952)	(3 288)	(184)	(163)	(10 313)	(6 988)
Sur métaux précieux	-	-	(249)	(366)	-	-	(249)	(366)
Autres dérivés sur marchandises	(395)	(325)	(920)	(1 806)	-	-	(1 315)	(2 131)
	(4 572)	(3 862)	(29 085)	(26 348)	(464)	(298)	(34 121)	(30 508)
Total des passifs financiers	(13 664) \$	(9 225) \$	(59 618) \$	(67 160) \$	(1 065) \$	(294) \$	(74 347) \$	(76 679) \$

1) Comprend un montant de 50 M\$ lié à des valeurs désignées à la JVRN (57 M\$ au 31 octobre 2020).

2) Comprend un montant de 23 M\$ lié à des titres adossés à des créances mobilières désignés à la JVRN (60 M\$ au 31 octobre 2020).

3) Comprend un montant de 391 M\$ lié à des prêts désignés à la JVRN (357 M\$ au 31 octobre 2020).

4) Comprend les dépôts désignés à la JVRN de 17 109 M\$ (13 419 M\$ au 31 octobre 2020), les passifs dérivés incorporés séparés nets de 778 M\$ (actifs dérivés incorporés séparés nets de 389 M\$ au 31 octobre 2020), les autres passifs désignés à la JVRN de 26 M\$ (9 M\$ au 31 octobre 2020) et les autres passifs financiers évalués à leur juste valeur de 119 M\$ (133 M\$ au 31 octobre 2020).

Les transferts entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur sont réputés avoir eu lieu au début du trimestre au cours duquel ils ont eu lieu. Les transferts entre les niveaux peuvent survenir en présence de renseignements additionnels ou nouveaux concernant les données d'évaluation et de changements concernant l'observabilité. Au cours du trimestre clos le 30 avril 2021, nous avons transféré un montant de 76 M\$ de valeurs obligatoirement évaluées à la JVRN du niveau 1 au niveau 2 et de 21 M\$, du niveau 2 au niveau 1, et un montant de 578 M\$ de valeurs vendues à découvert du niveau 1 au niveau 2 et de 69 M\$, du niveau 2 au niveau 1, en raison d'une moins grande observabilité des données utilisées pour évaluer ces valeurs (pour le trimestre clos le 31 janvier 2021, un montant de 19 M\$ de valeurs obligatoirement évaluées à la JVRN et un montant de 128 M\$ de valeurs vendues à découvert ont été transférés du niveau 1 au niveau 2 et de néant, du niveau 2 au niveau 1; pour le trimestre clos le 30 avril 2020, un montant de 2 017 M\$ de valeurs obligatoirement évaluées à la JVRN et un montant de 1 248 M\$ de valeurs vendues à découvert ont été transférés du niveau 1 au niveau 2 et de néant, du niveau 2 au niveau 1). De plus, des transferts entre le niveau 2 et le niveau 3 ont été effectués au cours des trimestres clos le 30 avril 2021, le 31 janvier 2021 et le 30 avril 2020, essentiellement en raison d'un changement concernant l'évaluation de l'observabilité de certaines données liées à la corrélation, à la volatilité du marché et à la probabilité utilisées pour évaluer la juste valeur des passifs et des dérivés désignés à leur juste valeur.

Le tableau qui suit présente les variations de la juste valeur des actifs et des passifs financiers de niveau 3. Ces instruments sont évalués à leur juste valeur d'après des données non observables sur le marché. Nous couvrons souvent des positions par des positions compensatoires qui peuvent être classées à un niveau différent. Par conséquent, les profits et pertes pour les actifs et passifs au niveau 3 présentés dans le tableau ci-après ne reflètent pas l'incidence des profits et pertes compensatoires sur les instruments de couverture connexes qui ont été classés au niveau 1 ou au niveau 2.

En millions de dollars, pour les trois mois clos les	Profits nets (pertes nettes) inclus(es) dans le résultat net ¹			Profits latents (pertes latentes) inclus(es) dans les autres éléments du résultat global, montant net ⁴	Transfert au niveau 3	Transfert du niveau 3	Achats / Émissions	Ventes / Règlements	Solde de clôture
	Solde d'ouverture	Réalisé(e)s ²	Latent(e)s ^{2,3}						
30 avr. 2021									
Valeurs obligatoirement évaluées et désignées à la JVRN									
Titres de participation de sociétés	19 \$	- \$	(6) \$	- \$	- \$	- \$	23 \$	(29) \$	7 \$
Titres de créance de sociétés	30	-	8	-	-	-	-	(38)	-
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires	102	-	-	-	-	-	44	(2)	144
Prêts obligatoirement évalués et désignés à la JVRN									
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	879	-	(1)	(33)	-	-	180	(29)	996
Titres de créance évalués à la JVAERG									
Titres de créance de sociétés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de participation évalués à la JVAERG									
Titres de participation de sociétés	269	-	-	17	-	-	10	(8)	288
Dérivés									
De taux d'intérêt	45	-	(8)	-	-	-	1	-	38
De change	-	-	16	-	(8)	-	-	-	8
De crédit	101	(6)	(38)	-	-	-	-	-	57
Sur actions	61	-	-	-	-	(1)	6	-	66
Total de l'actif	1 506 \$	(6) \$	(29) \$	(16) \$	(8) \$	(1) \$	264 \$	(106) \$	1 604 \$
Dépôts et autres passifs⁵	(367) \$	6 \$	(257) \$	- \$	(13) \$	(3) \$	(38) \$	71 \$	(601) \$
Dérivés									
De taux d'intérêt	(74)	-	(90)	-	(28)	-	(29)	3	(218)
De crédit	(113)	6	44	-	-	-	-	1	(62)
Sur actions	(137)	-	(62)	-	-	8	(15)	22	(184)
Total du passif	(691) \$	12 \$	(365) \$	- \$	(41) \$	5 \$	(82) \$	97 \$	(1 065) \$
31 janv. 2021									
Valeurs obligatoirement évaluées et désignées à la JVRN									
Titres de participation de sociétés	16 \$	- \$	3 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	19 \$
Titres de créance de sociétés	25	-	5	-	-	-	-	-	30
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires	135	-	-	-	-	-	-	(33)	102
Prêts obligatoirement évalués et désignés à la JVRN									
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	626	-	-	(25)	-	-	278	-	879
Titres de participation évalués à la JVAERG									
Titres de participation de sociétés	240	-	-	19	-	-	17	(7)	269
Dérivés									
De taux d'intérêt	48	-	(4)	-	-	-	-	1	45
De crédit	98	(6)	9	-	-	-	-	-	101
Sur actions	212	-	15	-	-	-	-	(166)	61
Total de l'actif	1 400 \$	(6) \$	28 \$	(6) \$	- \$	- \$	295 \$	(205) \$	1 506 \$
Dépôts et autres passifs⁵	4 \$	- \$	(387) \$	- \$	(2) \$	(5) \$	(2) \$	25 \$	(367) \$
Dérivés									
De taux d'intérêt	(28)	-	(47)	-	-	-	-	1	(74)
De crédit	(107)	6	(8)	-	-	-	-	(4)	(113)
Sur actions	(163)	-	(44)	-	-	-	-	70	(137)
Total du passif	(294) \$	6 \$	(486) \$	- \$	(2) \$	(5) \$	(2) \$	92 \$	(691) \$
30 avr. 2020									
Valeurs obligatoirement évaluées et désignées à la JVRN									
Titres de participation de sociétés	14 \$	- \$	(7) \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	7 \$
Titres de créance de sociétés	23	-	2	-	-	-	-	-	25
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires	160	-	-	-	-	-	118	-	278
Prêts obligatoirement évalués à la JVRN									
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	506	-	-	17	-	-	574	(179)	918
Titres de créance évalués à la JVAERG									
Titres de créance de sociétés	23	-	-	(6)	-	-	1	-	18
Titres de participation évalués à la JVAERG									
Titres de participation de sociétés	283	-	-	(44)	-	-	10	(6)	243
Dérivés									
De taux d'intérêt	47	-	21	-	-	-	-	8	76
De crédit	104	(4)	5	-	-	-	-	-	105
Sur actions	266	-	(36)	-	-	-	1	(10)	221
Total de l'actif	1 426 \$	(4) \$	(15) \$	(33) \$	- \$	- \$	704 \$	(187) \$	1 891 \$
Dépôts et autres passifs⁵	(647) \$	- \$	679 \$	- \$	(6) \$	29 \$	53 \$	49 \$	157 \$
Dérivés									
De taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De crédit	(112)	4	(5)	-	-	-	-	-	(113)
Sur actions	(121)	-	34	-	-	-	(29)	5	(111)
Total du passif	(880) \$	4 \$	708 \$	- \$	(6) \$	29 \$	24 \$	54 \$	(67) \$

1) Le cumul des profits et pertes comptabilisé dans les autres éléments du résultat global et lié aux titres de participation désignés à la JVAERG est reclassé des autres éléments du résultat global en résultats non distribués au moment de la cession ou de la décomptabilisation.

2) Comprendent les profits et les pertes de change liés aux titres de créance évalués à la JVAERG.

3) Comprendent les profits latents et pertes latentes liés aux actifs et passifs détenus à la fin de la période considérée.

4) L'écart de change lié aux prêts obligatoirement évalués à la JVRN détenus par des établissements à l'étranger et libellés dans la même monnaie que celle des établissements à l'étranger est inclus dans les autres éléments du résultat global.

5) Comprendent les dépôts désignés à la JVRN de 13 M\$ (136 M\$ au 31 janvier 2021 et 146 M\$ au 30 avril 2020), des passifs dérivés incorporés séparés nets de 562 M\$ (passifs dérivés incorporés séparés nets de 231 M\$ au 31 janvier 2021 et actifs dérivés incorporés séparés nets de 303 M\$ au 30 avril 2020) et des autres passifs désignés à la JVRN de 26 M\$ (néant au 31 janvier 2021 et néant au 30 avril 2020).

En millions de dollars, pour les six mois clos les	Profits nets (pertes nettes) inclus(es) dans le résultat net ¹			Profits latents (pertes latentes) inclus(es) dans les autres éléments du résultat global, montant net ⁴	Transfert au niveau 3	Transfert du niveau 3	Achats / Émissions	Ventes / Règlements	Solde de clôture	
	Solde d'ouverture	Réalisé(e)s ²	Latent(e)s ^{2,3}							
30 avr. 2021										
Valeurs obligatoirement évaluées et désignées à la JVRN										
Titres de participation de sociétés	16 \$	- \$	(3) \$	- \$	- \$	- \$	23 \$	(29) \$	7 \$	
Titres de créance de sociétés	25	-	13	-	-	-	-	(38)	-	
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires	135	-	-	-	-	-	44	(35)	144	
Prêts obligatoirement évalués et désignés à la JVRN										
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	626	-	(1)	(58)	-	-	458	(29)	996	
Titres de créance évalués à la JVAERG										
Titres de créance de sociétés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Titres de participation évalués à la JVAERG										
Titres de participation de sociétés	240	-	-	36	-	-	27	(15)	288	
Dérivés										
De taux d'intérêt	48	-	(12)	-	-	-	1	1	38	
De change	-	-	16	-	(8)	-	-	-	8	
De crédit	98	(12)	(29)	-	-	-	-	-	57	
Sur actions	212	-	15	-	-	(1)	6	(166)	66	
Total de l'actif	1 400 \$	(12) \$	(1) \$	(22) \$	(8) \$	(1) \$	559 \$	(311) \$	1 604 \$	
Dépôts et autres passifs⁵										
4 \$	6 \$	(644) \$	- \$	(15) \$	(8) \$	(40) \$	96 \$	(601) \$		
Dérivés										
De taux d'intérêt	(28)	-	(137)	-	(28)	-	(29)	4	(218)	
De change	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
De crédit	(107)	12	36	-	-	-	-	(3)	(62)	
Sur actions	(163)	-	(106)	-	-	8	(15)	92	(184)	
Total du passif	(294) \$	18 \$	(851) \$	- \$	(43) \$	- \$	(84) \$	189 \$	(1 065) \$	
30 avr. 2020										
Valeurs obligatoirement évaluées et désignées à la JVRN										
Titres de participation de sociétés	7 \$	- \$	(7) \$	- \$	7 \$	- \$	- \$	- \$	7 \$	
Titres de créance de sociétés	23	-	2	-	-	-	-	-	25	
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires	173	-	-	-	-	-	118	(13)	278	
Prêts obligatoirement évalués à la JVRN										
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	831	-	-	21	-	-	574	(508)	918	
Titres de créance évalués à la JVAERG										
Titres de créance de sociétés	-	-	-	(3)	20	-	1	-	18	
Titres de participation évalués à la JVAERG										
Titres de participation de sociétés	291	-	-	5	-	-	20	(73)	243	
Dérivés										
De taux d'intérêt	56	-	24	-	-	-	1	(5)	76	
De crédit	104	(5)	6	-	-	-	-	-	105	
Sur actions	252	-	(24)	-	-	-	45	(52)	221	
Total de l'actif	1 737 \$	(5) \$	1 \$	23 \$	27 \$	- \$	759 \$	(651) \$	1 891 \$	
Dépôts et autres passifs⁵										
(601) \$	- \$	627 \$	- \$	(43) \$	60 \$	(49) \$	163 \$	157 \$		
Dérivés										
De taux d'intérêt	(1)	-	(2)	-	-	-	-	3	-	
De crédit	(112)	5	(6)	-	-	-	-	-	(113)	
Sur actions	(155)	-	55	-	-	-	(39)	28	(111)	
Total du passif	(869) \$	5 \$	674 \$	- \$	(43) \$	60 \$	(88) \$	194 \$	(67) \$	

Instruments financiers désignés à la JVRN (désignation à la juste valeur)

Un profit net de 14 M\$, net des couvertures, qui figure dans le compte de résultat consolidé intermédiaire au poste Profits (pertes) sur les instruments financiers évalués/désignés à la JVRN, montant net, a été comptabilisé dans les actifs et les passifs désignés à la juste valeur pour le trimestre clos le 30 avril 2021 (respectivement un profit net de 19 M\$ et un profit net de 36 M\$ pour les trimestres clos le 31 janvier 2021 et le 30 avril 2020). Un profit net de 33 M\$, net des couvertures, a été comptabilisé sur les actifs et les passifs désignés à la juste valeur pour le semestre clos le 30 avril 2021 (profit net de 42 M\$ pour le semestre clos le 30 avril 2020).

La juste valeur d'un passif désigné à sa juste valeur tient compte du risque de crédit se rapportant à ce passif. Pour les passifs financiers désignés à leur juste valeur pour lesquels nous croyons que la juste valeur est tributaire des variations de notre risque de crédit du point de vue des porteurs d'effets, les variations de la juste valeur correspondantes ont été comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

Note 4. Transactions importantes

Vente de FirstCaribbean International Bank Limited

Le 8 novembre 2019, nous avons annoncé la conclusion d'une entente définitive visant la vente de 66,73 % des actions en circulation de FirstCaribbean International Bank Limited (CIBC FirstCaribbean) à GNB Financial Group Limited (GNB), sous réserve des approbations réglementaires, comme il a été énoncé à la note 4 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2020.

En raison du long processus d'examen réglementaire, de l'incidence toujours plus néfaste de la pandémie de COVID-19 sur l'économie des Caraïbes et de nos nouvelles attentes quant à la probabilité et au moment de la réalisation d'une transaction éventuelle, nous avons mis fin au traitement comptable des actifs et passifs comme détenus en vue de la vente de CIBC FirstCaribbean au quatrième trimestre de 2020 et comptabilisé une dépréciation du goodwill de 220 M\$. Le 3 février 2021, nous avons annoncé que le projet de vente de CIBC FirstCaribbean à GNB n'avait pas reçu l'approbation des autorités de réglementation de CIBC FirstCaribbean et qu'il ne se réaliserait pas.

Note 5. Valeurs mobilières

Valeurs mobilières

En millions de dollars, aux	30 avr. 2021	31 oct. 2020
	Valeur comptable	
Titres de créance évalués à la JVAERG	48 744 \$	53 968 \$
Titres de participation évalués à la JVAERG	685	585
Valeurs évaluées au coût amorti ¹	32 848	31 800
Valeurs obligatoirement évaluées et désignées à la JVRN	72 845	62 693
	155 122 \$	149 046 \$

1) Aucune vente de valeurs évaluées au coût amorti n'a eu lieu au cours du trimestre (néant au cours du trimestre clos le 31 octobre 2020).

Juste valeur des titres de créance évalués à la JVAERG et des titres de participation désignés à la JVAERG

En millions de dollars, aux	30 avr. 2021				31 oct. 2020			
	Coût amorti ¹	Produits latents bruts	Pertes latentes brutes	Juste valeur	Coût amorti ¹	Produits latents bruts	Pertes latentes brutes	Juste valeur
Valeurs émises ou garanties par :								
Gouvernement du Canada	9 498 \$	38 \$	(1) \$	9 535 \$	11 379 \$	32 \$	(2) \$	11 409 \$
Autres gouvernements canadiens	12 998	143	(1)	13 140	15 187	128	-	15 315
Trésor des États-Unis et autres organismes américains	10 884	40	(1)	10 923	12 533	63	-	12 596
Gouvernements d'autres pays	5 922	33	(3)	5 952	5 825	38	(2)	5 861
Titres adossés à des créances hypothécaires	1 845	38	-	1 883	2 320	49	(1)	2 368
Titres adossés à des créances mobilières	395	-	(1)	394	197	-	(2)	195
Titres de créance de sociétés	6 898	21	(2)	6 917	6 194	31	(1)	6 224
	48 440	313	(9)	48 744	53 635	341	(8)	53 968
Titres de participation de sociétés ouvertes ²	67	28	-	95	30	15	(3)	42
Titres de participation de sociétés fermées	556	68	(34)	590	546	43	(46)	543
	623	96	(34)	685	576	58	(49)	585
	49 063 \$	409 \$	(43) \$	49 429 \$	54 211 \$	399 \$	(57) \$	54 553 \$

1) Net de la provision pour pertes sur créances pour les titres de créance évalués à la JVAERG de 18 M\$ (22 M\$ au 31 octobre 2020).

2) Comprennent des actions temporairement inaccessibles.

La juste valeur des titres de participation désignés à la JVAERG qui ont été cédés au cours du trimestre clos le 30 avril 2021 a été de néant (7 M\$ et néant, respectivement, pour les trimestres clos le 31 janvier 2021 et le 30 avril 2020), et 7 M\$ pour le semestre clos le 30 avril 2021 (néant le 30 avril 2020).

En ce qui a trait aux profits nets après impôt réalisés cumulatifs liés à des cessions de titres de participation désignés à la JVAERG et à des remboursements de capital provenant des sociétés en commandite désignés à la JVAERG, un montant de 1 M\$ a été reclassé des autres éléments du résultat global en résultats non distribués pour le trimestre clos le 30 avril 2021 (3 M\$ et 2 M\$, respectivement, pour les trimestres clos le 31 janvier 2021 et le 30 avril 2020) et un montant de 4 M\$ a été reclassé pour les six mois clos le 30 avril 2021 (31 M\$ au 30 avril 2020).

Le revenu de dividendes comptabilisé sur les titres de participation désignés à la JVAERG qui étaient encore détenus au 30 avril 2021 a été de 1 M\$ (1 M\$ et 1 M\$, respectivement, pour les trimestres clos le 31 janvier 2021 et le 30 avril 2020) et de 2 M\$ pour le semestre clos le 30 avril 2021 (5 M\$ au 30 avril 2020). Le revenu de dividendes comptabilisé sur les titres de participation désignés à la JVAERG qui avaient été cédés au 30 avril 2021 a été de néant (néant et néant, respectivement, pour les trimestres clos le 31 janvier 2021 et le 30 avril 2020) et de néant pour le semestre clos le 30 avril 2021 (néant pour le semestre clos le 30 avril 2020).

Provision pour pertes sur créances

Le tableau ci-après présente un rapprochement entre les soldes d'ouverture et de clôture de la provision pour pertes de crédit attendues relativement aux titres de créance évalués à la JVAERG.

		Premier stade	Deuxième stade	Troisième stade	Total
		Provision collective pour pertes de crédit attendues pour les 12 mois sur les prêts productifs	Provision collective pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	Provision collective et individuelle pour pertes de crédit attendues	
En millions de dollars, aux dates indiquées et pour les trois mois clos les					
30 avr.	Titres de créance évalués à la JVAERG				
2021	Solde au début de la période	17 \$	3 \$	- \$	20 \$
	Dotations à (reprise de) la provision pour pertes sur créances ¹	(2)	1	-	(1)
	Radiations	-	-	-	-
	Change et autres	(1)	-	-	(1)
	Solde à la fin de la période	14 \$	4 \$	- \$	18 \$
31 janv.	Titres de créance évalués à la JVAERG				
2021	Solde au début de la période	18 \$	4 \$	- \$	22 \$
	Dotations à (reprise de) la provision pour pertes sur créances ¹	(1)	(1)	-	(2)
	Radiations	-	-	-	-
	Change et autres	-	-	-	-
	Solde à la fin de la période	17 \$	3 \$	- \$	20 \$
30 avr.	Titres de créance évalués à la JVAERG				
2020	Solde au début de la période	14 \$	2 \$	6 \$	22 \$
	Dotations à (reprise de) la provision pour pertes sur créances ^{1, 2}	5	4	-	9
	Radiations	-	-	-	-
	Change et autres	-	-	1	1
	Solde à la fin de la période	19 \$	6 \$	7 \$	32 \$

1) Comprise dans les profits (pertes) sur les titres de créance évalués à la JVAERG et au coût amorti, montant net, dans le compte de résultat consolidé intermédiaire.

2) Compte non tenu des provisions de troisième stade pour pertes de crédit de 13 M\$ pour le trimestre clos le 30 avril 2020 relativement aux valeurs dépréciées dès leur acquisition évaluées au coût amorti qui sont comptabilisées dans les profits (pertes) sur les titres de créance évalués à la JVAERG et au coût amorti, montant net, dans le compte de résultat consolidé intermédiaire.

		Premier stade	Deuxième stade	Troisième stade	Total
		Provision collective pour pertes de crédit attendues pour les 12 mois sur les prêts productifs	Provision collective pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	Provision collective et individuelle pour pertes de crédit attendues	
En millions de dollars, pour les six mois clos les					
30 avr.	Titres de créance évalués à la JVAERG				
2021	Solde au début de la période	18 \$	4 \$	- \$	22 \$
	Dotations à (reprise de) la provision pour pertes sur créances ¹	(3)	-	-	(3)
	Radiations	-	-	-	-
	Change et autres	(1)	-	-	(1)
	Solde à la fin de la période	14 \$	4 \$	- \$	18 \$
30 avr.	Titres de créance évalués à la JVAERG				
2020	Solde au début de la période	14 \$	3 \$	6 \$	23 \$
	Dotations à (reprise de) la provision pour pertes sur créances ^{1, 2}	4	4	-	8
	Radiations	-	-	-	-
	Change et autres	1	(1)	1	1
	Solde à la fin de la période	19 \$	6 \$	7 \$	32 \$

1) Comprise dans les profits (pertes) sur les titres de créance évalués à la JVAERG et au coût amorti, montant net, dans le compte de résultat consolidé intermédiaire.

2) Compte non tenu des provisions de troisième stade pour pertes de crédit de 13 M\$ pour le semestre clos le 30 avril 2020 relativement aux valeurs dépréciées dès leur acquisition évaluées au coût amorti qui sont comptabilisées dans les profits (pertes) sur les titres de créance évalués à la JVAERG et au coût amorti, montant net, dans le compte de résultat consolidé intermédiaire.

Note 6. Prêts

Provision pour pertes sur créances

Le tableau ci-après présente un rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture de la provision pour pertes de crédit attendues :

En millions de dollars, aux dates indiquées et pour les trois mois clos le

30 avr. 2021

	Premier stade	Deuxième stade	Troisième stade	Total
	Provision collective pour pertes de crédit attendues pour les 12 mois sur les prêts productifs	Provision collective pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	Provision collective et individuelle pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	
Prêts hypothécaires à l'habitation				
Solde au début de la période	52 \$	136 \$	148 \$	336 \$
Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations	6	(2)	(3)	1
Changements apportés au modèle	-	-	16	16
Réévaluation nette ¹	(25)	13	28	16
Transferts ¹				
– aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	31	(26)	(5)	-
– aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	(2)	7	(5)	-
– aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	-	(6)	6	-
Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances ²	10	(14)	37	33
Radiations	-	-	(6)	(6)
Recouvrements	-	-	1	1
Produits d'intérêts sur prêts douteux	-	-	(5)	(5)
Change et autres	(2)	(3)	(4)	(9)
Solde à la fin de la période	60 \$	119 \$	171 \$	350 \$
Prêts personnels				
Solde au début de la période	181 \$	535 \$	118 \$	834 \$
Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations	11	(14)	(2)	(5)
Changements apportés au modèle	(4)	-	(1)	(5)
Réévaluation nette ¹	(98)	49	46	(3)
Transferts ¹				
– aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	75	(73)	(2)	-
– aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	(8)	13	(5)	-
– aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	-	(15)	15	-
Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances ²	(24)	(40)	51	(13)
Radiations	-	-	(70)	(70)
Recouvrements	-	-	18	18
Produits d'intérêts sur prêts douteux	-	-	(1)	(1)
Change et autres	(2)	-	(1)	(3)
Solde à la fin de la période	155 \$	495 \$	115 \$	765 \$
Cartes de crédit				
Solde au début de la période	116 \$	574 \$	- \$	690 \$
Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations	-	(18)	-	(18)
Changements apportés au modèle	-	-	-	-
Réévaluation nette ¹	(45)	104	26	85
Transferts ¹				
– aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	98	(98)	-	-
– aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	(6)	6	-	-
– aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	-	(117)	117	-
Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances ²	47	(123)	143	67
Radiations	-	-	(174)	(174)
Recouvrements	-	-	31	31
Produits d'intérêts sur prêts douteux	-	-	-	-
Change et autres	-	-	-	-
Solde à la fin de la période	163 \$	451 \$	- \$	614 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements				
Solde au début de la période	462 \$	623 \$	686 \$	1 771 \$
Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations	5	(2)	(3)	-
Changements apportés au modèle	-	-	-	-
Réévaluation nette ¹	(103)	34	14	(55)
Transferts ¹				
– aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	42	(36)	(6)	-
– aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	(22)	27	(5)	-
– aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	(2)	(13)	15	-
Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances ²	(80)	10	15	(55)
Radiations	-	-	(66)	(66)
Recouvrements	-	-	5	5
Produits d'intérêts sur prêts douteux	-	-	(5)	(5)
Change et autres	(12)	(14)	(15)	(41)
Solde à la fin de la période	370 \$	619 \$	620 \$	1 609 \$
Total de la provision pour pertes de crédit attendues³	748 \$	1 684 \$	906 \$	3 338 \$
Se compose de ce qui suit :				
Prêts	665 \$	1 629 \$	906 \$	3 200 \$
Facilités de crédit inutilisées et autres expositions hors bilan ⁴	83	55	-	138

1) Les transferts représentent les transferts d'un stade à l'autre des précédentes provisions pour pertes de crédit attendues à leur classement pour la période considérée. La réévaluation nette représente la variation pendant la période considérée des provisions pour pertes de crédit attendues se rapportant aux transferts effectués, aux radiations nettes, aux modifications des prévisions sur les informations prospectives, aux mises à jour des paramètres et aux remboursements partiels au cours de la période.

2) La dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur prêts et facilités de crédit inutilisées et autres expositions hors bilan est présentée à titre de dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances dans notre compte de résultat consolidé intermédiaire.

3) Se reporter à la note 5 pour la provision pour pertes de crédit attendues sur les titres de créance évalués à la JVAERG. Le tableau ci-dessus ne tient pas compte de la provision pour pertes de crédit attendues sur les titres de créance classés au coût amorti de 15 M\$ au 30 avril 2021 (16 M\$ au 31 janvier 2021 et 15 M\$ au 30 avril 2020), dont une tranche de 13 M\$ correspondait à une provision pour pertes de crédit attendues de troisième stade sur des valeurs dépréciées dès leur acquisition évaluées au coût amorti (13 M\$ au 31 janvier 2021 et 13 M\$ au 30 avril 2020). Les provisions pour pertes de crédit attendues pour les autres actifs financiers classés au coût amorti étaient négligeables au 30 avril 2021 et ne sont pas présentées dans le tableau ci-dessus. Les actifs financiers autres que les prêts qui sont classés au coût amorti sont présentés dans notre bilan consolidé intermédiaire, déduction faite des provisions pour pertes de crédit attendues.

4) Comprises dans les autres passifs de notre bilan consolidé intermédiaire.

5) Comprend la provision pour pertes de crédit attendues sur les prêts dépréciés acquis découlant de l'acquisition de The PrivateBank.

	Premier stade	Deuxième stade	Troisième stade	Total	Premier stade	Deuxième stade	Troisième stade	Total
	Provision collective pour pertes de crédit attendues pour les 12 mois sur les prêts productifs	Provision collective pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	Provision individuelle pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés		Provision collective pour pertes de crédit attendues pour les 12 mois sur les prêts productifs	Provision collective pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	Provision individuelle pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés ⁵	
Prêts hypothécaires à l'habitation								
Solde au début de la période	51 \$	161 \$	151 \$	363 \$	28 \$	40 \$	146 \$	214 \$
Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations	4	(6)	(4)	(6)	2	(2)	(5)	(5)
Changements apportés au modèle	-	-	-	-	(1)	2	-	1
Réévaluation nette ¹	(32)	7	22	(3)	23	35	25	83
Transferts ¹								
- aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	33	(27)	(6)	-	8	(6)	(2)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	(3)	10	(7)	-	(10)	14	(4)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	-	(5)	5	-	-	(2)	2	-
Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances ²	2	(21)	10	(9)	22	41	16	79
Radiations	-	-	(6)	(6)	-	-	(3)	(3)
Recouvrements	-	-	1	1	-	-	1	1
Produits d'intérêts sur prêts douteux	-	-	(4)	(4)	-	-	(4)	(4)
Change et autres	(1)	(4)	(4)	(9)	-	1	2	3
Solde à la fin de la période	52 \$	136 \$	148 \$	336 \$	50 \$	82 \$	158 \$	290 \$
Prêts personnels								
Solde au début de la période	204 \$	546 \$	113 \$	863 \$	182 \$	268 \$	121 \$	571 \$
Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations	11	(15)	(2)	(6)	8	(9)	(4)	(5)
Changements apportés au modèle	1	1	-	2	(44)	79	-	35
Réévaluation nette ¹	(110)	84	61	35	31	168	81	280
Transferts ¹								
- aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	87	(84)	(3)	-	43	(42)	(1)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	(11)	16	(5)	-	(35)	40	(5)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	-	(13)	13	-	-	(20)	20	-
Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances ²	(22)	(11)	64	31	3	216	91	310
Radiations	-	-	(74)	(74)	-	-	(97)	(97)
Recouvrements	-	-	17	17	-	-	15	15
Produits d'intérêts sur prêts douteux	-	-	(1)	(1)	-	-	(2)	(2)
Change et autres	(1)	-	(1)	(2)	-	-	2	2
Solde à la fin de la période	181 \$	535 \$	118 \$	834 \$	185 \$	484 \$	130 \$	799 \$
Cartes de crédit								
Solde au début de la période	136 \$	572 \$	- \$	708 \$	159 \$	347 \$	- \$	506 \$
Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations	(1)	(26)	-	(27)	(2)	(28)	-	(30)
Changements apportés au modèle	-	-	-	-	(19)	54	-	35
Réévaluation nette ¹	(88)	117	23	52	(7)	264	43	300
Transferts ¹								
- aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	79	(79)	-	-	45	(45)	-	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	(10)	10	-	-	(31)	31	-	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	-	(20)	20	-	-	(59)	59	-
Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances ²	(20)	2	43	25	(14)	217	102	305
Radiations	-	-	(70)	(70)	-	-	(128)	(128)
Recouvrements	-	-	27	27	-	-	26	26
Produits d'intérêts sur prêts douteux	-	-	-	-	-	-	-	-
Change et autres	-	-	-	-	-	1	-	1
Solde à la fin de la période	116 \$	574 \$	- \$	690 \$	145 \$	565 \$	- \$	710 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements								
Solde au début de la période	453 \$	683 \$	652 \$	1 788 \$	231 \$	163 \$	393 \$	787 \$
Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations	17	(23)	(5)	(11)	24	(1)	(5)	18
Changements apportés au modèle	-	-	-	-	14	(5)	-	9
Réévaluation nette ¹	(62)	55	118	111	314	246	131	691
Transferts ¹								
- aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	81	(75)	(6)	-	13	(11)	(2)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	(12)	14	(2)	-	(131)	133	(2)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	(2)	(12)	14	-	-	(12)	12	-
Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances ²	22	(41)	119	100	234	350	134	718
Radiations	-	-	(70)	(70)	-	-	(16)	(16)
Recouvrements	-	-	3	3	-	-	3	3
Produits d'intérêts sur prêts douteux	-	-	(6)	(6)	-	-	(3)	(3)
Change et autres	(13)	(19)	(12)	(44)	9	4	10	23
Solde à la fin de la période	462 \$	623 \$	686 \$	1 771 \$	474 \$	517 \$	521 \$	1 512 \$
Total de la provision pour pertes de crédit attendues³	811 \$	1 868 \$	952 \$	3 631 \$	854 \$	1 648 \$	809 \$	3 311 \$
Se compose de ce qui suit :								
Prêts	724 \$	1 808 \$	952 \$	3 484 \$	704 \$	1 553 \$	807 \$	3 064 \$
Facilités de crédit inutilisées et autres expositions hors bilan ⁴	87	60	-	147	150	95	2	247

Se reporter aux notes de bas de page de la page précédente.

	30 avr. 2021			Total	30 avr. 2020			Total
	Premier stade	Deuxième stade	Troisième stade		Premier stade	Deuxième stade	Troisième stade	
	Provision collective pour pertes de crédit attendues pour les 12 mois sur les prêts productifs	Provision collective pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	Provision collective et individuelle pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés		Provision collective pour pertes de crédit attendues pour les 12 mois sur les prêts productifs	Provision collective pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	Provision collective et individuelle pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés ⁵	
Prêts hypothécaires à l'habitation								
Solde au début de la période	51 \$	161 \$	151 \$	363 \$	28 \$	43 \$	140 \$	211 \$
Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations	10	(8)	(7)	(5)	3	(5)	(10)	(12)
Changements apportés au modèle	-	-	16	16	(2)	2	-	-
Réévaluation nette ¹	(57)	20	50	13	11	42	47	100
Transferts ¹								
- aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	64	(53)	(11)	-	20	(16)	(4)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	(5)	17	(12)	-	(11)	19	(8)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	-	(11)	11	-	-	(4)	4	-
Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances ²	12	(35)	47	24	21	38	29	88
Radiations	-	-	(12)	(12)	-	-	(6)	(6)
Recouvrements	-	-	2	2	-	-	2	2
Produits d'intérêts sur prêts douteux	-	-	(9)	(9)	-	-	(9)	(9)
Change et autres	(3)	(7)	(8)	(18)	1	1	2	4
Solde à la fin de la période	60 \$	119 \$	171 \$	350 \$	50 \$	82 \$	158 \$	290 \$
Prêts personnels								
Solde au début de la période	204 \$	546 \$	113 \$	863 \$	174 \$	271 \$	128 \$	573 \$
Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations	22	(29)	(4)	(11)	17	(22)	(7)	(12)
Changements apportés au modèle	(3)	1	(1)	(3)	(33)	72	-	39
Réévaluation nette ¹	(208)	133	107	32	(40)	258	145	363
Transferts ¹								
- aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	162	(157)	(5)	-	110	(107)	(3)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	(19)	29	(10)	-	(43)	51	(8)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	-	(28)	28	-	-	(39)	39	-
Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances ²	(46)	(51)	115	18	11	213	166	390
Radiations	-	-	(144)	(144)	-	-	(197)	(197)
Recouvrements	-	-	35	35	-	-	35	35
Produits d'intérêts sur prêts douteux	-	-	(2)	(2)	-	-	(3)	(3)
Change et autres	(3)	-	(2)	(5)	-	-	1	1
Solde à la fin de la période	155 \$	495 \$	115 \$	765 \$	185 \$	484 \$	130 \$	799 \$
Cartes de crédit								
Solde au début de la période	136 \$	572 \$	- \$	708 \$	145 \$	340 \$	- \$	485 \$
Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations	(1)	(44)	-	(45)	(2)	(45)	-	(47)
Changements apportés au modèle	-	-	-	-	(6)	59	-	53
Réévaluation nette ¹	(133)	221	49	137	(84)	420	83	419
Transferts ¹								
- aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	177	(177)	-	-	132	(132)	-	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	(16)	16	-	-	(40)	40	-	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	-	(137)	137	-	-	(117)	117	-
Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances ²	27	(121)	186	92	-	225	200	425
Radiations	-	-	(244)	(244)	-	-	(254)	(254)
Recouvrements	-	-	58	58	-	-	54	54
Produits d'intérêts sur prêts douteux	-	-	-	-	-	-	-	-
Change et autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde à la fin de la période	163 \$	451 \$	- \$	614 \$	145 \$	565 \$	- \$	710 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements								
Solde au début de la période	453 \$	683 \$	652 \$	1 788 \$	239 \$	158 \$	378 \$	775 \$
Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations	22	(25)	(8)	(11)	31	(6)	(10)	15
Changements apportés au modèle	-	-	-	-	14	(1)	(1)	12
Réévaluation nette ¹	(165)	89	132	56	285	268	190	743
Transferts ¹								
- aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	123	(111)	(12)	-	37	(33)	(4)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	(34)	41	(7)	-	(142)	145	(3)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	(4)	(25)	29	-	-	(20)	20	-
Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances ²	(58)	(31)	134	45	225	353	192	770
Radiations	-	-	(136)	(136)	-	-	(56)	(56)
Recouvrements	-	-	8	8	-	-	6	6
Produits d'intérêts sur prêts douteux	-	-	(11)	(11)	-	-	(8)	(8)
Change et autres	(25)	(33)	(27)	(85)	10	6	9	25
Solde à la fin de la période	370 \$	619 \$	620 \$	1 609 \$	474 \$	517 \$	521 \$	1 512 \$
Total de la provision pour pertes de crédit attendues³	748 \$	1 684 \$	906 \$	3 338 \$	854 \$	1 648 \$	809 \$	3 311 \$
Se compose de ce qui suit :								
Prêts	665 \$	1 629 \$	906 \$	3 200 \$	704 \$	1 553 \$	807 \$	3 064 \$
Facilités de crédit inutilisées et autres expositions hors bilan ⁴	83	55	-	138	150	95	2	247

Se reporter aux notes de bas de page de la page précédente.

Données, hypothèses et techniques fondées sur des modèles

Les incertitudes découlant de la pandémie de COVID-19 ont augmenté la part de jugement appliquée à l'estimation des pertes de crédit attendues. Se reporter à la note 6 des états financiers consolidés du Rapport annuel 2020 pour plus de précisions sur l'importance des estimations et du jugement en matière de crédit inhérents à l'estimation des pertes de crédit attendues.

L'établissement de prévisions des informations prospectives et la détermination de la pondération pour les scénarios dans le cadre de la pandémie de COVID-19 ont continué à nécessiter une part plus importante de jugement dans un certain nombre de domaines, nos prévisions reflétant de nombreuses hypothèses et incertitudes concernant les répercussions économiques de la pandémie de COVID-19. Les tableaux suivants présentent les prévisions pour le scénario de référence et pour les scénarios optimiste et pessimiste à l'égard des variables d'informations prospectives sélectionnées utilisées dans notre estimation des pertes de crédit attendues.

	Scénario de référence		Scénario optimiste		Scénario pessimiste	
	Valeur moyenne sur les 12 prochains mois	Valeur moyenne sur le reste de la période de prévision ¹	Valeur moyenne sur les 12 prochains mois	Valeur moyenne sur le reste de la période de prévision ¹	Valeur moyenne sur les 12 prochains mois	Valeur moyenne sur le reste de la période de prévision ¹
Au 30 avril 2021						
Croissance du PIB réel d'une année à l'autre						
Canada ²	5,3 %	2,5 %	7,0 %	3,3 %	3,4 %	1,7 %
États-Unis	5,6 %	2,8 %	7,2 %	3,9 %	2,2 %	1,0 %
Taux de chômage						
Canada ²	7,2 %	6,1 %	6,7 %	5,4 %	8,4 %	7,0 %
États-Unis	4,9 %	4,0 %	4,4 %	3,3 %	7,1 %	6,3 %
Taux de croissance de l'indice canadien des prix de l'immobilier ²	4,7 %	4,0 %	8,5 %	5,6 %	(2,8) %	1,4 %
Taux de croissance de l'indice Standard & Poor (S&P) 500	5,0 %	5,0 %	10,7 %	8,8 %	(7,2) %	(5,8) %
Prix du pétrole brut West Texas Intermediate (en dollars US)	59 \$	61 \$	70 \$	75 \$	46 \$	48 \$

	Scénario de référence		Scénario optimiste		Scénario pessimiste	
	Valeur moyenne sur les 12 prochains mois	Valeur moyenne sur le reste de la période de prévision ¹	Valeur moyenne sur les 12 prochains mois	Valeur moyenne sur le reste de la période de prévision ¹	Valeur moyenne sur les 12 prochains mois	Valeur moyenne sur le reste de la période de prévision ¹
Au 31 janvier 2021						
Croissance du PIB réel d'une année à l'autre						
Canada ²	4,0 %	3,9 %	6,0 %	4,4 %	2,5 %	2,1 %
États-Unis	4,1 %	3,2 %	5,8 %	4,5 %	1,8 %	1,9 %
Taux de chômage						
Canada ²	7,8 %	6,1 %	7,3 %	5,7 %	8,6 %	7,4 %
États-Unis	5,9 %	4,1 %	4,5 %	3,4 %	7,4 %	5,8 %
Taux de croissance de l'indice canadien des prix de l'immobilier ²	1,5 %	3,2 %	12,2 %	10,2 %	(9,9) %	0,3 %
Taux de croissance de l'indice S&P 500	5,0 %	5,0 %	13,0 %	10,8 %	(5,5) %	(2,9) %
Prix du pétrole brut West Texas Intermediate (en dollars US)	50 \$	55 \$	54 \$	62 \$	41 \$	46 \$

	Scénario de référence		Scénario optimiste		Scénario pessimiste	
	Valeur moyenne sur les 12 prochains mois	Valeur moyenne sur le reste de la période de prévision ¹	Valeur moyenne sur les 12 prochains mois	Valeur moyenne sur le reste de la période de prévision ¹	Valeur moyenne sur les 12 prochains mois	Valeur moyenne sur le reste de la période de prévision ¹
Au 31 octobre 2020						
Croissance du PIB réel d'une année à l'autre						
Canada ²	1,6 %	3,8 %	3,6 %	4,6 %	0,03 %	2,0 %
États-Unis	1,7 %	3,5 %	3,0 %	4,2 %	(0,6) %	1,7 %
Taux de chômage						
Canada ²	8,7 %	6,7 %	7,4 %	5,9 %	9,5 %	8,4 %
États-Unis	7,4 %	4,7 %	5,1 %	3,5 %	9,2 %	7,3 %
Taux de croissance de l'indice canadien des prix de l'immobilier ²	2,4 %	3,0 %	11,2 %	10,4 %	(6,9) %	(0,8) %
Taux de croissance de l'indice S&P 500	5,6 %	4,8 %	11,2 %	7,7 %	(3,5) %	(5,3) %
Prix du pétrole brut West Texas Intermediate (en dollars US)	42 \$	53 \$	51 \$	60 \$	34 \$	39 \$

1) La période de prévision restante est généralement de deux à quatre ans.

2) Le tableau ci-dessus présente les prévisions des informations prospectives au niveau national, soit le regroupement des prévisions provinciales utilisées pour estimer nos pertes de crédit attendues. Dans certains cas, les taux de croissance de l'indice des prix de l'immobilier au niveau municipal font également l'objet de prévisions. Par conséquent, les prévisions pour chacune des provinces ou des municipalités reflétées dans nos pertes de crédit attendues seront différentes des prévisions nationales présentées ci-dessus.

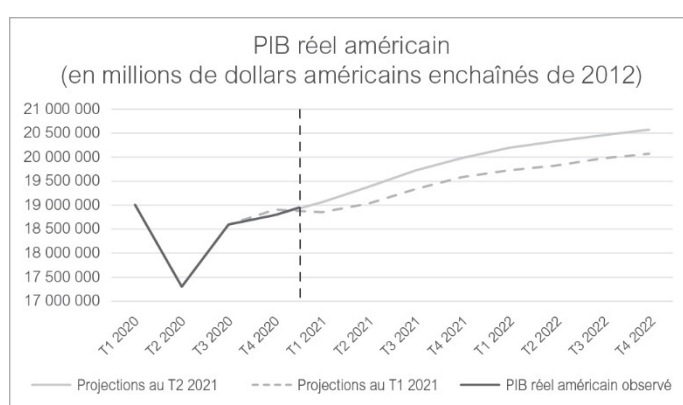
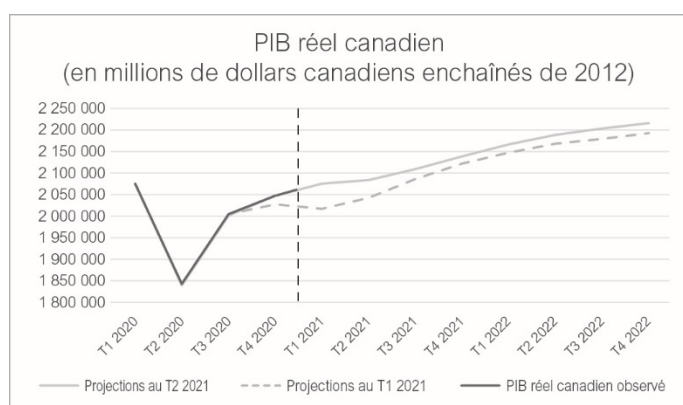
Conformément aux exigences, les informations prospectives servant à estimer les pertes de crédit attendues reflètent nos attentes au 30 avril 2021, au 31 janvier 2021 et au 31 octobre 2020 respectivement, et ne reflètent pas les changements à l'égard des attentes découlant des prévisions économiques subséquentes. Les montants pour les scénarios de référence, optimiste et pessimiste présentés représentent la valeur moyenne des prévisions sur toute leur période de projection respective. Nos prévisions économiques sont établies dans le contexte de la reprise actuelle faisant suite à l'important repli survenu au cours du deuxième trimestre de l'année civile de 2020. Au 30 avril 2021, notre projection quant au scénario de référence sous-jacent pour le Canada était caractérisée par un ralentissement de l'activité économique et une légère hausse du taux de chômage au deuxième trimestre de l'année civile 2021 en raison des contraintes temporaires visant l'activité économique mises en place pour contrer la vague de contagion

actuelle et les nouveaux variants, suivis d'une croissance plus rapide au cours du deuxième semestre de l'année civile 2021, nos perspectives étant fondées sur l'hypothèse selon laquelle une opération de vaccination de masse aura lieu au cours du printemps et de l'été et que les programmes de vaccination seront efficaces contre les nouveaux variants. Notre projection quant au scénario de référence est fondée sur l'hypothèse selon laquelle l'activité économique au Canada reviendra à son niveau d'avant la pandémie de COVID-19 juste avant la fin de l'année civile 2021 et que le taux de chômage, quant à lui, renouera avec son niveau d'avant la pandémie au milieu de 2022. L'opération de vaccination de masse ayant été plus rapide aux États-Unis qu'au Canada, notre scénario de base prévoit que la relance complète de l'économie surviendra plus tôt aux États-Unis qu'au Canada.

Bien que la vaccination de groupes ciblés ait débuté presque partout dans le monde, l'incertitude demeure quant à la rapidité avec laquelle il sera possible d'immuniser une majorité suffisante de la population pour réduire les taux d'infection, y compris ceux attribuables aux nouveaux variants du virus. Les prévisions du scénario pessimiste anticipent également une reprise par rapport au creux sévère survenu au deuxième trimestre de l'année civile 2020, mais à un niveau d'activité économique soutenue beaucoup plus faible. Dans l'intervalle, le scénario optimiste continue de présenter une reprise plus rapide, le niveau de l'activité économique atteignant celui d'avant la pandémie au troisième trimestre de l'année civile 2021.

Même si nos perspectives se sont légèrement améliorées dans l'ensemble au cours des six derniers mois, l'amélioration en regard des prévisions du 31 octobre 2020 n'est pas aussi importante que celle implicite dans les prévisions annualisées susmentionnées, les prévisions de la période considérée étant moins touchées par le ralentissement économique plus marqué survenu en 2020.

Les graphiques ci-après présentent la comparaison des scénarios de référence du PIB réel attendu et du PIB réel observé au Canada et aux États-Unis par trimestre d'année civile selon les prévisions établies au premier trimestre de 2021 pour les périodes de prévision jusqu'en 2022 :



Comme il est mentionné précédemment, le fait d'établir les prévisions des informations prospectives applicables à de multiples scénarios et de déterminer la pondération probabiliste pour chaque scénario fait largement intervenir le jugement de la direction, en particulier dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Les hypothèses quant au calendrier et à l'efficacité des programmes de vaccination de masse pour contrôler la propagation de la COVID-19 et de ses variants, qui supposent que les gouvernements n'auront plus besoin d'imposer de restrictions sévères pour limiter l'incidence de prochaines vagues d'infection, sont cruciales à ces prévisions.

Si nous avons seulement utilisé notre scénario de référence pour évaluer les pertes des crédits attendues sur nos prêts productifs, notre provision pour pertes de crédit attendues aurait été de 262 M\$ moins élevée que les pertes de crédit attendues comptabilisées au 30 avril 2021 (204 M\$ au 31 octobre 2020). Si nous avons seulement utilisé notre scénario pessimiste pour évaluer les pertes des crédits attendues sur nos prêts productifs, notre provision pour pertes de crédit attendues aurait été de 615 M\$ plus élevée que les pertes de crédit attendues comptabilisées au 30 avril 2021 (938 M\$ au 31 octobre 2020). Cette mesure de la sensibilité ne vise que l'évaluation des pertes de crédit attendues et, par conséquent, ne prend pas en compte les modifications dans la migration des expositions entre le premier et le deuxième stade qui auraient découlé de la détermination d'une augmentation importante du risque de crédit dans le contexte d'une pondération de 100 %, le scénario de référence ou de 100 % pour le scénario pessimiste. Par conséquent, la provision pour pertes de crédit attendues sur les prêts productifs pourrait dépasser le montant établi selon une pondération de 100 % pour le scénario pessimiste en raison de la migration d'expositions supplémentaires du premier au deuxième stade. Les pertes de crédit réelles pourraient être sensiblement différentes de celles prises en compte dans nos estimations.

Les tableaux ci-après présentent la valeur comptable brute des prêts et les montants contractuels des facilités de crédit inutilisées et autres expositions hors bilan selon l'application de notre probabilité de défaut (PD) ponctuelle pour les 12 mois à venir selon l'IFRS 9 aux tranches de PD utilisées aux fins de gestion du risque relativement aux expositions liées au portefeuille de détail et en fonction de la notation interne du risque des expositions liées aux entreprises et aux gouvernements. Pour plus de précisions sur les catégories de risque de la CIBC, se reporter à la section Risque de crédit de notre Rapport annuel 2020.

Prêts¹

En millions de dollars, aux				30 avr. 2021				31 oct. 2020
	Premier stade	Deuxième stade	Troisième stade ²	Total	Premier stade	Deuxième stade	Troisième stade ²	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation								
– Exceptionnellement faible	159 840 \$	4 \$	- \$	159 844 \$	146 139 \$	2 \$	- \$	146 141 \$
– Très faible	46 632	1 939	-	48 571	45 678	1 166	-	46 844
– Faible	10 724	6 253	-	16 977	12 491	6 042	-	18 533
– Moyen	190	5 039	-	5 229	232	4 924	-	5 156
– Élevé	122	793	-	915	-	1 054	-	1 054
– Défaut	-	-	590	590	-	-	654	654
– Non noté	1 890	562	169	2 621	1 810	818	155	2 783
Prêts hypothécaires à l'habitation, montant brut ^{3,4}	219 398	14 590	759	234 747	206 350	14 006	809	221 165
Provision pour pertes de crédit attendues	60	119	171	350	51	161	151	363
Prêts hypothécaires à l'habitation, montant net	219 338	14 471	588	234 397	206 299	13 845	658	220 802
Prêts personnels								
– Exceptionnellement faible	21 020	-	-	21 020	23 302	-	-	23 302
– Très faible	3 974	151	-	4 125	1 618	157	-	1 775
– Faible	8 993	2 305	-	11 298	8 662	2 497	-	11 159
– Moyen	1 559	2 447	-	4 006	1 265	2 768	-	4 033
– Élevé	280	826	-	1 106	331	769	-	1 100
– Défaut	-	-	138	138	-	-	140	140
– Non noté	529	103	46	678	513	159	41	713
Prêts personnels, montant brut ⁴	36 355	5 832	184	42 371	35 691	6 350	181	42 222
Provision pour pertes de crédit attendues	134	491	115	740	179	540	113	832
Prêts personnels, montant net	36 221	5 341	69	41 631	35 512	5 810	68	41 390
Cartes de crédit								
– Exceptionnellement faible	3 279	-	-	3 279	3 285	-	-	3 285
– Très faible	1 344	-	-	1 344	1 388	-	-	1 388
– Faible	2 199	-	-	2 199	2 340	-	-	2 340
– Moyen	2 022	1 327	-	3 349	1 778	1 973	-	3 751
– Élevé	-	333	-	333	-	472	-	472
– Défaut	-	-	-	-	-	-	-	-
– Non noté	116	13	-	129	135	18	-	153
Cartes de crédit, montant brut	8 960	1 673	-	10 633	8 926	2 463	-	11 389
Provision pour pertes de crédit attendues	153	432	-	585	125	542	-	667
Cartes de crédit, montant net	8 807	1 241	-	10 048	8 801	1 921	-	10 722
Prêts aux entreprises et aux gouvernements⁵								
– De première qualité	56 264	407	-	56 671	50 691	307	-	50 998
– De qualité inférieure	81 132	5 059	-	86 191	80 471	7 319	-	87 790
– Liste de surveillance	164	2 949	-	3 113	447	4 291	-	4 738
– Défaut	-	-	1 391	1 391	-	-	1 359	1 359
– Non noté	159	44	-	203	218	49	-	267
Prêts aux entreprises et aux gouvernements, montant brut ^{3,6}	137 719	8 459	1 391	147 569	131 827	11 966	1 359	145 152
Provision pour pertes de crédit attendues	318	587	620	1 525	380	648	650	1 678
Prêts aux entreprises et aux gouvernements, montant net	137 401	7 872	771	146 044	131 447	11 318	709	143 474
Total des prêts, montant net	401 767 \$	28 925 \$	1 428 \$	432 120 \$	382 059 \$	32 894 \$	1 435 \$	416 388 \$

1) Le tableau ne présente pas les titres de créance évalués à la JVAERG, pour lesquels des provisions pour pertes de crédit attendues de 18 M\$ (22 M\$ au 31 octobre 2020) ont été comptabilisées dans le cumul des autres éléments du résultat global. De plus, le tableau ne tient pas compte des titres de créance classés au coût amorti, pour lesquels des provisions pour pertes de crédit attendues de 15 M\$ avaient été comptabilisées au 30 avril 2021 (16 M\$ au 31 octobre 2020), dont une tranche de 13 M\$ au titre d'une provision pour pertes de crédit attendues de troisième stade sur des valeurs dépréciées dès leur acquisition évaluées au coût amorti (14 M\$ au 31 octobre 2020). Les autres actifs financiers classés au coût amorti ne sont pas non plus présentés dans le tableau ci-dessus, car leurs provisions pour pertes de crédit attendues étaient négligeables au 30 avril 2021 et au 31 octobre 2020. Les actifs financiers autres que des prêts classés au coût amorti sont présentés dans notre bilan consolidé intermédiaire, déduction faite des provisions pour pertes de crédit attendues.

2) Ne comprend pas les biens saisis de 22 M\$ (23 M\$ au 31 octobre 2020) qui étaient inclus dans les autres actifs du bilan consolidé intermédiaire.

3) Comprennent 29 M\$ (63 M\$ au 31 octobre 2020) au titre de prêts hypothécaires à l'habitation et 23 116 M\$ (23 291 M\$ au 31 octobre 2020) au titre de prêts aux entreprises et aux gouvernements évalués à la JVRN.

4) Les cotes de notation du risque internes présentées pour les prêts hypothécaires à l'habitation et certains prêts personnels ne tiennent pas compte des garanties d'emprunt ou d'assurances émises par le gouvernement du Canada (fédéral ou provincial), les organismes du gouvernement canadien ou des assureurs du secteur privé, étant donné que la question de savoir si l'augmentation importante du risque de crédit s'est produite pour ces prêts est liée aux variations relatives de la PD sur la durée de vie du prêt, compte non tenu des sûretés ou d'autres rehaussements de crédit.

5) Certains montants des périodes précédentes ont été retraités.

6) Comprennent les engagements de clients en vertu d'acceptations de 11 002 M\$ (9 606 M\$ au 31 octobre 2020).

Facilités de crédit inutilisées et autres expositions hors bilan

En millions de dollars, aux	30 avr. 2021				31 oct. 2020			
	Premier stade	Deuxième stade	Troisième stade	Total	Premier stade	Deuxième stade	Troisième stade	Total
Détail								
– Exceptionnellement faible	132 460 \$	4 \$	- \$	132 464 \$	124 690 \$	8 \$	- \$	124 698 \$
– Très faible	7 354	137	-	7 491	6 632	137	-	6 769
– Faible	8 712	497	-	9 209	8 703	416	-	9 119
– Moyen	906	597	-	1 503	909	692	-	1 601
– Élevé	96	435	-	531	263	503	-	766
– Défaut	-	-	30	30	-	-	28	28
– Non noté	393	13	-	406	411	23	-	434
Prêts de détail, montant brut	149 921	1 683	30	151 634	141 608	1 779	28	143 415
Provision pour pertes de crédit attendues	31	23	-	54	36	36	-	72
Prêts de détail, montant net	149 890	1 660	30	151 580	141 572	1 743	28	143 343
Prêts aux entreprises et aux gouvernements¹								
– De première qualité	97 809	117	-	97 926	89 883	149	-	90 032
– De qualité inférieure	56 261	2 144	-	58 405	55 910	3 679	-	59 589
– Liste de surveillance	15	1 118	-	1 133	91	1 665	-	1 756
– Défaut	-	-	119	119	-	-	129	129
– Non noté	556	26	-	582	795	41	-	836
Prêts aux entreprises et aux gouvernements, montant brut	154 641	3 405	119	158 165	146 679	5 534	129	152 342
Provision pour pertes de crédit attendues	52	32	-	84	73	35	2	110
Prêts aux entreprises et aux gouvernements, montant net	154 589	3 373	119	158 081	146 606	5 499	127	152 232
Total des facilités de crédit inutilisées et autres expositions hors bilan, montant net	304 479 \$	5 033 \$	149 \$	309 661 \$	288 178 \$	7 242 \$	155 \$	295 575 \$

1) Certains montants des périodes précédentes ont été retraités.

Note 7. Dépôts^{1, 2}

En millions de dollars, aux	30 avr. 2021			31 oct. 2020	
	Payables à vue ³	Payables sur préavis ⁴	Payables à terme fixe ^{5, 6}	Total	Total
Particuliers	15 493 \$	139 262 \$	52 273 \$	207 028 \$	202 152 \$
Entreprises et gouvernements ⁷	90 153	76 422	146 626	313 201	311 426
Banques	9 095	477	7 568	17 140	17 011
Emprunts garantis ⁸	-	-	39 194	39 194	40 151
	114 741 \$	216 161 \$	245 661 \$	576 563 \$	570 740 \$
Se compose de ce qui suit :					
Détenus au coût amorti				559 454 \$	557 321 \$
Désignés à leur juste valeur				17 109	13 419
				576 563 \$	570 740 \$
Composition du total des dépôts ⁹ :					
Dépôts non productifs d'intérêts					
Canada				80 976 \$	71 122 \$
États-Unis				13 779	13 833
Établissements à l'étranger				5 098	5 798
Dépôts productifs d'intérêts					
Canada				380 765	389 439
États-Unis				71 960	66 399
Établissements à l'étranger				23 985	24 149
				576 563 \$	570 740 \$

1) Comprennent des dépôts libellés en dollars américains de 195,6 G\$ (185,2 G\$ au 31 octobre 2020) et libellés en d'autres monnaies étrangères de 30,9 G\$ (30,2 G\$ au 31 octobre 2020).

2) Nets de billets acquis de 3,7 G\$ (3,1 G\$ au 31 octobre 2020).

3) Comprennent tous les dépôts à l'égard desquels nous ne sommes pas autorisés à exiger un préavis de retrait. En général, ces dépôts sont dans des comptes de chèques.

4) Comprennent tous les dépôts à l'égard desquels nous pouvons légalement exiger un préavis de retrait. En général, ces dépôts sont dans des comptes d'épargne.

5) Comprennent tous les dépôts qui viennent à échéance à une date précise. Il s'agit habituellement de dépôts à terme, de certificats de placement garanti et d'instruments semblables.

6) Comprennent un montant de 23,9 G\$ (19,9 G\$ au 31 octobre 2020) au titre des dépôts faisant l'objet de règlements sur la conversion aux fins de la recapitalisation interne des banques publiés par le ministère des Finances du Canada. Ces règlements confèrent des pouvoirs à la Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC), lui permettant notamment d'entreprendre la conversion en actions ordinaires de certaines actions et certains passifs admissibles de la CIBC en actions ordinaires dans le cas où elle deviendrait non viable.

7) Comprennent un montant de 301 M\$ (303 M\$ au 31 octobre 2020) au titre de billets émis à la Fiducie de capital CIBC.

8) Comprennent des passifs émis à la suite d'activités liées à la titrisation de prêts hypothécaires à l'habitation ou par l'intermédiaire du programme d'obligations sécurisées ou d'entités de titrisation consolidées.

9) Le classement est fondé sur la répartition géographique de l'établissement de la CIBC.

Note 12. Résultat par action

En millions de dollars, sauf le nombre d'actions et les montants par action	Pour les trois mois			Pour les six mois	
	30 avr. 2021	31 janv. 2021	30 avr. 2020	30 avr. 2021	30 avr. 2020
Résultat de base par action					
Résultat net applicable aux actionnaires	1 647 \$	1 621 \$	400 \$	3 268 \$	1 605 \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées et distributions sur d'autres titres de participation	51	30	30	81	61
Résultat net applicable aux porteurs d'actions ordinaires	1 596 \$	1 591 \$	370 \$	3 187 \$	1 544 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	448 455	447 281	444 739	447 859	444 997
Résultat de base par action	3,56 \$	3,56 \$	0,83 \$	7,12 \$	3,47 \$
Résultat dilué par action					
Résultat net applicable aux porteurs d'actions ordinaires	1 596 \$	1 591 \$	370 \$	3 187 \$	1 544 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	448 455	447 281	444 739	447 859	444 997
Ajouter : options sur actions pouvant être exercées ¹ (en milliers)	796	502	302	628	439
Ajouter : contrepartie réglée en instruments de capitaux propres (en milliers)	94	146	147	134	174
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation (en milliers)	449 345	447 929	445 188	448 621	445 610
Résultat dilué par action	3,55 \$	3,55 \$	0,83 \$	7,10 \$	3,46 \$

1) Ne tiennent pas compte d'un nombre moyen de néant options en cours (3 840 348 pour le trimestre clos le 31 janvier 2021 et 4 839 980 pour le trimestre clos le 30 avril 2020) à un prix d'exercice moyen pondéré de néant (112,71 \$ pour le trimestre clos le 31 janvier 2021 et 108,08 \$ pour le trimestre clos le 30 avril 2020) pour le trimestre clos le 30 avril 2021, et d'un nombre moyen de 737 167 options en cours (3 681 010 pour le semestre clos le 30 avril 2020) à un prix d'exercice moyen pondéré de 120,02 \$ (111,56 \$ pour le semestre clos le 30 avril 2020) pour le semestre clos le 30 avril 2021, le prix d'exercice des options étant supérieur au cours moyen des actions ordinaires de la CIBC.

Note 13. Passifs éventuels et provisions

Procédures judiciaires et autres éventualités

Dans le cours normal des affaires, la CIBC est partie à diverses procédures judiciaires, y compris des enquêtes réglementaires, dans le cadre desquelles des dommages-intérêts imposants sont réclamés à la CIBC et à ses filiales. Des provisions sont constituées pour les procédures judiciaires si, de l'avis de la direction, il est probable que des ressources économiques devront être affectées au règlement de l'affaire et que le montant de l'obligation peut faire l'objet d'une estimation fiable. Si l'estimation fiable d'une perte probable se situe dans une fourchette de résultats possibles à l'intérieur de laquelle un montant précis semble représenter une meilleure estimation, ce montant est comptabilisé. Si aucun montant précis à l'intérieur de la fourchette de résultats possibles ne semble être une meilleure estimation qu'un autre montant, le montant médian de la fourchette est comptabilisé. Dans certains cas, toutefois, il n'est pas possible de déterminer si une obligation est probable ou d'estimer de façon fiable le montant de la perte, de sorte qu'aucun montant ne peut être comptabilisé.

Même s'il est par nature difficile de prédire l'issue de ces procédures judiciaires, à la lumière de nos connaissances actuelles et après consultation de nos conseillers juridiques, nous ne prévoyons pas que l'issue de ces affaires, individuellement ou collectivement, aura des répercussions négatives importantes sur nos états financiers consolidés intermédiaires. Par contre, elle pourrait avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation pour une période donnée. Nous vérifions régulièrement si les provisions pour les procédures judiciaires de la CIBC sont adéquates et procédons aux ajustements nécessaires en fonction des nouvelles informations disponibles.

Les provisions présentées à la note 22 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2020 comprennent toutes les provisions de la CIBC au titre des procédures judiciaires à la date de ces derniers, notamment des montants liés aux procédures judiciaires importantes décrites dans cette note et à d'autres procédures judiciaires.

Selon la CIBC, les pertes sont raisonnablement possibles lorsque le risque qu'elles surviennent n'est pas probable, sans être faible. Il est raisonnablement possible que la CIBC subisse une perte supérieure au montant comptabilisé lorsque la perte comptabilisée correspond au point médian d'une fourchette de pertes raisonnablement possibles, ou que la perte éventuelle se rapporte à un litige pour lequel une issue défavorable est raisonnablement possible, sans être probable.

La CIBC croit qu'outre les montants déjà comptabilisés au titre des pertes raisonnablement possibles, la fourchette globale estimative pour les procédures judiciaires importantes la visant susceptibles de faire l'objet d'une telle estimation allait de néant à environ 1,2 G\$ au 30 avril 2021. La fourchette globale estimative des pertes raisonnablement possibles est fondée sur les informations disponibles à l'heure actuelle à l'égard des procédures importantes auxquelles la CIBC est partie, compte tenu de la meilleure estimation de la CIBC quant aux pertes pouvant résulter de ces procédures et faire l'objet d'une estimation. L'estimation de la CIBC repose sur une grande part de jugement, en raison des différentes étapes auxquelles se trouvent les procédures et, dans bien des cas, de l'existence de multiples codéfendeurs dont la part de responsabilité reste à déterminer. La fourchette ne tient pas compte des dommages-intérêts exemplaires potentiels ni des intérêts. La fourchette estimative au 30 avril 2021 est fondée sur les procédures judiciaires importantes présentées à la note 22 des états financiers consolidés inclus dans notre Rapport annuel de 2020 telles qu'elles sont mises à jour ci-après. Les éléments déterminant la fourchette estimative changeront au fil du temps, et les pertes réelles pourraient être très différentes de l'estimation actuelle. Pour certaines procédures judiciaires, la CIBC ne croit pas qu'une estimation puisse être faite actuellement, car bon nombre ne sont qu'à un stade préliminaire, et les montants réclamés ne sont pas tous déterminés. Ainsi, ces procédures judiciaires ne sont pas incluses dans la fourchette.

Voici les faits nouveaux ayant trait à nos procédures judiciaires importantes depuis la publication des états financiers consolidés annuels de 2020 :

- *Recours collectifs liés aux cartes de crédit – Litige quant aux frais d'interchange* : Cinq des sept recours ont été réglés, sous réserve de l'approbation du tribunal, et les deux recours qui restent seront suspendus. La CIBC collaborera en vue d'arriver à un projet de règlement.
- *Pilon c. Banque Amex du Canada et al.* : L'appel interjeté par la demanderesse de la décision rejetant la demande d'autorisation de l'action collective a été entendu en février 2021. En mars 2021, le tribunal a rejeté l'appel de la demanderesse. En mai 2021, la demanderesse a déposé une demande d'autorisation d'en appeler du jugement devant la Cour suprême du Canada.
- *Recours collectifs relatifs aux renseignements personnels des clients de Simplii* : Les recours *Bannister* et *Steinman* ont été réglés sous réserve de l'approbation du tribunal. Aux termes du règlement proposé, la CIBC versera 2 M\$ pour le règlement des recours. En avril 2021, le tribunal a approuvé le règlement proposé.

- *Recours collectifs relatifs aux courtiers exécutants* : La motion en certification dans *Frayce* devrait être entendue en août 2022, et le dossier *Michaud* a été suspendu.
- *Pope v. CIBC and CIBC Trust* : En décembre 2020, Gestion d'actifs CIBC inc. a été ajoutée à titre de défenderesse. La motion en certification devrait être entendue en août 2021.
- *Fresco v. Canadian Imperial Bank of Commerce* : L'audience devant la Cour d'appel devrait avoir lieu en septembre 2021.
- *Salko c. Services investisseurs CIBC inc. et al* : En mars 2021, un projet d'action collective a été présenté au Québec contre Services Investisseurs CIBC inc. et plusieurs autres institutions financières. Le demandeur a par la suite ajouté Marchés mondiaux CIBC inc. et d'autres institutions financières à titre de défenderesses. L'action collective a pour objet le recouvrement des frais de conversion de devises réputés avoir été facturés illégalement aux membres du groupe et dissimulés par les défenderesses, ainsi que le paiement de dommages-intérêts exemplaires et punitifs. Le demandeur demande la restitution des frais facturés aux clients depuis le 15 mars 2018 ainsi que des dommages-intérêts punitifs représentant 5 % du total du montant des frais facturés aux membres du groupe, majorés des intérêts.
- *The RRSP of J.T.G v. Her Majesty The Queen* : La Compagnie Trust CIBC est la fiduciaire d'un régime enregistré d'épargne-retraite (REER) autogéré qui a fait l'objet d'un recours devant la Cour canadienne de l'impôt. L'instance découle des appels de cotisations fiscales établis par le ministre du Revenu national à l'endroit du REER pour les années d'imposition 2004 à 2009 en vertu des parties I et XI.1 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). Au moment de l'établissement des avis en mars 2013, la cotisation établie en vertu de la partie I s'élevait à environ 139 M\$, et la nouvelle cotisation établie en vertu de la partie XI.1 totalisait environ 144 M\$, montants qui englobaient les impôts, les pénalités et les intérêts applicables. En avril 2021, la Cour canadienne de l'impôt a rendu sa décision, accueillant l'appel pour une partie de la cotisation établie en vertu de la partie I et rejetant l'appel quant à la nouvelle cotisation établie en vertu de la partie XI.1. Le REER a interjeté appel de cette décision devant la Cour d'appel fédérale. Advenant que le REER ne dispose pas des fonds suffisants pour satisfaire à une nouvelle cotisation établie en vertu de la partie XI.1 pouvant être maintenue par les tribunaux, la Compagnie Trust CIBC pourrait être tenue d'acquitter une partie de ladite nouvelle cotisation.

Outre les points mentionnés ci-dessus, il n'y a pas eu de changements importants relativement aux affaires présentées à la note 22 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2020, et aucune nouvelle procédure judiciaire importante n'a été intentée depuis la publication des états financiers consolidés annuels de 2020.

Note 14. Produits d'intérêts et charges d'intérêts

Le tableau ci-après présente les produits d'intérêts et charges d'intérêts consolidés par catégorie comptable.

En millions de dollars	Pour les trois mois clos les				Pour les six mois clos les					
	30 avr. 2021		31 janv. 2021		30 avr. 2020		30 avr. 2020			
	Produits d'intérêts	Charges d'intérêts	Produits d'intérêts	Charges d'intérêts	Produits d'intérêts	Charges d'intérêts	Produits d'intérêts	Charges d'intérêts		
Évaluation au coût amorti ¹	3 098 \$	703 \$	3 256 \$	814 \$	3 998 \$	1 858 \$	6 354 \$	1 517 \$	8 433 \$	4 184 \$
Titres de créance évalués à la JVAERG ¹	83	s. o.	98	s. o.	206	s. o.	181	s. o.	446	s. o.
Divers ²	392	123	417	118	498	82	809	241	1 005	177
Total	3 573 \$	826 \$	3 771 \$	932 \$	4 702 \$	1 940 \$	7 344 \$	1 758 \$	9 884 \$	4 361 \$

1) Les produits d'intérêts relatifs aux instruments financiers qui sont évalués au coût amorti et aux titres de créances qui sont évalués à la JVAERG sont calculés en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

2) Comprend les produits d'intérêts et les charges d'intérêts ainsi que le revenu de dividendes relatifs aux instruments financiers qui sont obligatoirement évalués et désignés à la JVRN, et aux titres de participation désignés à la JVAERG.

s. o. Sans objet

Note 15. Informations sectorielles

La CIBC compte quatre unités d'exploitation stratégique : Services bancaires personnels et PME, région du Canada, Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada, Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, et Marchés des capitaux. Ces unités d'exploitation stratégique sont appuyées par Siège social et autres.

Services bancaires personnels et PME, région du Canada, offre aux particuliers et aux entreprises au Canada des conseils, des produits et des services financiers par l'entremise de centres bancaires et de canaux numériques, mobiles ou d'accès à distance.

Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada, est un secteur supérieur axé sur les relations qui offre des services bancaires et des services de gestion des avoirs aux sociétés du marché intermédiaire, aux entrepreneurs, aux particuliers et aux familles à valeur nette élevée de partout au Canada, ainsi que des services de gestion d'actifs aux investisseurs institutionnels.

Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, offre des services bancaires commerciaux et des services de gestion privée de patrimoine aux États-Unis, ainsi que des services bancaires aux particuliers et aux petites et moyennes entreprises dans quatre marchés du Midwest américain. Ses activités sont principalement axées sur les sociétés du marché intermédiaire et les sociétés de taille moyenne, ainsi que sur les particuliers et les familles à valeur nette élevée.

Marchés des capitaux offre des produits et des services intégrés de réseau mondial, des services consultatifs et d'exécution en placement, des solutions de services financiers aux entreprises et des services de recherche de premier plan à nos clients à l'échelle mondiale. Il comprend les Services financiers directs, qui cherchent à accroître les capacités numériques de la CIBC afin d'offrir un ensemble cohérent de services bancaires directs et de solutions de placement direct et de paiement multidevises novateurs aux clients de la CIBC.

Siège social et autres comprennent les groupes fonctionnels suivants : Technologie, infrastructure et innovation, Gestion du risque, Personnel, Culture et marque, Finance et Stratégie de l'entreprise, ainsi que d'autres groupes de soutien. Les charges de ces groupes fonctionnels et de soutien sont habituellement réparties entre les secteurs d'activité au sein des unités d'exploitation stratégique. La majorité des coûts fonctionnels et des coûts de soutien de CIBC Bank USA sont comptabilisés directement à l'unité d'exploitation stratégique Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis. Siège social et autres comprennent également les résultats de CIBC FirstCaribbean et d'autres investissements stratégiques, ainsi que d'autres postes du compte de résultat et du bilan non directement attribuables aux secteurs d'activité.

Modifications apportées à nos secteurs d'activité

Les modifications suivantes ont été apportées au cours du premier trimestre de 2021 :

- Les résultats de Financière Simplii et Pro-Investisseurs CIBC, qui étaient auparavant présentés dans Services bancaires personnels et PME, région du Canada, sont présentés dans le nouveau secteur Services financiers directs de Marchés des capitaux, à l'instar de ceux de certains autres services de paiement direct qui étaient déjà présentés dans Marchés des capitaux. Cette modification a été apportée pour assurer une meilleure harmonisation avec les mandats des unités d'exploitation stratégique visées.
- Les résultats financiers liés aux activités de trésorerie aux États-Unis de Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, sont maintenant présentés dans l'unité Trésorerie de Siège social et autres. En outre, la méthode de fixation des prix de transfert entre Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, et l'unité Trésorerie de Siège social et autres, a été améliorée. Ces deux modifications permettent d'aligner le traitement applicable à Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, sur celui qui s'applique à nos autres unités d'exploitation stratégique et d'optimiser la gestion des risques de taux d'intérêt et de liquidité.

Les résultats de nos unités d'exploitation stratégique ont été touchés par ces modifications. Les montants des périodes précédentes ont été révisés en conséquence. Ces changements n'ont eu aucune incidence sur le résultat net consolidé.

En millions de dollars, pour les trois mois clos les		Services bancaires personnels et PME, région du Canada	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis	Marchés des capitaux	Siège social et autres	Total CIBC
30 avr. 2021	Produits nets d'intérêts ¹	1 425 \$	305 \$	351 \$	662 \$	4 \$	2 747 \$
	Produits autres que d'intérêts ²	516	830	181	532	126	2 185
	Total des produits ¹	1 941	1 135	532	1 194	130	4 932
	Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances	65	(18)	(12)	(11)	8	32
	Amortissement et perte de valeur ³	53	7	27	3	159	249
	Autres charges autres que d'intérêts	1 005	601	244	535	122	2 507
	Résultat (perte) avant impôt sur le résultat	818	545	273	667	(159)	2 144
	Impôt sur le résultat ¹	215	146	57	172	(97)	493
	Résultat net (perte nette)	603 \$	399 \$	216 \$	495 \$	(62) \$	1 651 \$
	Résultat net (perte nette) applicable aux :						
	Participations ne donnant pas le contrôle	- \$	- \$	- \$	- \$	4 \$	4 \$
	Actionnaires	603	399	216	495	(66)	1 647
	Actif moyen ⁴	266 763 \$	67 969 \$	46 364 \$	250 627 \$	163 650 \$	795 373 \$
31 janv. 2021	Produits nets d'intérêts ¹	1 483 \$	298 \$	374 \$	682 \$	2 \$	2 839 \$
	Produits autres que d'intérêts ²	542	790	187	492	113	2 124
	Total des produits ¹	2 025	1 088	561	1 174	115	4 963
	Dotation à la provision pour pertes sur créances	54	33	45	5	10	147
	Amortissement et perte de valeur ³	53	7	28	2	147	237
	Autres charges autres que d'intérêts	1 033	565	252	520	119	2 489
	Résultat (perte) avant impôt sur le résultat	885	483	236	647	(161)	2 090
	Impôt sur le résultat ¹	233	129	48	154	(99)	465
	Résultat net (perte nette)	652 \$	354 \$	188 \$	493 \$	(62) \$	1 625 \$
	Résultat net (perte nette) applicable aux :						
	Participations ne donnant pas le contrôle	- \$	- \$	- \$	- \$	4 \$	4 \$
	Actionnaires	652	354	188	493	(66)	1 621
	Actif moyen ⁴	261 542 \$	65 774 \$	47 501 \$	250 418 \$	174 713 \$	799 948 \$
30 avr. 2020 ⁵	Produits nets d'intérêts ¹	1 432 \$	321 \$	370 \$	568 \$	71 \$	2 762 \$
	Produits autres que d'intérêts ²	504	704	141	399	68	1 816
	Total des produits ¹	1 936	1 025	511	967	139	4 578
	Dotation à la provision pour pertes sur créances	640	186	230	236	120	1 412
	Amortissement et perte de valeur ³	57	7	34	2	180	280
	Autres charges autres que d'intérêts	1 017	552	257	490	108	2 424
	Résultat (perte) avant impôt sur le résultat	222	280	(10)	239	(269)	462
	Impôt sur le résultat ¹	59	74	(25)	62	(100)	70
	Résultat net (perte nette)	163 \$	206 \$	15 \$	177 \$	(169) \$	392 \$
	Résultat net (perte nette) applicable aux :						
	Participations ne donnant pas le contrôle	- \$	- \$	- \$	- \$	(8) \$	(8) \$
	Actionnaires	163	206	15	177	(161)	400
	Actif moyen ⁴	251 898 \$	66 931 \$	49 182 \$	235 064 \$	122 626 \$	725 701 \$

1) Les produits et l'impôt sur le résultat de Marchés des capitaux comprennent un ajustement selon la base d'imposition équivalente (BIE) de 51 M\$ pour le trimestre clos le 30 avril 2021 (54 M\$ le 31 janvier 2021 et 46 M\$ le 30 avril 2020), les montants équivalents étant compensés dans le secteur Siège social et autres.

2) Incluent les produits intersectoriels, qui représentent les commissions de vente internes et la répartition des produits selon le modèle de gestion fabricant-secteur client-distributeur.

3) Comprennent l'amortissement et la perte de valeur des bâtiments, des actifs au titre de droits d'utilisation, du mobilier, du matériel, des améliorations locatives et des logiciels, ainsi que d'autres immobilisations incorporelles. Les trois mois clos le 30 avril 2020 comprennent la dépréciation du goodwill.

4) Les actifs sont présentés en fonction de moyennes, car il s'agit de la mesure la plus pertinente pour une institution financière, et c'est la mesure examinée par la direction.

5) Certaines informations des périodes précédentes ont été révisées. Pour plus de précisions, se reporter à la section Modifications apportées à nos secteurs d'activité.

En millions de dollars, pour les six mois clos les		Services bancaires personnels et PME, région du Canada	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis	Marchés des capitaux	Siège social et autres	Total CIBC
30 avr.	Produits nets d'intérêts ¹	2 908 \$	603 \$	725 \$	1 344 \$	6 \$	5 586 \$
2021	Produits autres que d'intérêts ²	1 058	1 620	368	1 024	239	4 309
	Total des produits¹	3 966	2 223	1 093	2 368	245	9 895
	Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances	119	15	33	(6)	18	179
	Amortissement et perte de valeur ³	106	14	55	5	306	486
	Autres charges autres que d'intérêts	2 038	1 166	496	1 055	241	4 996
	Résultat (perte) avant impôt sur le résultat	1 703	1 028	509	1 314	(320)	4 234
	Impôt sur le résultat ¹	448	275	105	326	(196)	958
	Résultat net (perte nette)	1 255 \$	753 \$	404 \$	988 \$	(124) \$	3 276 \$
	Résultat net (perte nette) applicable aux :						
	Participations ne donnant pas le contrôle	- \$	- \$	- \$	- \$	8 \$	8 \$
	Actionnaires	1 255	753	404	988	(132)	3 268
	Actif moyen⁴	264 109 \$	66 853 \$	46 942 \$	250 521 \$	169 273 \$	797 698 \$
30 avr.	Produits nets d'intérêts ¹	2 937 \$	636 \$	712 \$	1 066 \$	172 \$	5 523 \$
2020 ⁵	Produits autres que d'intérêts ²	1 078	1 444	300	907	181	3 910
	Total des produits ¹	4 015	2 080	1 012	1 973	353	9 433
	Dotation à la provision pour pertes sur créances	851	221	245	230	126	1 673
	Amortissement et perte de valeur ³	114	14	66	5	327	526
	Autres charges autres que d'intérêts	2 046	1 106	523	979	589	5 243
	Résultat (perte) avant impôt sur le résultat	1 004	739	178	759	(689)	1 991
	Impôt sur le résultat ¹	266	197	(2)	204	(278)	387
	Résultat net (perte nette)	738 \$	542 \$	180 \$	555 \$	(411) \$	1 604 \$
	Résultat net (perte nette) applicable aux :						
	Participations ne donnant pas le contrôle	- \$	- \$	- \$	- \$	(1) \$	(1) \$
	Actionnaires	738	542	180	555	(410)	1 605
	Actif moyen⁴	251 745 \$	66 085 \$	46 972 \$	223 998 \$	113 562 \$	702 362 \$

1) Les produits et l'impôt sur le résultat de Marchés des capitaux comprennent un ajustement selon la base d'imposition équivalente (BIE) de 105 M\$ pour le semestre clos le 30 avril 2021 (95 M\$ le 30 avril 2020), les montants équivalents étant compensés dans le secteur Siège social et autres.

2) Incluent les produits intersectoriels, qui représentent les commissions de vente internes et la répartition des produits selon le modèle de gestion fabricant–secteur client–distributeur.

3) Comprennent l'amortissement et la perte de valeur des bâtiments, des actifs au titre de droits d'utilisation, du mobilier, du matériel, des améliorations locatives et des logiciels, ainsi que d'autres immobilisations incorporelles. Le semestre clos le 30 avril 2020 comprend la dépréciation du goodwill.

4) Les actifs sont présentés en fonction de moyennes, car il s'agit de la mesure la plus pertinente pour une institution financière, et c'est la mesure examinée par la direction.

5) Certaines informations des périodes précédentes ont été révisées. Pour plus de précisions, se reporter à la section Modifications apportées à nos secteurs d'activité.

POUR NOUS JOINDRE

Secrétaire général : Les actionnaires peuvent communiquer avec ce service par téléphone, au 416 980-3096 ou par courriel, à l'adresse corporate.secretary@cibc.com.

Relations avec les investisseurs : Les analystes financiers, les gestionnaires de portefeuilles et les autres investisseurs qui désirent obtenir des renseignements financiers peuvent communiquer avec ce service par téléphone, au 416 813-3743 ou par courriel, à l'adresse investorrelations@cibc.com.

Communications et affaires publiques : Les médias financiers, commerciaux et spécialisés peuvent communiquer avec ce service par courriel, à l'adresse corpcommmailbox@cibc.com.

Services bancaires téléphoniques CIBC : Conformément à notre engagement envers nos clients, des renseignements sur les produits et les services de la Banque CIBC peuvent être obtenus en composant sans frais au Canada le 1 800 465-2422.

Présentation aux investisseurs en direct : De l'information financière supplémentaire, le Rapport au titre du troisième pilier, de l'information supplémentaire sur les fonds propres réglementaires et une présentation destinée aux investisseurs et aux analystes peuvent être consultés à l'adresse www.cibc.com/francais : À propos de la Banque CIBC.

Conférence téléphonique sur les résultats financiers : La conférence téléphonique avec des analystes et investisseurs sur les résultats financiers de la Banque CIBC pour le deuxième trimestre aura lieu jeudi 27 mai 2021, à 7 h 30 (HE). Pour la conférence en français, composez le 514 392-1587 ou le numéro sans frais 1 877 395-0279, code d'accès 7008374#; pour la conférence en anglais, composez le 416 340-2217 ou le numéro sans frais 1 800 806-5484, code d'accès 8335491#. L'enregistrement de la conférence sera accessible en français et en anglais jusqu'à 23 h 59 (HE) le 20 juin 2021. Pour accéder à la retransmission en français, composez le 514 861-2272 ou le 1 800 408-3053, code d'accès 8504384#. Pour accéder à la retransmission en anglais, composez le 905 694-9451 ou le 1 800 408-3053, code d'accès 1725009#.

Webdiffusion audio : Une diffusion audio en direct sur les résultats financiers du deuxième trimestre de la Banque CIBC aura lieu le jeudi 27 mai 2021, à 7 h 30 (HE), en français et en anglais. Pour accéder à la webdiffusion audio, rendez-vous à l'adresse www.cibc.com/francais : À propos de la Banque CIBC. Une version archivée de la webdiffusion audio sera aussi accessible en français et en anglais après la conférence à l'adresse www.cibc.com/francais : À propos de la Banque CIBC.

Assemblée annuelle : La prochaine assemblée annuelle des actionnaires de la CIBC aura lieu le 7 avril 2022.

Fonds propres réglementaires : De l'information concernant les instruments de fonds propres réglementaires et la situation des fonds propres réglementaires de la CIBC peut être consultée à l'adresse www.cibc.com/francais : À propos de la Banque CIBC : Relations avec les investisseurs : Instruments de fonds propres réglementaires.

Créances requalifiables : De l'information concernant les créances requalifiables et les instruments de CTAP de la Banque CIBC peut être consultée à l'adresse www.cibc.com/francais : À propos de la Banque CIBC : Relations avec les investisseurs : Renseignements sur la dette : Créances requalifiables.

Les informations contenues dans le site Web de la Banque CIBC, à l'adresse www.cibc.com/francais, ne sont pas réputées être intégrées aux présentes.

SERVICE DE DÉPÔT DIRECT DES DIVIDENDES

Les résidents du Canada porteurs d'actions ordinaires peuvent choisir de faire déposer leurs dividendes directement à leur compte, dans toute institution financière membre de Paiements Canada. Pour prendre les dispositions nécessaires, veuillez écrire à la Société de fiducie AST (Canada), C.P. 700, succ. B, Montréal (Québec) H3B 3K3, ou envoyer un courriel à l'adresse inquiries@astfinancial.com.

RÉGIME D'INVESTISSEMENT À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Les porteurs inscrits d'actions ordinaires de la Banque CIBC qui souhaitent acquérir des actions ordinaires additionnelles de la Banque CIBC peuvent participer au régime d'investissement à l'intention des actionnaires, sans verser de commission de courtage ni payer de frais de service.

Pour obtenir un exemplaire de la circulaire d'offre, veuillez communiquer avec la Société de fiducie AST (Canada) par téléphone, au 416 682-3860, au numéro sans frais 1 800 258-0499, ou par courriel à l'adresse inquiries@astfinancial.com.

PRIX DES ACTIONS ORDINAIRES ÉMISES EN VERTU DU RÉGIME D'INVESTISSEMENT À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Date	Régime d'options d'achat d'actions	Options de réinvestissement des dividendes et de dividendes en actions
1 ^{er} février 2021	109,86 \$	
1 ^{er} mars 2021	116,97 \$	
1 ^{er} avril 2021	124,82 \$	
28 avril 2021		126,02 \$

